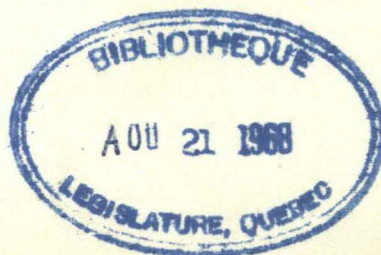


Q
A11 D6
A2 / A3
C

A

**L'ÉVOLUTION
DE L'AGRICULTURE
ET LE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
DU QUÉBEC
1946 À 1976**



**Rapport de
la commission
royale d'enquête
sur l'agriculture
au Québec**

ERRATA

- PAGE 9 - Paragraphe 1 - ligne 4
- LIRE: ... et l'accroissement de la productivité.
- PAGE 18 - Tableau 1.2 - avant dernière colonne
- Enlever le signe %
- PAGE 23 - Paragraphe 4 - ligne 6
- LIRE: ... 2.3 pour cent par an, la main-d'oeuvre agricole...
- PAGE 24 - Paragraphe 2 - ligne 10
- LIRE: ... vers la production pour la-quel-
le...
- PAGE 39 - Paragraphe 2 - ligne 2
- LIRE: ... des pouvoirs d'achat...
- PAGE 41 - Lignes 1 et 2
- LIRE: ... mieux à la campagne, cela ne change rien à l'affaire. Si les intéressés se croient moins bien à la campagne, ils y seront...
- PAGE 99 - Ligne 3
- LIRE: ... que la disponibilité...

L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, 1946 À 1976

**Rapport de
la commission
royale d'enquête
sur l'agriculture
au Québec**

P r é s e n t a t i o n

La Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec est heureuse de présenter l'étude sur « L'Évolution de l'agriculture et le développement économique du Québec, 1946 à 1976 », préparée à sa demande par monsieur Gilles LeBel, économiste, directeur du Service de développement économique du Bureau de recherches économiques du ministère de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec.

Cette étude servira de base aux observations et aux recommandations que la Commission fera dans son Rapport sur la place et le développement de l'agriculture dans l'économie de la province de Québec.

Vu l'intérêt considérable que le gouvernement de la province, ainsi que les organismes agricoles et para-agricoles portent à l'agriculture du Québec, la Commission croit opportun de mettre immédiatement à la disposition des intéressés cet instrument de travail qui devrait provoquer la réflexion et aider à orienter la politique générale et particulière de l'agriculture du Québec.

La Commission tient à exprimer ses remerciements à l'auteur de cette étude, monsieur Gilles LeBel et à ses collaborateurs, ainsi qu'à monsieur le ministre Jean-Paul Beaudry et à monsieur le sous-ministre Michel Bélanger, du ministère de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec.

LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE
SUR L'AGRICULTURE AU QUÉBEC

Novembre 1967.

A v a n t - p r o p o s

Le présent rapport, qui a été préparé à la demande de la Commission royale d'Enquête sur l'Agriculture, comprend en plus d'une analyse de la place que tient l'agriculture dans l'économie du Québec, une série de données économiques inédites.

Nous avons entrepris cette étude dans le but de faire ressortir l'évolution constante de l'apport de l'agriculture dans l'économie québécoise.

Dans le cadre de notre collaboration à l'oeuvre de la Commission, nous tenterons d'établir à quel point la croissance économique permettra à l'agriculture d'améliorer sa place dans l'économie provinciale, et quels en seront les effets. La présente étude est donc une tentative d'analyse et de prévision de la croissance économique du Québec, visant à fournir à la Commission la documentation économique nécessaire à ses recherches sur les besoins, les exigences et les possibilités du secteur agricole.

L'analyse elle-même ainsi que les explications que nous avons essayé d'en dégager sont demeurées superficielles dans certains cas du fait qu'il nous a fallu consacrer la plus grande partie de notre temps à la recherche des faits. Cela n'a rien d'étonnant vu que des travaux sur le développement économique du Québec — surtout dans le secteur de l'agriculture — sont à peu près inexistantes.

Les données de base et les calculs statistiques ont été élaborés par les membres de notre équipe, chacun oeuvrant dans un secteur spécialisé. Ainsi monsieur Mathias Wasajja s'est occupé de la préparation des Comptes économiques du Québec et de l'évaluation des revenus; monsieur Rémi Tremblay, de l'estimation de la consommation et de la production agricole, et monsieur Richard Roy, remplaçant monsieur Jean Vézina qui nous avait quittés pour un stage d'études en France, s'est consacré à l'étude de la productivité et à l'évaluation du secteur de l'agro-économie. Le directeur du Service de développement économique a dirigé les recherches d'ordre quantitatif et réalisé la partie analytique du présent rapport.

Il s'agit donc d'un véritable travail d'équipe qui a pu être réalisé grâce à l'étroite collaboration de tous les intéressés.

Enfin, nos recherches ont été facilitées par les fructueuses consultations que nous avons eues avec des haut fonctionnaires du ministère fédéral de l'Agriculture, du Bureau fédéral de la Statistique et du Conseil économique du Canada. Nous tenons à leur dire notre reconnaissance.

GILLES LEBEL,
Directeur,
Service de développement économique,
Bureau de recherches économiques.

Québec, le 20 juillet 1967.

Introduction

A l'instar de l'agriculture des autres pays industrialisés du monde, l'agriculture québécoise connaît actuellement une période d'évolution dynamique qui se manifeste par la consolidation des fermes, l'augmentation rapide du capital investi et de l'accroissement de la productivité.

Le rôle que doit jouer l'agriculture dans le développement économique d'une région donnée est mal défini. Certains conçoivent le développement équilibré du secteur agricole comme essentiel au développement des autres secteurs de l'économie. Le cultivateur considère l'agriculture aussi bien comme une entreprise commerciale que comme un mode de vie, mais pour d'autres l'agriculture est inséparable de la pauvreté rurale et constitue un obstacle à l'expansion économique régionale.

Le présent rapport ne peut concilier ces différents points de vue non plus qu'il ne peut prédire avec certitude l'ampleur que prendront les mouvements déjà amorcés. Notre but principal est de décrire l'agriculture par rapport au reste de l'économie et de prévoir, à partir des tendances présentes, son développement futur.

Quel est le rôle de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie provinciale? Comment a-t-elle évolué au cours de la croissance économique? Que sera-t-elle demain?

La réponse à ces questions a exigé de longs travaux statistiques et de comptabilité économique. Notre but n'est cependant pas de faire oeuvre originale de statisticien et de comptable; nous avons voulu seulement utiliser les ressources que nous offrent ces techniques. Pour ménager la patience du lecteur, nous ne nous attarderons pas aux détails des travaux de pionniers que nous avons eu à effectuer pour les fins de la présente étude. Les spécialistes trouveront en annexe les précisions qui les intéressent.

Il va sans dire que le report en annexe des traitements statistiques ne nous dispense pas d'indiquer, chemin faisant, les mérites des méthodes d'évaluations utilisées ou de relever certaines de leurs faiblesses. Celles-ci sont dues soit à une pénurie de données statistiques de base, soit à des élaborations comptables visant à rendre homogènes et donc comparables, les données provenant de sources différentes.

Les recherches que poursuit depuis plusieurs mois le Service du développement économique du ministère de l'Industrie et du Commerce sur la croissance de l'économie québécoise marquent un effort

important dans le progrès de la recherche en développement économique de notre milieu.

Les instruments de la Comptabilité économique que nous avons ainsi forgés à cette occasion nous permettront de constituer un cadre quantitatif pour l'étude de l'évolution à long terme.

Pour provisoires que soient les premières ébauches, elles suffisent à donner un aperçu de l'évolution à long terme du Revenu provincial et de l'élément qui nous intéresse, c'est-à-dire le revenu agricole.

Orientation générale de notre recherche

La présente étude est essentiellement d'ordre économique, et non agronomique ou sociologique.

Ce rapport se réfère spécifiquement à l'agriculture mais son contenu s'inscrit dans une perspective d'ensemble du développement économique du Québec.

Notre méthode est essentiellement empirique, utilisant les ressources de la comptabilité économique. Elle observe l'évolution du secteur agricole et de ses composantes. Les phénomènes constatés sont ensuite interprétés à l'aide des divers instruments de l'analyse économique.

Nous situerons au préalable le problème dans son contexte particulier et considérerons d'abord l'ensemble du secteur agricole. Nous verrons ainsi comment ce dernier a évolué au sein du Revenu national de notre province. De nos jours, on sait que l'agriculture dans l'ensemble occupe une place relativement moins importante qu'autrefois; mais ce qu'on sait moins c'est que ce déclin a pris une ampleur telle que l'agriculture est devenue l'une de nos préoccupations principales.

On ne peut comprendre la situation économique actuelle de l'agriculture ni celle du cultivateur québécois, que si on l'envisage par rapport à l'ensemble du phénomène moderne de la croissance économique. Dès lors s'impose à nous la nécessité d'une étude de l'évolution relative du secteur agricole au sein des autres secteurs économiques: le problème que pose le déclin de ce secteur par rapport aux autres, domine toute la question du développement économique, et donc de notre politique agricole et celle de l'ensemble de l'économie.

Définir une politique agricole rationnelle à long terme n'est pas notre but; néanmoins, des leçons se dégageront nécessairement de notre étude qui s'attache à mettre en lumière les facteurs fondamentaux qui déterminent l'évolution du secteur agricole.

Nous n'avons nullement l'intention de juger de l'importance que la société québécoise doit attacher à la croissance économique par rapport aux nombreux objectifs qu'elle peut se fixer; nous n'avons pas non plus essayé de suggérer ce qui, dans tel ou tel concours de

circonstances, constitue un rythme de croissance adéquat. Nous acceptons la croissance en tant qu'objectif et nous nous appliquons à présenter quelques aspects du rôle que l'agriculture peut jouer dans cette croissance économique du Québec. Notre but est de fournir à ceux qui sont appelés à élaborer une politique, un document pouvant servir de base à leurs échanges de vue sur la manière dont l'agriculture peut contribuer à la croissance économique, sur les problèmes que l'expansion économique pose pour l'agriculture, et sur les mesures susceptibles de favoriser la croissance de l'agriculture.

Plan de notre rapport

Nous nous attacherons tout d'abord, à mesurer l'ampleur du déclin relatif de l'agriculture. Ce premier chapitre constitue la synthèse de notre recherche. Les chapitres suivants en sont les corollaires et comportent un approfondissement de points particuliers que nous avons jugé indispensables à la compréhension de la matière.

Nous avons indiqué, dans ce chapitre, certains des problèmes économiques qui se posent dans le secteur agricole; ensuite nous en avons examiné l'évolution future dans la mesure où elle influencera le rôle de l'agriculteur dans l'économie du Québec. Il est bien admis que les changements qui sont nécessaires pour encourager la croissance économique et l'adaptation de l'agriculteur aux nouvelles conditions ainsi créées, ne seront pas tous de même nature et nombreux sont ceux qui engendreront aussi bien des coûts que des gains sur le plan humain et social.

Dans le deuxième chapitre, nous passons à l'étude de la parité des revenus puisque l'incidence des problèmes agricoles se reflète en définitive sur les revenus. Nous considérons ce sujet comme très important, quoique nous ayons probablement soulevé plus de problèmes qu'apporté de solutions; nous croyons toutefois avoir circonscrit ce problème et y avoir jeté quelque peu de lumière. L'étude de la parité des revenus nous amène nécessairement à celle de la productivité que nous développerons dans un chapitre ultérieur.

Le troisième chapitre analyse deux facteurs qui expliquent les perturbations dans le monde agricole. D'une part, il y a la stabilité des besoins alimentaires qui freine l'accroissement des dépenses lorsque le revenu augmente, d'autre part, il y a l'équilibre de l'offre et de la demande.

Dans un quatrième chapitre, qui traite de l'agro-économie, nous examinons le fait que, sur la partie de plus en plus réduite de revenu que le consommateur affecte à l'alimentation, l'agriculteur ne perçoit et ne conserve à titre de revenu net, qu'une part qui est également de plus en plus réduite. Ceci s'explique par le gonflement des frais intermédiaires, c'est-à-dire par l'intervention croissante des

industries en amont et en aval de l'agriculture, qui s'exerce aussi bien à l'achat des moyens de production qu'à la vente des produits agricoles. Nous verrons donc que l'importance de l'agriculture québécoise ne se limite nullement au secteur primaire.

Le cinquième chapitre traite de la productivité agricole tant par rapport à chacun des facteurs de production — travail, capital, bien-fonds — que globalement par rapport au reste de l'économie québécoise. Cette étude de la productivité est basée sur un examen détaillé des intrants et des extrants agricoles.

Enfin, nous terminons cet exposé par la présentation au sixième chapitre, d'un schéma théorique servant de barème à la recherche de l'équilibre sectoriel: agriculture — autres secteurs.

CHAPITRE I

Esquisse de la croissance économique du Québec

— Bilan de la période d'après-guerre —

L'importance d'une activité économique se traduit non seulement par la place qu'elle tient à un moment donné, mais aussi par son rythme de croissance; ceci tient d'abord à ce qu'un secteur à croissance rapide prend le pas sur d'autres secteurs moins dynamiques, et ensuite parce qu'un tel secteur est généralement à la tête du progrès technique. C'est pourquoi il nous est apparu important d'étudier l'agriculture non pas en tant que secteur isolé, mais comme partie de l'économie québécoise.

Dans les sections qui suivent, nous présentons les principales données empiriques sur lesquelles se fonde notre analyse. Cette revue historique a pour point de départ l'année 1946, et c'est également cette période qui sert de base à nos projections.

Section. I.

Mesure de la dimension de l'économie québécoise

La croissance globale du Québec vue à travers ses comptes

Dans ces quelques pages, nous n'avons pas la prétention de faire une analyse fouillée de la structure économique du Québec. Nous voulons simplement permettre aux lecteurs d'avoir présents à l'esprit les traits les plus caractéristiques de notre économie.

Pour concevoir clairement le circuit économique dans lequel s'intègrent les activités économiques au cours d'une période, il y a lieu de poser les principes de leur synthèse en un système de comptes nationaux.

En effet, la façon la plus logique d'aborder l'étude analytique des divers phénomènes économiques consiste à situer ceux-ci dans une perspective d'ensemble. C'est ce que nous permettent de faire les Comptes économiques en faisant ressortir la dimension et l'interrelation des différents secteurs de l'activité économique. Le présent chapitre contient divers tableaux statistiques qui traitent de façon complète mais sommaire, des grands agrégats de l'activité économique du Québec. Ces agrégats économiques intégrés servent de base à l'étude de l'économie québécoise et de son armature. C'est le but de cette première partie de fournir les éléments de cette vision globale préliminaire, de situer dans le temps l'évolution des principales données économiques et de comparer leur manifestation dans l'espace.

Les Comptes économiques du Québec ne sont pourtant rapportés dans aucune revue statistique officielle. Pour les fins de la présente étude, nous avons mis sur pied un système complet de comptabilité en examinant successivement trois approches différentes: celle des revenus, celle des dépenses et celle de la valeur ajoutée.¹ Il nous a donc fallu faire une recherche approfondie, qui a duré plusieurs mois, à partir des données statistiques fédérales et provinciales jusqu'alors à peu près inexploitées. La rigueur de nos méthodes et la qualité de nos informations ont permis de donner à nos résultats une valeur scientifique et de mettre en place une série chronologique qui débute au lendemain de la dernière guerre, ce qui était inexistant jusqu'à maintenant.²

Les résultats préliminaires de cette comptabilité sont présentés dans les tableaux suivants. Le tableau 1.1 donne une évaluation du P. N. B. par l'optique des revenus. Le graphique 1.1 établit de la même manière l'évolution des principales composantes du P. N. B.

Le Produit national brut (P. N. B.) constitue l'agrégat le plus général; il correspond à la valeur totale de tous les biens finis et de tous les services produits par la nation³ pendant l'année. C'est donc la somme des revenus de tous les facteurs de production de l'économie, plus la consommation de capital et les impôts indirects nets des subventions.

En contrepartie de leurs revenus, les agents économiques nationaux effectuent des dépenses à l'égard des biens et des services. La somme de tous ces postes donne le volume total des biens achetés ou les dépenses globales des québécois. Or, l'ensemble de la population n'a pu acheter que ce qui a été produit; en retranchant les importations qui restent en dehors de notre P. N. B., et en ajoutant nos exportations qui ne sont pas comprises dans notre dépense globale, le P. N. B. est par définition identique à la Dépense nationale brute (D. N. B.).

Ainsi, le P. N. B. du Québec qui se chiffrait à 3 milliards de dollars en 1946 s'est accru à 14.5 milliards en 1966; pendant ce temps, le revenu net du fermier est passé de 155 millions à 193 millions de dollars. Pendant la même période, les salariés ont vu leur rémunération augmenter de 1.5 milliard à 7.8 milliards de dollars. Parallèlement, le revenu net des entreprises individuelles non agricoles, qui était de 250 millions en 1946, s'établissait à 679 millions de dollars en

1. Pour fins de définition, nous retenons ici seulement l'optique des revenus puisque les deux autres valeurs peuvent être dérivées de celle-ci.

2. La partie des Comptes économiques étudiant les relations intersectorielles présentement élaborées par le B.S.Q. pour 1961, sera un apport important à la Comptabilité économique du Québec.

3. Pour nous conformer à la terminologie internationale, nous utilisons le mot nation au lieu de province.

Tableau 1.1 Revenu national et produit national brut du Québec — 1946 à 1966

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966*
	\$ '000,000																				
Salaires et traitements.	1,494	1,757	2,008	2,098	2,238	2,635	2,909	3,128	3,215	3,379	3,820	4,106	4,240	4,451	4,712	4,978	5,348	5,692	6,243	6,916	7,799
Profits des sociétés avant impôts des agents québécois	354	450	534	482	613	661	672	653	503	666	709	663	673	787	796	802	753	806	986	1,068	1,048
Loyers, intérêts et revenus divers de placements.	137	140	157	168	218	244	278	332	387	394	409	468	478	533	566	625	665	731	800	872	946
Revenu net allant aux entreprises agricoles.	155	163	217	198	205	253	233	232	217	218	186	176	194	182	178	181	175	161	145	164	193
Revenu net des entreprises individuelles non-agricoles.	250	277	288	294	302	325	358	374	374	395	439	451	465	500	496	522	559	595	633	666	679
Réévaluation des stocks; solde et allocations militaires. ¹	-44	-158	-151	-26	-97	-155	55	26	58	-11	-16	28	40	13	24	26	23	5	16	-31	-26
Revenu National net au coût des facteurs (Produit National net au coût des facteurs)	2,346	2,629	3,053	3,214	3,479	3,963	4,505	4,745	4,754	5,041	5,547	5,892	6,090	6,466	6,772	7,134	7,523	7,900	8,823	9,655	10,639
Plus: Impôts indirects nets des subventions.	386	487	526	514	574	712	754	812	817	887	984	1,019	1,024	1,160	1,223	1,277	1,373	1,498	1,762	2,035	2,197
Produit National net aux prix du marché.	2,732	3,116	3,579	3,728	4,053	4,675	5,259	5,557	5,571	5,928	6,531	6,911	7,114	7,626	7,995	8,411	8,896	9,488	10,585	11,690	12,836
Plus: Amortissement et provisions diverses.	278	352	448	516	553	593	689	760	745	846	888	1,029	1,007	1,101	1,223	1,282	1,138	1,172	1,345	1,468	1,581
Erreur d'estimation statistique.	8	-7	-24	-11	-17	-22	50	36	-3	-27	34	7	25	-7	-10	-4	-65	-59	-2	-27	84
Produit National brut aux prix du marché.	3,018	3,461	4,003	4,233	4,589	5,246	5,998	6,353	6,313	6,747	7,453	7,947	8,146	8,720	9,208	9,689	9,969	10,601	11,928	13,130	14,501

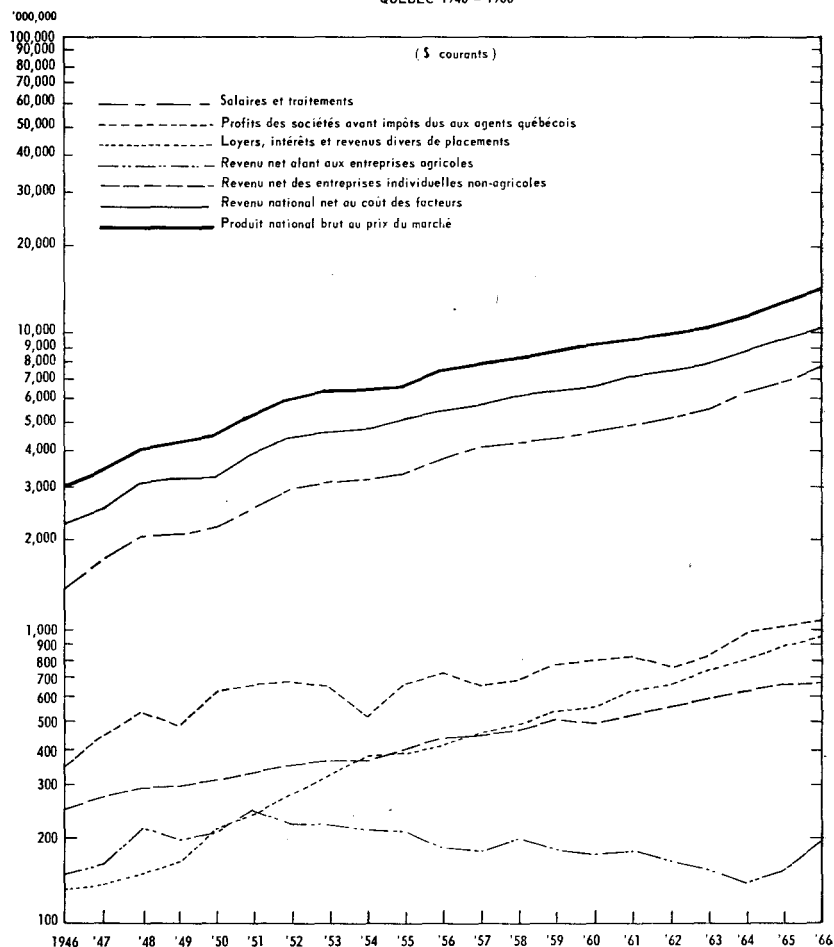
1. Le poste « Solde et allocations militaires » ne pouvant être divulgué, est intégré à celui de la « Réévaluation des stocks ».

* Préliminaire.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, (avril 1967).

Echelle
Semi-logarithmique

ÉVOLUTION DES GRANDS AGRÉGATS DE LA COMPTABILITÉ ÉCONOMIQUE QUÉBEC 1946 - 1966



1966. L'augmentation la plus significative parmi les grands agrégats économiques est celle des bénéfices des sociétés avant impôt, qui se chiffraient à 354 millions de dollars en 1946 et dépassaient le milliard en 1966.

En faisant ainsi la somme de toutes les rémunérations intervenues à l'occasion d'activités productrices (salaires, intérêts, profits...) on doit retrouver le Revenu national net au coût des facteurs, qui est de 10.6 milliards de dollars au Québec en 1966. En effet, la somme de tous les revenus n'est autre chose que le coût total auquel s'est élevée la production, le profit étant considéré comme un coût, il ne manque que l'impôt indirect net des subventions pour avoir le Produit national net au prix du marché, soit 12.8 milliards pour la même année. Le passage de la valeur nette à la valeur brute se fait par l'addition de l'amortissement.

Il existe un autre instrument d'analyse employé par ceux qui étudient un secteur de l'économie en particulier: c'est une série statistique permettant de mesurer les changements de volume de la production que le temps entraîne dans certaines industries. Cette mesure est connue sous le nom de Produit intérieur brut (P. I. B.) au coût des facteurs.

Le P. I. B. diffère du P. N. B. du fait qu'il mesure l'activité des industries installées au Québec (d'où l'expression Produit intérieur); aussi dans le P. I. B. global on inclut les revenus payés aux non-résidents, mais on exclut les revenus reçus des non-résidents ainsi que les impôts indirects nets des subventions. Il est la somme des valeurs ajoutées des différents secteurs ou entreprises d'une entité économique. Il était de 2.8 milliards en 1946 par rapport à 12.0 milliards de dollars en 1965.

Le tableau 1.2 présente le Produit intérieur brut global et le Produit intérieur brut de l'agriculture (P. A. B.), puisque c'est là le secteur qui nous intéresse. Cette optique de la production dont on peut suivre l'évolution en terme réel au graphique 1.2 est un très bon indicateur à la disposition de quiconque s'intéresse à l'évolution de l'économie globale et de ses secteurs.

Maintenant que nous avons reconnu sur le plan conceptuel et statistique la dimension de ces grands agrégats, il nous est possible d'en évaluer l'évolution.

Nous avons regroupé dans ce même tableau une série de mesures statistiques relatives au développement économique global que le Québec a connu entre 1946 et 1965. De ce cadre quantitatif de l'économie québécoise se dégagent plusieurs tendances nettes et très caractéristiques de la situation actuelle. C'est le taux de croissance de ces tendances qui nous permettra de prévoir la structure de l'agriculture de 1976.

Tableau 1.2 Cadre quantitatif du développement économique du Québec — 1946 - 1976

Année	Popu- lation 1	M-O totale	M-O agric.	M-O agric. M-O totale	P.N.B.	P.N.B.	P.I.B.	P.I.B.	P.A.B.	P.A.B.	P.A.B.	P.A.B.	P.I.B.	Chômeurs
	'000	'000	'000	%	\$ courants '000,000	\$ 1949 '000,000	\$ courants '000,000	\$ 1949 '000,000	\$ courants '000,000	\$ 1949 '000,000	\$ courants '000,000	\$ 1949 '000,000	\$ popu- lation '000,000	%
1946	3,629	1,336	277	20.7	3,018	3,884	2,779	3,568	191	237	6.9	6.6	983	4.0
1947	3,710	1,359	253	18.6	3,461	4,062	3,117	3,647	204	228	6.5	6.3	983	2.5
1948	3,788	1,386	246	17.7	4,003	4,165	3,556	3,679	267	257	7.5	7.0	971	2.5
1949	3,882	1,424	242	17.0	4,233	4,233	3,789	3,789	240	240	6.3	6.3	976	3.4
1950	3,969	1,434	255	17.8	4,589	4,451	4,197	4,092	246	260	5.9	6.4	1,031	4.4
1951	4,056	1,461	229	15.7	5,246	4,598	4,830	4,229	279	240	5.8	5.7	1,043	2.9
1952	4,174	1,504	209	13.9	5,998	5,007	5,409	4,566	278	283	5.1	6.2	1,094	3.7
1953	4,269	1,538	203	13.2	6,353	5,281	5,665	4,751	251	251	4.4	5.3	1,113	3.8
1954	4,388	1,562	214	13.7	6,313	5,124	5,907	4,846	237	244	4.0	5.0	1,104	5.9
1955	4,517	1,590	172	10.8	6,747	5,454	6,206	5,083	237	258	3.8	5.1	1,125	6.2
1956	4,628	1,615	165	10.2	7,453	5,800	6,890	5,439	221	249	3.2	4.6	1,175	5.0
1957	4,769	1,677	171	10.2	7,947	6,007	7,372	5,652	240	261	3.3	4.6	1,185	6.0
1958	4,904	1,735	162	9.3	8,146	6,043	7,559	5,680	253	260	3.3	4.6	1,158	8.8
1959	5,024	1,758	155	8.8	8,720	6,305	7,961	5,859	236	273	3.0	4.7	1,166	7.8
1960	5,142	1,803	135	7.5	9,208	6,558	8,389	6,076	222	259	2.6	4.3	1,182	9.1
1961	5,259	1,820	138	7.6	9,689	6,857	8,776	6,317	223	264	2.5	4.2	1,201	9.2
1962	5,366	1,852	132	7.1	9,969	6,952	9,395	6,681	232	291	2.5	4.4	1,245	7.5
1963	5,468	1,904	124	6.5	10,601	7,266	10,009	7,000	224	293	2.2	4.2	1,280	7.5
1964	5,562	1,951	114	5.8	11,928	7,973	10,985	7,488	222	293	2.0	3.9	1,346	6.4
1965	5,657	2,021	116	5.7	13,131	8,527	11,988	7,904	250	282	2.1	3.6	1,397	5.4
Taux de croissance annuelle 1946-65 2	2.4	2.3	-4.5	-7.5	7.9	4.2	8.1	4.5	-0.1	1.0	-8.1	-3.1	1.8	
1971	6,356	2,414	92	3.8		11,257		10,472		304		2.9	1,648	
1976	6,987	2,734	74	2.7		14,157		13,175		319		2.4	1,886	

1. Service de démographie, Bureau de la Statistique du Québec.

2. Taux composé annuellement — Voir Annexe I.

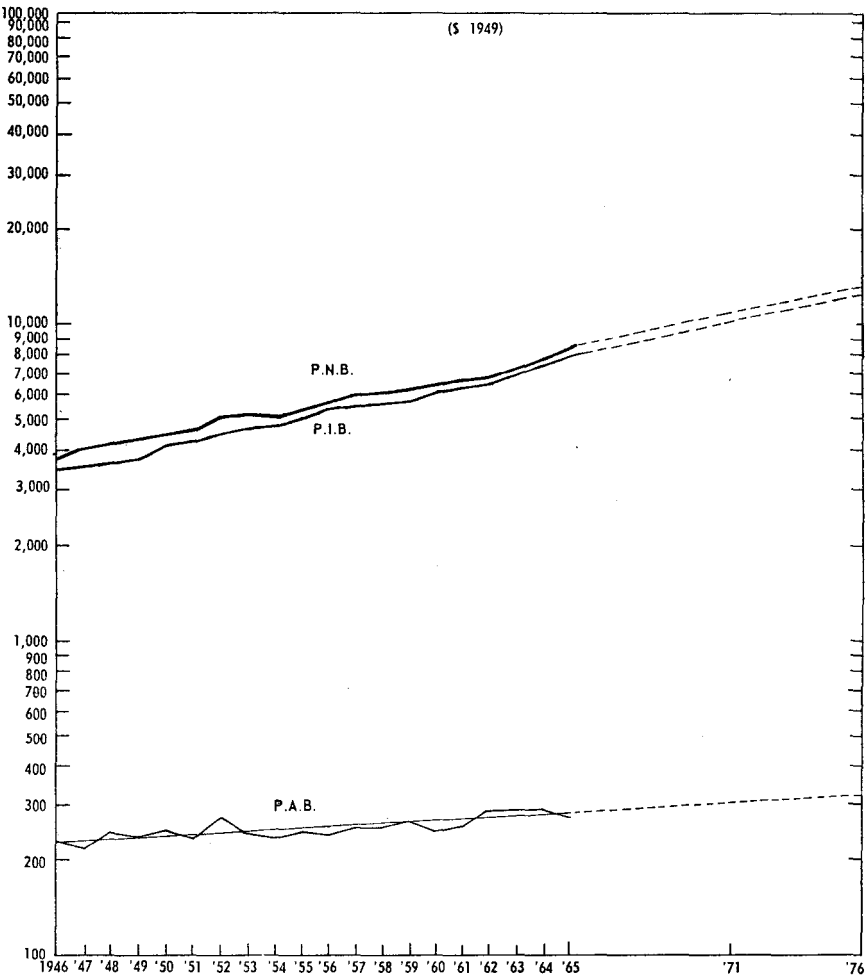
SOURCE: Service de Développement Économique, Bureau de Recherches Économiques, (juin 1967).

Graphique 1.2

ÉVOLUTION DU P.N.B., DU P.I.B., DU P.A.B.
QUÉBEC

1946 - 1976

Echelle
Semi-logarithmique
'000,000



Source: Tableaux 1.2 et 1.3

On constate que le rythme de croissance à long terme, de 1946 à nos jours, du Produit national brut réel (P. N. B.) a été de 4.2 pour cent annuellement. Bien que le P. N. B. soit la mesure la plus courante du niveau de l'activité économique, le concept du Produit intérieur brut (P. I. B.) donne une meilleure indication lorsqu'il s'agit d'estimer la contribution d'un secteur à l'activité économique. Ainsi avons-nous retenu ce dernier pour situer l'agriculture dans la production totale.

La croissance du P. I. B. en terme réel a été aussi soutenue que rapide pendant la période qui s'est écoulée depuis 1946. Elle a été de 4.5 pour cent.

La Production agricole brute (P. A. B.) ¹ a également augmenté, mais son accroissement relatif a été moins régulier et de beaucoup inférieur à l'augmentation de l'ensemble de l'économie; elle n'a crû que de 1.0 pour cent, de telle sorte que la part du P.A.B. dans le P.I.B. qui était de 6.6 pour cent en 1946, a été réduite à seulement 3.6 pour cent en 1965.

Ce fléchissement apparaît plus prononcé si l'on procède à ces comparaisons sur la base des prix courants; elles montrent que la situation agricole, en ce qui concerne les prix, s'est détériorée et que l'écart des deux séries d'indices (prix payés et prix reçus, base 1949=100) est passé de 1.4 en 1946 à 38.7 en 1965.

En dernière analyse, ce qui intéresse l'économiste c'est le bien-être économique de la société ainsi que les forces qui le déterminent. On pourrait considérer le bien-être économique comme étant fonction *grosso modo* du Produit national brut par habitant et de la durée des loisirs volontaires. Il nous est possible dans le cadre de cette étude d'examiner seulement quelques-unes de ces composantes, dont le Produit national brut par habitant.

Le produit réel par habitant, à notre avis, peut servir de mesure approximative du niveau de vie au Québec. Selon cette mesure, nous avons vu notre niveau de vie augmenter à un taux annuel moyen de 1.8 pour cent depuis 1946 malgré un taux de chômage croissant.

Selon nos prévisions sur la base des prix 1965, le P. I. B. du Québec serait de 20 milliards de dollars et le P. N. B. de 22 milliards de dollars en 1976. N'étant plus que 1.3 pour cent du P. I. B., le P. A. B. devrait s'établir à 251 millions de dollars (tableau 1.3).

1. Le P.A.B. (P.I.B. agricole) est le revenu net réalisé augmenté de la provision pour la consommation de capital et des salaires. Il représente donc la différence entre la valeur brute de la production et les montants consacrés aux achats de facteurs de production hors du secteur agricole ainsi que les taxes indirectes nettes des subventions.

Tableau 1.3 Cadre quantitatif du développement économique du Québec — Perspectives (prix de base 1965) — 1971 et 1976

Année	P.N.B. '000,000	P.A.B. '000	P.I.B. '000,000	P.A.B.
				P.I.B. %
1971	17,397	248,959	15,882	1.6
1976	21,888	251,148	19,982	1.3

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques. Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec (juin 1967).

Les prévisions et les projections se font mieux en volume physique, celui-ci étant calculé en fonction des prix qui ont cours durant une période donnée. De plus cette méthode nous permet de déterminer de façon précise le volume de la production dans les divers secteurs de notre économie.

Sous réserve de certaines imprécisions (que nous espérons éliminer progressivement par une recherche plus poussée), ces projections nous permettent d'analyser le développement futur de la demande de produits finals dans l'économie du Québec, aussi bien que le développement concomitant de l'offre.

Comme nos calculs sont fondés sur les taux d'évolution et les interrelations du passé relatifs à ces facteurs, il est bien possible que si l'économie québécoise améliore ses performances, nos prévisions soient dépassées.

Données démographiques, éléments importants du développement économique

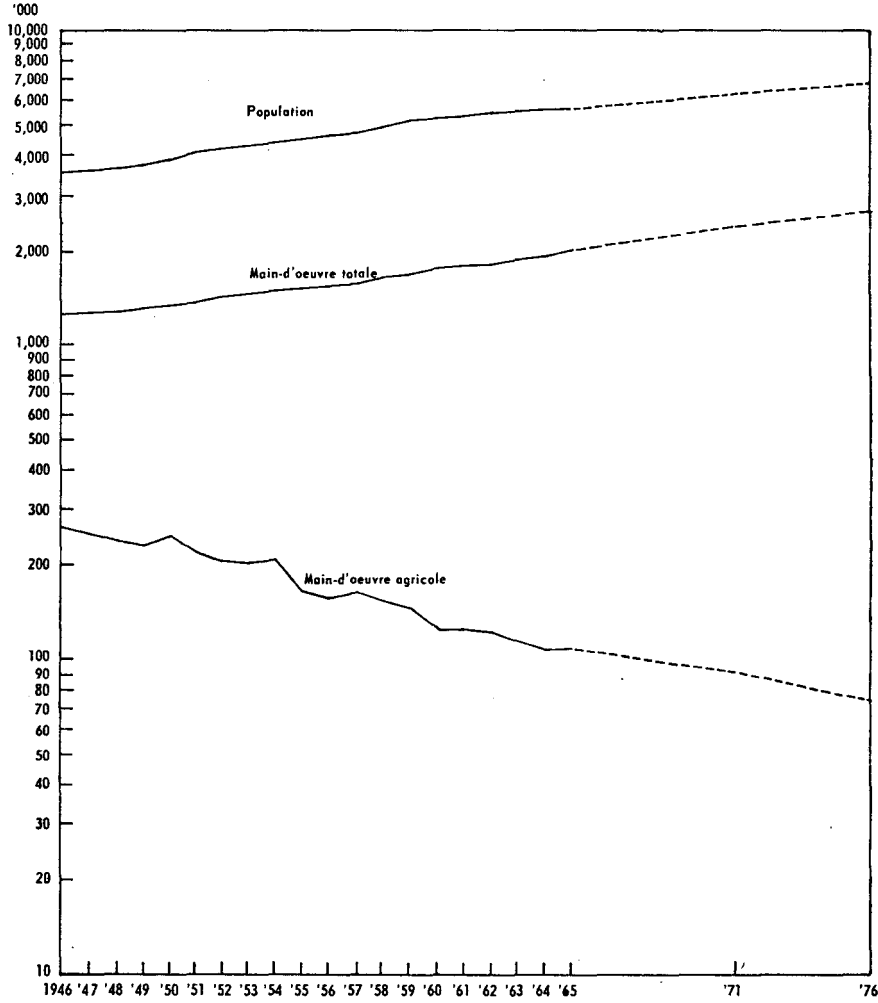
Outre les comptes économiques, d'autres quantités globales sont d'importants facteurs dans le développement économique d'un pays. Il n'est pas possible de dissocier l'étude économique de l'étude de la démographie d'une nation (tableau 1.2 et graphique 1.3). La population totale et son évolution sont des éléments essentiels pour l'avenir économique de notre province puisque la population totale d'une part, constitue le débouché intérieur de la production et d'autre part, la population active lui fournit le potentiel de travail. Toute prévision concernant l'avenir du Québec doit tenir compte de la structure probable de sa population.

Si les indices globaux expliquent l'évolution des productions évaluées en quantités physiques, il faut aussi examiner à quels besoins cette production doit faire face: il faut donc connaître l'évolution non plus par produits globaux, mais par personne, ainsi l'on peut savoir s'il y a réellement amélioration du niveau de vie.

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE
QUÉBEC

1946 - 1976

Échelle
Semi-logarithmique



Source: Tableau 1.2

POPULATION

Dans le système de production, la population joue un rôle ambivalent: en plus d'être la source de l'offre de travail, elle fournit la plus grande partie de la demande de la production du système. Ce double rôle fait de la population un facteur de croissance de la plus haute importance. De 1946 à 1965, la population du Québec est passée de 3.6 millions à 5.7 millions; elle a donc crû à la cadence de 2.4 pour cent par an. On estime qu'elle atteindra 6.4 millions en 1971, et près de 7 millions en 1976.

Population active

La partie de la population qui met à la disposition du système de production son travail et son entreprise, compose la population active, ou l'offre de travail. L'importance numérique de la population active est proportionnelle au chiffre global de la population et au degré de sa participation au système de production.

Dès maintenant, il nous paraît nécessaire de nous arrêter brièvement aux détails, en vue de déterminer les rapports entre la croissance du Québec et celle du secteur agricole. La structure de la population active en est un des paramètres.

Le phénomène le plus spectaculaire de la croissance économique du Québec est la modification de la répartition de la population active entre les différents secteurs de l'économie. En examinant ces tendances, on constate d'abord la diminution de la demande de main-d'oeuvre (M-O) dans le secteur de l'agriculture. Tandis que la population active totale croissait de 2.3 pour cent par an, l'évolution de la main-d'oeuvre agricole diminuait à un rythme annuel de 4.5 pour cent. Depuis quelques années le secteur agricole connaît une évolution technique accélérée. La productivité du travail s'est accrue, mais la demande de produits agricoles est restée plutôt rigide. Aussi y a-t-il eu un exode de la main-d'oeuvre vers la ville. Les effectifs agricoles ¹ qui atteignent aujourd'hui environ 116,000 ouvriers, soit 5.7 pour cent de la population active, représentaient en 1946, 20.7 pour cent soit 277,000. On prévoit qu'en 1976 ils ne représenteront plus que 2.7 pour cent de la main-d'oeuvre totale, alors qu'ils ne seront plus que 74,000.

Les tendances, qui apparaissent dans les tableaux et graphiques précédents, montrent bien que le Québec suit l'évolution générale d'une économie industrialisée.

1. Tel que défini par le B.F.S., l'effectif agricole total inclut la main-d'oeuvre payée, les exploitants et les travailleurs familiaux non rémunérés.

Section 2.

Analyse sommaire de l'évolution de l'agriculture au sein de l'économie québécoise

La croissance se définit généralement comme une progression soutenue et importante du produit d'une économie, telle qu'elle se reflète dans les Comptes économiques. Par progression soutenue, on entend un accroissement qui persiste pendant une longue période, même si des mouvements cycliques interviennent au cours de cette période. Une expansion de ce genre a été réalisée au Québec depuis 1946. D'une manière générale, cet accroissement du Produit intérieur brut de l'ordre de 4.5 pour cent par an s'est accompagné d'un accroissement démographique relativement plus faible, soit de 2.4 pour cent, de sorte que le produit par personne et le niveau de vie réel se sont notablement améliorés: soit de 1.8 pour cent, mesure de nos réalisations économiques.¹

Modification sectorielle

Cette amélioration substantielle du produit et du revenu par personne a exigé que des changements importants interviennent dans la structure économique et sociale interne de notre province, ainsi que dans les rapports de celle-ci avec les autres régions du Canada. Un nouveau mode de vie s'est imposé à la suite de phénomènes qui ont changé rapidement et profondément l'importance relative de divers secteurs de l'économie et des différentes catégories de produits. Sur le plan provincial l'activité de chaque secteur influe sur le processus général de croissance, par un phénomène d'interactions, en orientant leurs activités vers la production pour lesquelles ils sont le mieux placés, en échangeant non seulement des produits mais aussi des connaissances spécialisées afin d'améliorer leurs méthodes de production, et enfin, en répartissant les ressources en main-d'oeuvre et en capitaux entre eux.

L'expansion économique générale et l'évolution structurelle ont grandement modifié la répartition de la main-d'oeuvre entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie alors que de 1946 à 1965 la main-d'oeuvre agricole est passée de 20.7 pour cent de la main-d'oeuvre totale à seulement 5.7 pour cent, la production agricole réelle est tombée de 6.6 pour cent à 3.6 pour cent par rapport à l'ensemble de la production québécoise.

En second lieu, l'augmentation de la productivité a exigé l'introduction de techniques nouvelles et l'augmentation des capitaux engagés, ce qui a provoqué des répercussions différentes selon les secteurs. Le progrès technique a généralement pour effet d'accélérer

1. Les mêmes taux annuels canadiens sont respectivement de 4.2, 2.6 et de 1.3 pour la période 1946-1963. Cf. Premier exposé annuel du Conseil économique du Canada, décembre 1964.

l'adaptation structurelle globale et de modifier les méthodes de production.

L'augmentation de la production par homme a été surtout marquée dans le secteur agricole. Elle s'est poursuivie à un taux annuel de 6.6 pour cent par travailleur alors que dans l'ensemble de l'économie le taux d'accroissement moyen s'établissait à 1.9 pour cent par année¹ (tableaux 5.4 et A-1.1).

Un autre problème qui se rattache à la croissance économique est celui de la répartition du revenu. A mesure que le produit provincial s'est accru, la productivité s'est élevée et les rapports de prix se sont modifiés, des incidences variables ont été ressenties sur le bien-être des individus. Inévitablement, certains secteurs et certaines catégories de particuliers ont vu leur position se détériorer en termes relatifs, et n'ont pas pu profiter des avantages de la croissance autant que d'autres. Dans certains cas, cette situation a pu refléter des différences entre les contributions apportées à l'expansion du Produit national, mais il arrive aussi que les imperfections des marchés influencent la répartition des avantages inhérents à la croissance.

C'est dans cette perspective que l'on doit apprécier le rôle de l'agriculture dans la croissance économique du Québec. Il nous faut donc considérer son aptitude à déterminer un accroissement de production par unité de facteur de production à l'intérieur du secteur et sa position par rapport aux transformations de structure.

Lorsqu'on envisage des modifications de structure dans le secteur agricole du Québec, il faut faire la distinction entre la nature de l'objectif qu'on s'est proposé et le délai qu'on se fixe pour l'atteindre. Le rythme avec lequel de tels changements peuvent se faire est fonction des conditions matérielles, économiques et sociales. Une réduction de la main-d'oeuvre agricole exige des investissements très considérables en machines et en nouveaux bâtiments, et ceci demande du temps. En outre, une suppression soudaine des subventions et d'allocations peut avoir de graves conséquences pour les revenus de l'agriculteur et même pour l'approvisionnement du consommateur en denrées alimentaires. Par conséquent, en élaborant une politique à long terme il faut tenir compte des répercussions que de tels changements peuvent avoir sur l'agriculture et sur l'approvisionnement en denrées agricoles, et prévoir un laps de temps suffisant pour que les ajustements nécessaires puissent se faire tant dans le secteur agricole que dans les autres secteurs qui en dépendent.

Il faut aussi reconnaître que toute mesure que nous prendrions afin de réaliser des objectifs à court terme relatifs aux revenus et à la stabilité, mais qui empêcherait des modifications de structure ou

1. Le taux canadien a été de 2.3 pour cent au cours de la période 1946 à 1963.

qui freinerait le processus d'adaptation, pourrait desservir l'agriculteur au point de vue de son revenu et de son bien-être, et réduire ainsi le rythme de croissance de l'ensemble de l'économie.

Principes fondamentaux de développement économique

Le développement économique d'ensemble et celui de l'agriculture en particulier serait facilité si on respectait toute une série de règles de cohérence destinées à éviter le sous-emploi ou le mauvais emploi des facteurs de production:

cohérence entre les niveaux d'activité des divers secteurs;
cohérence dans la répartition intersectorielle des moyens de production.

Le premier principe, le plus facile à comprendre, veut que la capacité de produire de chaque secteur augmente au même rythme que les débouchés, de façon à être pleinement utilisée; bien entendu ces capacités doivent correspondre à la demande finale, c'est-à-dire la consommation, l'investissement et les exportations.

Le deuxième élément de cohérence à assurer est plus subtil. Il s'agit de répartir entre les diverses activités les facteurs de production, notamment le travail, le capital, la terre, de façon qu'il y ait nivellement dans la rémunération des facteurs d'un secteur à l'autre (égalisation des productivités marginales). Ainsi dans le domaine agricole, il n'est pas économique de subventionner à grands frais des terres sous-marginales ou quelques terres supplémentaires, cultivables soit par irrigation, soit par drainage ou par une politique de colonisation, à moins qu'il ne reste pas de bonnes terres plus facilement exploitables dans le territoire national, comme c'est le cas dans certains pays industrialisés, par exemple aux Pays-Bas. De même, il y a gaspillage économique à garder dans l'agriculture une main-d'œuvre dont la productivité annuelle est nettement inférieure à ce qu'elle pourrait être dans l'industrie.

En termes techniques, l'efficacité marginale de chaque facteur de production, c'est-à-dire sa rémunération en termes réels, doit être la même dans toutes les entreprises et dans tous les secteurs d'activité. Pour atteindre cet objectif, il faut que pour chaque secteur économique, on puisse calculer correctement l'efficacité marginale de tous les facteurs de production; cela suppose qu'il n'y a pas de disparité artificielle dans le coût du capital ou de la main-d'œuvre (dont d'ailleurs, la qualification doit être bien définie) chez les divers producteurs, et que le prix des autres facteurs de production — matières premières, énergie, demi-produits — en reflète correctement le coût. Dans une économie comme la nôtre, où les décisions sont prises de façon décentralisée, le mécanisme des prix joue un rôle essentiel dans

l'orientation du volume de production et du choix des techniques de production. Mais il faut que chaque entrepreneur soit incité à faire ce choix en fonction de l'évolution des prix relatifs, de façon à rechercher systématiquement le prix de revient minimum d'où l'importance d'un certain climat de concurrence.

Toutes ces règles de cohérence ne peuvent jamais être vérifiées complètement. Il est même de la nature d'une économie en expansion qu'elles ne le soient pas. Les tensions internes, qui résultent du processus de croissance, stimulent l'expansion, à condition toutefois qu'elles ne soient pas excessives. Elles nécessiteraient alors la mise en vigueur d'une politique de redressement.

L'agriculture, secteur en déclin relatif

L'évolution à long terme que la croissance détermine dans les relations structurelles entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie, a suivi des tendances assez nettes qu'on a pu observer dans presque tous les pays depuis la fin de la guerre. La production agricole a augmenté, mais l'emploi agricole a diminué et l'agriculture ne représente plus qu'une part constamment décroissante de l'activité économique globale. Cela est dû au fait que la productivité agricole a augmenté et que la part du revenu consacré à la demande de produits alimentaires a diminué. Il est vrai que la demande aurait pu être augmentée par des exportations nettes croissantes ou par des importations nettes décroissantes, empêchant ainsi un fléchissement de la part des ressources que notre province consacre à la production agricole. Mais tout est fonction des avantages relatifs que peut offrir le secteur agricole du Québec, lesquels ne sont pas encore établis. Il faut retenir toutefois que cette diminution relative a permis d'employer une part croissante des ressources humaines (main-d'oeuvre) et matérielles (terre et capital) à la production de services et de biens autres que les produits agricoles, ce qui a contribué au bien-être général. Le tableau 1.2 illustre ce processus par des séries chronologiques remontant jusqu'à 1946.

L'agro-économie¹ se substitue à l'agriculture traditionnelle

La diminution de la part du Produit intérieur brut du Québec qui provient de l'agriculture, reflète non seulement une réduction relative de la part du revenu que le consommateur consacre à l'alimentation, mais aussi une tendance à un amenuisement de la part des dépenses alimentaires totales imputables au secteur de l'agriculture. La demande des produits agricoles s'est élevée moins rapidement

1. Néologisme que nous avons proposé à l'attention de l'Office de la Langue française du Québec, qui traduit l'idée de « agri-business » dont il sera question dans le chapitre IV.

que la demande de services associés aux produits, tels que emballage, mise en conserve, préparation et même restauration. A cela s'ajoute le fait qu'au fur et à mesure que la croissance économique s'est poursuivie, une proportion croissante de biens et services provenait d'autres secteurs (par exemple, engrais chimiques, carburants, machines), de sorte qu'une grande partie des recettes brutes de l'agriculture est absorbée par l'achat de ces facteurs.

Cette évolution a entraîné une réorganisation profonde des méthodes de production, faisant appel à des capitaux plus importants et à une main-d'oeuvre agricole moins nombreuse. Ainsi les modifications des relations entre l'agriculture et les autres secteurs se sont faites par le biais des marchés de denrées alimentaires et des marchés où l'agriculture achète ses facteurs de production: marché du travail, marché des capitaux et approvisionnements divers.

La conséquence directe de cette évolution a été l'apparition et l'extension d'industries de fournitures agricoles et d'industries alimentaires à la suite du déclin relatif de l'agriculture. La spécialisation a eu pour effet d'intensifier les transferts de facteurs de production d'un secteur à l'autre, tout en créant une interdépendance de plus en plus grande entre le secteur agricole et les industries qui ont des rapports étroits avec celui-ci. Dans une société développée comme la nôtre, la part des dépenses alimentaires qui ne vont pas à l'agriculture représente une proportion plus importante et croissante du Produit intérieur brut que celle qui revient à l'agriculture; d'où l'amenuisement de la part relative du P.A.B. constaté dans le tableau 1.2.

*Le revenu agricole tend à diminuer par rapport à
l'ensemble des revenus de l'économie*

L'un des faits les plus significatifs qui ressort de notre analyse est le suivant: la proportion du Produit intérieur brut produite par l'agriculture (3.6 pour cent) est considérablement inférieure à la proportion des travailleurs qui se consacrent à la production agricole (5.7 pour cent). Nous développerons ce point lorsqu'il sera question de la parité. Pour comprendre cet état de choses, il faut suivre l'évolution rapide de la demande de biens et de services autres que les produits alimentaires, et observer la lenteur avec laquelle la main-d'oeuvre agricole se dirige vers d'autres occupations. Cette émigration est provoquée la plupart du temps par la compression du revenu agricole par rapport aux autres.

Bien que les dépenses alimentaires soient à la hausse, elles vont en diminuant par rapport à l'ensemble des dépenses à mesure que le revenu s'accroît; cette hausse ne suffit donc pas à compenser les effets de la mécanisation dans les fermes où, grâce au progrès technique,

une production accrue peut être réalisée avec une main-d'oeuvre de moins en moins nombreuse. En outre, si l'on tient compte du fait qu'une partie de plus en plus grande des dépenses alimentaires profite aux autres secteurs de l'agro-économie, on comprend plus facilement les causes de la détérioration relative du revenu du secteur agricole.

La migration des travailleurs ruraux ne semble pas non plus suffisante pour atténuer l'écart des revenus par travailleur. Si le volume de la main-d'oeuvre employée dans l'agriculture diminue par suite de la rationalisation des méthodes de culture, il ne diminue pas toujours à un rythme suffisant pour compenser la substitution du capital à la main-d'oeuvre; il en est résulté un état de chômage chronique. Mais cette situation de sous-emploi n'est pas identique à celle qu'on trouve dans d'autres secteurs de l'économie; dans les fermes, elle prend plutôt la forme d'un chômage déguisé. Un trop grand nombre de travailleurs sont sous-utilisés, ce qui entraîne inévitablement une productivité et un revenu agricole moyen inférieurs; par conséquent, la société se voit obligée d'assumer une partie du fardeau en accordant à l'agriculture des subsides et des allocations sociales sous diverses formes.

Section 3.

Perspective 1976

En faisant des projections pour l'agriculture, il faut tenir compte du fait que les facteurs qui, dans le passé, ont influencé les tendances et dont le plus décisif est la politique suivie par les gouvernements, peuvent à l'avenir, subir des modifications.

Etant donné la complexité d'une telle étude, nous nous sommes bornés à baser nos projections sur les principaux éléments de cette évolution, qui détermineront la place qui revient à l'agriculture dans l'économie. Les calculs que nous avons faits donnent un aperçu de ce que sera la situation dans les années à venir si les principales modifications intervenues dans les années précédentes se poursuivent.

Bien que ces calculs fondés sur des données historiques ne puissent en aucun cas être considérés comme des prévisions, ils fournissent une base utile pour évaluer le potentiel de croissance de la demande intérieure des produits agricoles, et pour estimer l'évolution possible de la production.

En fin de compte, c'est la population, les revenus, les marchés d'importation et d'exportation, qui détermineront l'importance du marché des denrées alimentaires dans la province.

Par conséquent, si au cours de la décennie 1966-1976, la production et la consommation continuent à progresser au même rythme que celui des dernières années, la proportion du P.I.B. qui va à l'agriculture continuera à diminuer, mais à un rythme décroissant,

de même que la main-d'oeuvre agricole par rapport à l'ensemble de la main-d'oeuvre. De plus, la part de l'agriculture dans l'activité économique continuera à diminuer au profit des autres secteurs de l'agro-économie.

Dans une économie caractérisée par une expansion ininterrompue et par des changements constants dans l'affectation des ressources, l'importance des facteurs de production utilisés dans le processus de la production agricole, continuera à augmenter; cette évolution aura pour résultat de réduire l'écart entre le Produit brut de ce secteur et la valeur totale de la production agricole des aliments.

Le volume de la production est un élément déterminant du Produit brut de l'agriculture et de la proportion du P.A.B. par rapport au P.I.B., mais ce n'est pas le seul: le rapport entre les prix qu'on offre à l'agriculteur pour ses produits et ceux qu'on lui demande pour le matériel agricole, les fournitures et autres éléments d'exploitation influe non seulement sur les revenus nets à la ferme, mais aussi le P.A.B. en pourcentage du P.I.B.

Les tableaux 1.2 et 1.3 contiennent les résultats de calculs qui montrent dans quelle mesure le pourcentage du Produit brut de l'agriculture par rapport au Produit intérieur brut, va diminuer au cours des dix prochaines années. Compte tenu des mouvements de prix relatifs, ce pourcentage diminue en moyenne de 8.1 pour cent par an, alors qu'en dollars constants (1949), la diminution est de 3.1 pour cent. L'écart entre 8.1 pour cent et 3.1 pour cent est attribuable à la détérioration relative des prix agricoles.

On suppose que la structure des moyens de production utilisés dans le secteur agricole continuera de se modifier, et que l'achat des facteurs non-agricoles augmentera au même rythme que par les années précédentes.

Si la part des denrées alimentaires fournie par notre agriculture n'augmente pas davantage, la véritable source d'accroissement de la productivité continuera d'être la réduction des effectifs de travailleurs agricoles, et cette réduction dépendra à son tour de l'accroissement du nombre d'emplois dans les autres secteurs. L'ampleur que devront revêtir les migrations des travailleurs pour maintenir ou améliorer la productivité agricole par rapport à celle des autres secteurs, dépendra aussi du taux d'accroissement des salaires dans l'économie. L'augmentation plus rapide des salaires, jointe à la création de nouveaux emplois en nombre suffisant, activerait l'exode des travailleurs agricoles. Les sorties de main-d'oeuvre devraient se poursuivre aussi longtemps que la disparité entre revenus agricoles d'une part, et revenus non-agricoles d'autre part, n'aura pas été ramenée à un niveau raisonnable.

On constate au cours des 20 dernières années que l'augmentation du produit par travailleur a été environ trois fois plus élevée dans l'agriculture que dans l'ensemble des secteurs. En d'autres mots, la productivité dans l'agriculture augmente plus rapidement que dans les autres secteurs, mais elle demeure inférieure à la productivité des autres secteurs.

La sortie constante d'un grand nombre de travailleurs agricoles, au rythme de 4.5 pour cent annuellement, vers d'autres secteurs d'activité, exigera qu'on porte une plus grande attention aux modifications touchant la structure des exploitations. Au cours de toute la période d'après-guerre, c'est surtout la migration de travailleurs familiaux non rémunérés qui rend compte de la baisse des effectifs agricoles: elle s'est faite au taux de 5.6 pour cent annuellement; le pourcentage des chefs d'exploitation qui ont abandonné l'agriculture a été relativement plus faible soit 3.6 pour cent annuellement, alors que la main-d'oeuvre agricole salariée n'a fléchi qu'à un taux annuel de 1.6 pour cent.

La diminution des travailleurs non salariés et des travailleurs familiaux peut nécessiter une réorganisation complète des structures de la production agricole: normalement, elle rend nécessaire l'investissement de capitaux supplémentaires en vue de remplacer la main-d'oeuvre qui part.

Au Québec, la première réaction devant le départ des travailleurs agricoles est souvent le passage d'une production exigeant beaucoup de main-d'oeuvre (la production de lait), vers d'autres productions moins exigeantes en main-d'oeuvre (la production de viande de boeuf). Dans ces cas-là, la composition de la production se modifie, ce qui permet de libérer de la main-d'oeuvre sans apporter une modification profonde à la structure des exploitations.

Néanmoins, lorsqu'on étudie la réorganisation de l'agriculture, deux considérations s'imposent: la nécessité de réduire le nombre des très petites exploitations, et celle d'augmenter le nombre des exploitations moyennes qui pourront assurer à leurs exploitants un revenu acceptable. En outre, la dimension optimale des exploitations devra continuer à augmenter.

CONCLUSION

La productivité de la main-d'oeuvre agricole par rapport à la productivité de celle des autres secteurs doit augmenter. Vu que la demande potentielle augmentera également, la poursuite de l'expansion de la production à un rythme accéléré, en tenant compte des possibilités de la terre et des avantages comparatifs, pourrait se justifier et contribuerait à ralentir l'exode.

Il faudra élaborer une politique à long terme qui favorisera non seulement la croissance économique générale, mais aussi la création rapide de nouveaux emplois dans le reste de l'économie, surtout si la migration des travailleurs agricoles continue au rythme actuel.

En même temps il faudra reconnaître la nécessité de modifier l'agriculture elle-même, et une telle politique devrait lui faciliter les chances d'expansion que le marché lui offre.

Il faut garder à l'esprit que les recettes de l'agriculteur sont fonction à la fois du prix de vente de chaque produit et de la quantité de produits vendus. Ceux qui ont très peu à vendre sur le marché auront une faible recette même si les prix sont très élevés. De plus, au fur et à mesure que les dimensions de l'exploitation augmentent, les coûts unitaires de production tendent à diminuer (jusqu'à une certaine limite) et le revenu net provenant de la vente de chaque unité tend à augmenter.

CHAPITRE II

La parité des revenus

Le mot « parité » implique une comparaison entre deux séries de données. Cette comparaison se fera entre le revenu agricole et le revenu non agricole au Québec.

Nous allons d'abord tenter d'estimer le revenu agricole moyen par travailleur ainsi que le revenu non agricole moyen, puis nous essayerons d'expliquer la disparité qui ressort de ces calculs.

Section 1.

Comparaison du revenu agricole avec les autres catégories de revenu

On a comparé le revenu en espèce de la main-d'oeuvre agricole et de la main-d'oeuvre non agricole de bien des façons différentes. Des études comptables et statistiques ont été faites à ce sujet dans plusieurs pays. Comme on peut s'y attendre dans une étude où la détermination et l'application des principes et des définitions sont si importantes et auxquelles sont mêlés tant d'impondérables et de facteurs non monétaires, les résultats varient beaucoup et les conclusions sont multiples. Mais en général les comparaisons ont révélé une différence appréciable du revenu en espèces qui est à l'avantage des ouvriers ou des groupes d'ouvriers non agricoles, et au détriment des ouvriers agricoles.

Il s'agit ici d'établir une comparaison entre le revenu moyen des travailleurs engagés dans l'agriculture (exploitants, travailleurs rémunérés et non rémunérés) d'une part, et d'autre part, le revenu moyen de la main-d'oeuvre non agricole.

Le lecteur qui connaît les tentatives qui ont été faites pour comparer les revenus agricoles avec les revenus non agricoles est sans doute au courant des débats et critiques qui ont accompagné chaque tentative. Parmi les travaux qui nous viennent à l'esprit, citons ceux de Colin Clark, Milhau, Klatzmann, la Fédération Canadienne d'agriculture, Bellerby, Anderson, Drummond et Mackenzie¹. Nous résumerons ici les arguments les plus importants.

Certains auteurs contestent l'intérêt d'une telle comparaison en faisant valoir que chaque série statistique recouvre une réalité différente. Quelques-uns affirment que cette technique de présentation risque de perdre toute signification et par conséquent tout intérêt, car ces grandeurs se rapportent à des phénomènes différents hétéro-

1. Canadian Journal of Agricultural Economics, p. 61 vol. XIV, no. 1, 1966.

gènes et non comparables. D'abord le genre de vie étant complètement différent, une comparaison de deux moyennes des revenus est d'interprétation délicate, ces revenus correspondent à des besoins différents, à des modes de vie différents, dans des milieux sociologiques différents. Mais si l'on s'arrête à une telle objection, il faut s'interdire toute comparaison entre le secteur agricole et le secteur non agricole. Il faut même renoncer à expliquer l'exode rural et à comprendre le mécontentement actuel des agriculteurs.

Nous nous limiterons dans la présente étude à l'analyse de l'évolution du revenu agricole moyen par rapport au développement économique du Québec, et nous tenterons de comparer l'évolution du revenu agricole et celui du reste de la population active non agricole, au cours de la période allant de 1946 à 1965.

Notre but n'est pas d'établir des niveaux absolus de revenus, mais plutôt d'examiner les tendances qui ont marqué leur évolution.

Méthode d'évaluation des revenus

Différentes approches nous ont permis d'évaluer le revenu agricole et le revenu non agricole. Eclaircissons dès maintenant les notions de revenu agricole et de revenu non agricole.

a) Le revenu agricole pour les fins de cette étude est par définition le revenu net réalisé, ajusté et augmenté des salaires payés dans l'agriculture. On ne tient pas compte de la variation des stocks.

b) Le revenu non agricole fut calculé par l'addition des postes suivants:

- 1) Rémunération des salariés non agricoles
- 2) Revenu net des entreprises individuelles non agricoles.

Notre comparaison se bornera surtout à ces deux concepts que nous rattacherons à la notion du produit net agricole et non agricole que nous avons abordée superficiellement dans le premier chapitre.

Dans le cas de l'agriculture le produit net agricole coïncide parfaitement avec le revenu provenant de l'activité du secteur (P.A.B. excluant l'amortissement). Mais dans le secteur non agricole, il existe un écart assez marqué entre le produit net non agricole et le revenu net non agricole (tableau A-2.1).

Le produit net non agricole (P.I.B. moins P.A.B. excluant l'amortissement) comprend:

- 1) La rémunération de salariés non agricoles
- 2) Les bénéfices des sociétés avant impôt
- 3) Les loyers, intérêts et revenus divers des placements
- 4) Les revenus des entreprises individuelles non agricoles
- 5) Moins: les revenus reçus des non-résidents
- 6) Plus: les revenus payés aux non-résidents.

Quant à la main-d'oeuvre agricole, elle comprend les exploitants, les aides familiaux et les salariés. Afin d'obtenir un chiffre plus précis relatif à la main-d'oeuvre agricole totale, une pondération concernant les aides familiaux aurait pu être faite pour mieux évaluer le travail des aides familiaux à temps partiel; mais la précision ainsi obtenue aurait exigé une enquête assez poussée que ne justifiait pas une telle pondération.

Les difficultés sont nombreuses. Cependant si l'on se borne à suivre l'évolution dans le temps, le degré de précision des chiffres absolus importe moins que leur comparabilité. Si l'on compare le revenu agricole moyen au revenu moyen de l'ensemble de toutes les autres activités, on se rend compte qu'il est possible de suivre d'assez près l'évolution relative de chaque secteur.

Définition de la parité

Les objectifs visés par la présente étude ne nous obligent pas à examiner les diverses acceptions de la parité; aussi n'avons-nous retenu que la notion de parité qui permet la comparaison des revenus réels agricoles (c'est-à-dire le pouvoir d'achat du revenu nominal et du revenu en nature) à la rémunération des travailleurs non agricoles.

La parité des revenus réels suppose que les différences du coût de la vie, compte tenu de l'autoconsommation, en milieu agricole et en milieu urbain sont compensées par des différences inverses dans les revenus monétaires. En d'autres termes, si le coût de la vie en milieu urbain est de 10 pour cent plus élevé, pour qu'il y ait parité des revenus réels, il faudrait que le revenu monétaire soit aussi de 10 pour cent plus élevé. Une enquête fédérale pour l'année 1958, révèle qu'en tenant compte des revenus d'appoint, l'écart entre les deux revenus s'amenuise d'environ 17 pour cent, passant de 59.1 pour cent (tableau A-2.6) à 41.6 pour cent (tableau 2.1).

Caractéristiques générales du revenu agricole

Il est généralement admis que les revenus agricoles sont inférieurs environ de moitié aux revenus non agricoles. Les résultats que nous avons obtenus confirment cette hypothèse. Au Québec, le revenu agricole, de 1946 à 1965, représente en moyenne environ 40 pour cent du revenu non agricole (tableau 2.1) (et cet écart semble s'élargir). En plus de la faiblesse du revenu agricole par rapport au revenu non agricole, on a remarqué que les fluctuations sont plus prononcées dans le secteur agricole que dans le secteur non agricole.

A l'aide des données du tableau 2.1, nous avons construit un indice du revenu agricole moyen en dollars constants, ayant pour base 1946 = 100. De la même façon, nous avons construit un indice du revenu non agricole.

Tableau 2.1 Evolution comparative des revenus moyens * agricole et non-agricole — Québec — 1946-1965

Année	Revenu ** agricole	Indice	Revenu ** non-agricole	Indice	Rev. Agric. Rev. N-Agric	Rev. Agric. Rev. Total
	\$		\$		%	%
1946	805	100.0	2,126	100.0	37.9	9.0
1947	881	109.4	2,167	101.9	40.7	8.5
1948	1,019	126.6	2,072	97.5	49.2	9.6
1949	884	109.8	2,012	94.6	43.9	8.3
1950	822	102.1	2,067	97.2	39.8	7.9
1951	925	114.9	2,059	96.9	44.9	7.7
1952	944	117.3	2,134	100.4	44.2	6.7
1953	881	109.4	2,245	105.6	39.2	5.6
1954	768	95.4	2,268	106.7	33.9	5.1
1955	953	118.4	2,265	106.5	42.1	4.9
1956	900	111.8	2,468	116.1	36.5	4.0
1957	911	113.2	2,471	116.2	36.9	4.0
1958	986	122.5	2,371	111.5	41.6	4.1
1959	920	114.3	2,421	113.9	38.0	3.6
1960	960	119.3	2,429	114.3	39.5	3.1
1961	926	115.0	2,516	118.4	36.8	2.9
1962	993	123.4	2,612	122.9	38.0	2.8
1963	958	119.0	2,644	124.4	36.2	2.5
1964	986	122.5	2,760	129.8	35.7	2.2
1965	1,168	145.1	2,872	135.1	40.7	2.4
1946-65	930		2,349		39.8	5.2
Taux de variation ¹	0.9		1.7			

* Revenus moyens = revenus par personne active.

** Correction apportée pour tenir compte du coût de la vie dans chaque secteur.

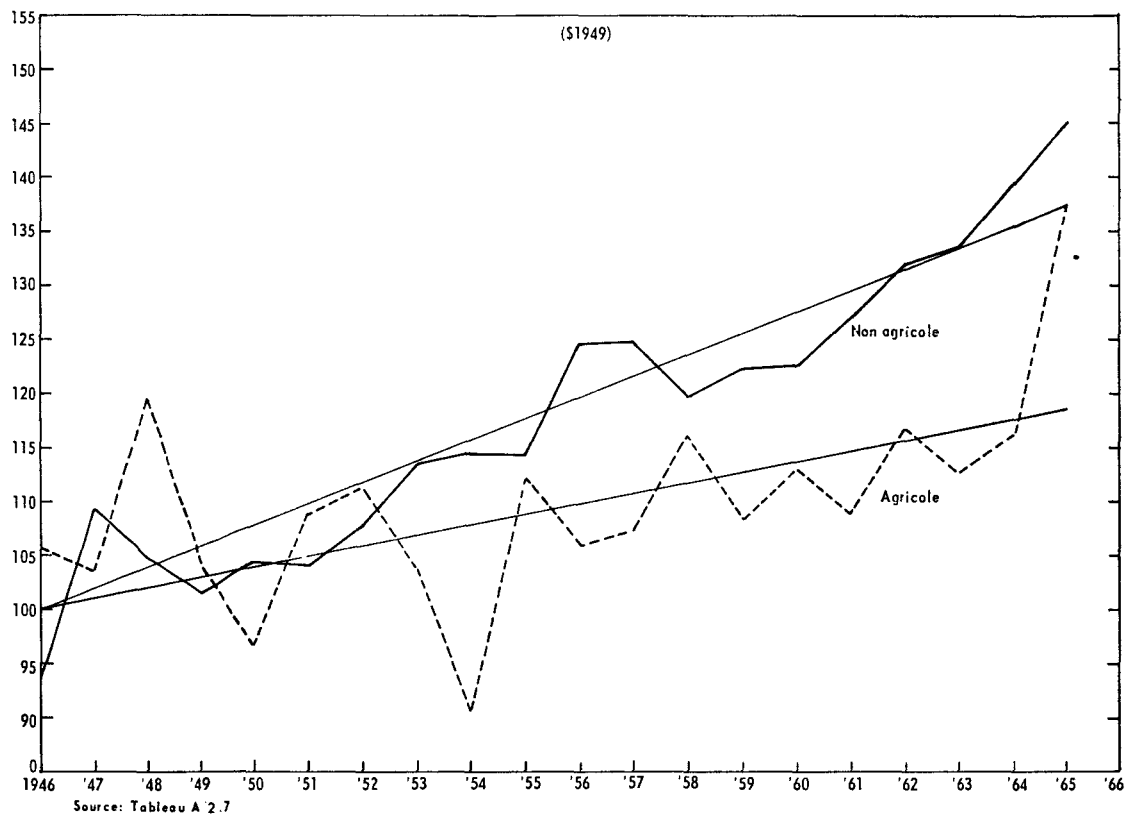
1. Taux de variation composé annuellement.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, (juin 1967).

On constate que le revenu non agricole en dollars constants s'est élevé; le revenu net de l'agriculture s'est aussi accru, mais d'une façon beaucoup moins régulière (graphique 2.1). De 1946 à 1965, le revenu non agricole a progressé lentement et régulièrement; l'augmentation du revenu agricole par contre s'est faite par saccades, avec des reculs et des poussées, et au bout de vingt ans sa progression moyenne est sensiblement inférieure au taux de croissance de l'ensemble de l'économie.

L'écart moyen à la tendance permet de préciser l'irrégularité de la progression. Le graphique 2.1 en fait foi. Les calculs qui suivent évaluent cet écart moyen pour la période 1946 à 1965.

ÉCART ET FLUCTUATIONS DES RÉVENUS MOYENS AGRICOLE ET NON AGRICOLE
QUÉBEC
1946 - 1965



- 1) *Revenu non agricole par personne active:*
droite d'ajustement: $Y = 1.7 (t - 1946) + 110.5$
E.M.T. = 3.3
- 2) *Revenu agricole par personne active:*
droite d'ajustement: $Y = 1.0 (t - 1946) + 115.5$
E.M.T. = 6.2

Le revenu agricole moyen a progressé de 0.9 pour cent par année au cours des 20 dernières années; le revenu non agricole moyen pour la même période s'est accru de 1.7 pour cent annuellement, à peu près deux fois plus que le premier; aussi la pente de la courbe est-elle plus prononcée que celle de la première courbe.

Section 2.

Les causes de la disparité de revenu

Comme on le sait, l'inégalité entre le revenu agricole et le revenu non agricole semble bien établie et on la considère généralement comme inévitable. Cependant lorsqu'on cherche à approfondir la notion de parité ou d'égalité, de nombreuses questions viennent à l'esprit. Avant de discuter le principe économique sur lequel cette parité peut se fonder, il paraît nécessaire d'apporter deux précisions. Pour quel revenu et pour quel travail est-il question de parité ? D'une part, les revenus à égaliser sont nominaux ou en nature, d'autre part, les activités rémunérées doivent être de qualité comparable, ou alors le terme « parité » ne serait-il qu'un slogan valable pour l'action politique, surtout quand il s'agit du domaine agricole ? Peut-on répondre en des termes précis à la question que beaucoup se posent, à savoir si les agriculteurs devraient tirer de leur activité un revenu égal à celui qu'obtiennent les autres groupes sociaux, c'est-à-dire, un revenu qui en proportion du revenu total est au moins égal au rapport de la main-d'oeuvre agricole sur la main-d'oeuvre globale.

Comme nous l'avons déjà signalé, il n'est pas notre intention de proposer une politique d'égalsation de revenus. Les deux séries de données que nous avons employées et l'approche utilisée avaient pour but d'étudier les causes de la disparité des revenus, ses répercussions sur la répartition de la main-d'oeuvre ainsi que la disparité des capitaux entre le secteur agricole et le secteur non agricole. Nous allons nous occuper d'abord de deux points majeurs relatifs aux facteurs de disparité.

Facteurs de disparité

Les deux principaux facteurs de disparité sont le pouvoir d'achat et la capacité professionnelle; la dernière relevant uniquement du domaine économique, puisqu'elle influence la productivité. Quant à

la disparité des pouvoirs d'achat, elle intéresse les domaines économique et social à la fois, étant à la base de niveau de vie différent.

La disparité des pouvoirs d'achat: le coût de vie est moindre pour l'agriculteur.

On connaît les difficultés que pose la comparaison des niveaux de vie et des pouvoirs d'achat; même si l'on parvient à isoler certains éléments, la zone irréductible à toute expression statistique reste vaste. Essayons de dégager ce qui peut être précisé et commençons par distinguer trois problèmes: celui du coût de la vie à la campagne, celui du mode de vie agricole et celui — et c'est celui-là qui nous intéresse essentiellement — du niveau de vie agricole.

On admet généralement que le coût de la vie est plus élevé à la ville qu'à la campagne, et c'est sur cette disparité fort mal connue d'ailleurs que se fondent, par exemple, les zones de salaires. La disparité se manifeste dans l'ensemble de la vie rurale et non seulement dans le coût de la vie à la ferme. Nous devons tenir compte uniquement de l'évolution comparée des indices du coût de la vie à Montréal et du coût de la vie à la ferme. Cette évolution favorise légèrement l'agriculteur.

La vie agricole est un mode de vie qui comporte de nombreux avantages et inconvénients dont l'appréciation est en bonne partie subjective et ne saurait être exprimée en termes monétaires; il est convenu de les réunir sous le vocable « revenu psychique ».

Le niveau de vie agricole ne peut s'évaluer qu'en fonction des éléments mesurables du mode de vie agricole. Mais, nous le verrons, les éléments mesurables et non mesurables de ce mode de vie sont si intimement liés entre eux que nos appréciations reposent sur des conventions statistiques forcément assez arbitraires. Par exemple, les économies réalisées par les agriculteurs viennent en partie de ce qu'ils n'ont que peu d'occasions de dépenser: épargne forcée en quelque sorte, qui peut être un inconvénient autant qu'un avantage, et qu'on ne peut pas, en tous cas, évaluer en terme monétaire. Il en est de même pour l'autoconsommation qui est partiellement une consommation forcée et dont l'estimation en revenu imputé repose sur les prix à la ferme: elle ne peut exprimer rigoureusement l'avantage qui en découle. C'est pourtant cet avantage qui est de loin le principal de ceux dont on doit tenir compte.

Nous ne nous attarderons pas aux facteurs peu importants qui différencient le village de la petite ville. Il apparaît que les économies réalisées par les ruraux ne proviennent pas des prix de détail qui sont beaucoup plus faibles qu'en ville, mais surtout de la diminution de certains postes de leur budget: alimentation, vêtements plus simples, transports et loisirs. En fin de compte, l'ouvrier qui reste à la campagne peut réaliser une économie de l'ordre de 12 à 15 pour

cent. Pourrait-il conserver son niveau de vie à Montréal avec un salaire supérieur de 12 à 15 pour cent? En partie seulement, car faire des économies plus ou moins forcées, avoir moins l'occasion de dépenser, peut être une bonne chose; mais cela limite aussi les possibilités de choix, sans parler des effets que l'isolement peut avoir sur l'éducation des enfants.

Cette analyse ne répond qu'à un seul aspect du problème, et ce n'est pas le plus important. En effet, si les disparités relevées dans le coût de vie ne sont peut-être pas négligeables, il faut dire qu'elles correspondent partiellement à un genre de vie moins exigeant, ce qui est un inconvénient en soi.

Beaucoup plus important est un autre aspect de l'économie agricole, à savoir l'autoconsommation. Même si l'autoconsommation comporte une restriction de la liberté de choix et par conséquent un moindre niveau de satisfaction, elle représente une économie trop importante pour être négligée. Au Québec, on estime l'autoconsommation à environ 50 pour cent du revenu net réalisé (et à environ 16 pour cent du revenu brut réalisé) ¹ soit plusieurs millions de dollars. Comme on estime que les prix de vente en ville représentent environ le double, en moyenne, des prix à la ferme, le revenu imputé pour réévaluation des produits consommés sur place serait de 153 millions de dollars et majorerait ainsi de 33 pour cent le revenu net total de l'agriculture. En ce sens le revenu nominal du citoyen peut être supérieur d'autant au revenu de l'agriculteur sans qu'il y ait pour autant disparité des revenus réels.

L'économiste doit se contenter de quelques repères sous forme d'indices monétaires, mais les comparaisons entre les différents niveaux de vie (sans parler des modes de vie) comportent un grand nombre d'éléments qualitatifs, sur lesquels en fin de compte, seule importe l'opinion des intéressés, et échappent à toute évaluation statistique. Qui, sinon les intéressés, feraient par exemple l'équivalence entre l'air sain et la tranquillité de la campagne d'une part, et d'autre part, les nombreuses possibilités de travail et de distraction qu'offre la ville? Le célèbre *Fortunatos Nimum* de Virgile est évidemment une parole de citoyen. Si la poésie n'a pas réussi à convaincre les gens de la campagne de leur bonheur, il est douteux que la statistique y parvienne.

L'agriculteur a un niveau de vie inférieur à celui du citoyen s'il le croit tel. Le statisticien n'est pas en mesure d'en juger; même si le moraliste, l'hygiéniste, le sociologue, l'économiste et d'autres se li-

1. Le revenu brut comprend l'ensemble des productions réalisées dans l'agriculture, tandis que le revenu net exclut les intrants provenant du secteur non agricole et l'amortissement.

guent pour démontrer que l'on est mieux à la campagne, ~~cela ne~~ campagne, ils y seront moins heureux en dépit de toutes les statistiques.

La disparité des capacités professionnelles: la formation des agriculteurs est inférieure à la formation des autres citoyens.

Si l'agriculteur a un revenu moyen inférieur à celui des autres travailleurs, c'est peut-être parce que ses aptitudes professionnelles sont inférieures à la moyenne. Pour prétendre à l'égalité des revenus, *il faut avoir des capacités égales*. Mais comment chiffrer les capacités?

Cette question soulève une difficulté semblable à celle que nous avons rencontrée en étudiant la disparité des pouvoirs d'achat. Comment comparer la valeur professionnelle de l'agriculteur à celle des autres travailleurs? La comparaison qu'on peut faire entre l'ouvrier agricole que l'exode rural a amené à s'établir en ville d'une part, et l'ouvrier originaire de la ville d'autre part, paraît injuste, car la partie se joue sur le terrain du citadin. De même, un enseignement uniforme est donné à l'enfant de la ville et à celui de la campagne sans tenir compte de la différence de leurs milieux. Ni le certificat d'études, ni la réussite de ceux qui ont quitté la terre ne peuvent servir de critère pour déterminer la valeur du cultivateur sur sa terre.

Néanmoins, puisque la vie nous impose des comparaisons, il convient de dire que l'infériorité relative du revenu de l'agriculteur peut être imputée pour une certaine part à l'infériorité moyenne de ses capacités.

D'une part la formation académique est-elle inférieure en moyenne à celle de l'ensemble de la population?

Différentes sources de renseignements ont été utilisées: des études sociologiques faites par le gouvernement fédéral pour certaines régions du Canada, ainsi que des travaux de recherche que le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec a effectués dans le Bas du Fleuve et en Gaspésie. L'inégalité des capacités semble indiscutable, si nous fondons notre opinion sur des études canadiennes et étrangères. Sans doute un diplôme n'est ni nécessaire ni suffisant pour qu'on devienne bon agriculteur, mais le fait d'avoir une formation générale et technique inférieure suffit à expliquer la différence entre les revenus moyens.

Nous savons que 55 pour cent des travailleurs agricoles sont propriétaires de leur ferme, et ils sont dans une situation analogue à celle du petit entrepreneur dont la valeur courante du capital s'élève à environ \$17,000;¹ pourrait-on les comparer entre eux? Peut-on

1. La valeur courante du capital comporte les postes suivants: terrains et bâtiments, outillage et machinerie, bétail et volaille. Le recensement du Canada englobe ces trois postes sous le titre de valeur totale des biens capitaux. (Voir Bulletin trimestriel de la Statistique Agricole, no. 21-003, B.F.S.)

dire que l'effort et l'habileté que demandent le travail de manoeuvre dans le bâtiment ou dans la métallurgie, l'occupation de chauffeur de taxi, d'employé municipal, ou de manutentionnaire des chemins de fer, sont comparables aux exigences imposées à l'agriculteur? Est-ce que les métiers de maçons, de mineurs, d'ajusteurs ou de mécaniciens sont jugés plus difficiles? Les débardeurs et les autres ouvriers qui ne sont pas hautement qualifiés seraient-ils dans une situation analogue à celle des agriculteurs? Il faudrait ouvrir une enquête afin de calculer le coefficient moyen de qualification des administrateurs de petites et moyennes entreprises et celui de tous les corps de métiers industriels par rapport au coefficient de qualification du cultivateur.

Il n'est pas contestable que l'agriculture soit devenue l'un des métiers les plus complexes, tant sur le plan technique que sur le plan commercial — mais la question n'est pas là. Ce qui importe, ce n'est pas la capacité mais la qualification effective de l'agriculteur. Or, celle-ci laisse à désirer, même dans les pays qui n'ont pas négligé ce problème de façon aussi marquée que le Québec. Les comparaisons, avons-nous dit, sont souvent injustes parce qu'elles placent l'agriculteur sur un terrain qui n'est pas le sien.

En théorie, la migration de la main-d'oeuvre, qui tend à égaliser les gains entre les secteurs, devrait se faire en fonction de la comparaison des revenus effectuée par les migrants éventuels. Mais ces derniers considèrent les postes qui leur sont accessibles, et non pas le revenu des non agriculteurs tel qu'établi par la statistique. Si ces postes comportent des revenus notablement inférieurs à la moyenne, il semblerait normal que les revenus agricoles qui tendent à égaler les revenus dans les secteurs non agricoles, restent inférieurs aux revenus non agricoles moyens. On peut cependant objecter que les candidats à l'exode sont en principe ceux qui gagnent moins que la plupart des cultivateurs. Il faudrait savoir si l'écart entre les revenus moyens et les revenus inférieurs est comparable de secteur en secteur.

Les différences de « standard » social peuvent-elles permettre de faire les comparaisons qui nous intéressent? Une somme de monnaie ne peut exprimer toute la différence des situations.

Il faut donc tenir compte dans la comparaison des revenus nominaux entre l'agriculteur et le reste de la population, des inégalités entre les pouvoirs d'achat et des inégalités entre les capacités; il est possible que la parité réelle des revenus soit assurée avec des revenus relatifs très différents.

Il reste cependant à expliquer pourquoi les revenus relatifs observés sont fréquemment inférieurs à cette parité corrigée, et cela est d'autant plus difficile que les ajustements de revenus que peut opérer le statisticien ne peuvent tenir compte des capacités et pou-

voirs d'achat inégaux. Ces deux ajustements en effet, qui ne peuvent s'opérer qu'en termes monétaires, laissent de côté un facteur susceptible de compenser à lui seul les inégalités en question; il s'agit des conditions de vie et de travail. La vie est moins chère mais elle est moins agréable; le travail est peut-être moins spécialisé mais il est bien plus pénible. Serait-ce un revenu relatif supérieur que mériterait alors l'agriculteur ? En fait, le revenu relatif est bien inférieur et pourtant la migration reste insuffisante; les facteurs qui expliquent l'excès de main-d'oeuvre agricole expliquent en même temps l'infériorité du revenu relatif de l'agriculteur.

Même si les données dont nous disposons n'indiquent pas le bien-être relatif de la population, on constate généralement que les agriculteurs ont un niveau de vie inférieur à la moyenne. Dans ces conditions, la société et plus particulièrement le gouvernement, doivent prendre des mesures appropriées pour venir en aide à la population agricole. Le concept de bien-être est un concept caractéristique de la société moderne qui exige un minimum de bien-être pour tous.

Non seulement les mesures sociales telles que l'assurance-chômage, etc. constituent un fardeau pour la société, mais une population moins productive coûte cher à l'économie, car c'est une perte pour la nation que d'avoir tant de ressources humaines qui ne peuvent pas donner leur plein rendement économique et social. Pour ces raisons le gouvernement devrait adopter d'abord les mesures sociales ayant un caractère temporaire, et élaborer une politique économique qui à longue échéance aboutira à une production agricole, efficace et rentable.

CONCLUSION

Si l'exode rural avait été suffisant, il aurait dû produire un amenuisement graduel de l'écart entre le revenu du travailleur agricole et celui du travailleur non agricole. En dépit d'une augmentation considérable de productivité, l'écart est loin de s'être atténué. C'est surtout à la baisse relative des prix agricoles qu'il faut attribuer la persistance de ce déséquilibre. En effet, au cours de la période étudiée, les prix agricoles se sont considérablement détériorés par rapport aux autres prix.

Si le déclin relatif des prix agricoles devait se poursuivre, il faudrait donc s'attendre d'ici à 1976 à une continuation de l'exode rural à peu près au même rythme que par le passé sans diminution appréciable de l'écart entre les revenus.

CHAPITRE III

L'offre et la demande de denrées alimentaires au Québec

Les économistes et le bon sens s'accordent à reconnaître que la production et la consommation constituent les bases essentielles de la vie économique. L'homme produit pour consommer: la consommation est le but, la production le moyen. Toute l'activité économique s'inscrit entre ces deux termes.

Section 1.

L'offre: production agricole québécoise

La présente section a pour but de marquer quelques-unes des différences fondamentales qui distinguent le marché agricole du marché industriel.

Caractères de l'offre des produits agricoles

En courte période, l'offre est généralement une fonction croissante du prix. L'offre industrielle est maîtrisable, les producteurs la règlent à volonté comme une machine. Il en va autrement de l'offre agricole, celle-ci étant largement dépendante du rendement de la récolte annuelle. Dans ce sens on peut dire qu'une fois les champs ensemencés la récolte est une variable indépendante. Le prix¹ est déterminé surtout par l'offre, cette dernière étant aléatoire et fluctuante comme les rendements face à une demande relativement stable.

Chaque récolte devant être consommée dans un temps relativement court, le prix d'équilibre résulte nécessairement de l'intersection de la courbe de demande et de la courbe de l'offre (récolte). C'est la courbe de la demande qui permet de déterminer le prix auquel doit s'écouler la récolte. L'offre agricole commandée par des facteurs aléatoires est donc irrégulière dans la courte période, c'est-à-dire dans une durée de quelques années (3 à 5 récoltes consécutives).

1. La courbe qui lie le prix et la récolte n'est pas une courbe d'offre. Dans la courbe d'offre, la quantité offerte est la fonction et le prix, la variable. Ici c'est le contraire, le prix est fonction de la récolte. La corrélation prix-quantité est positive dans le premier cas, négative dans le second, comme pour la courbe de demande. Cela n'a rien de surprenant, car la relation prix-récolte correspond à une courbe de demande et non à une courbe d'offre aberrante. Nous voyons que la formation des prix agricoles n'est plus fonction du coût, et le phénomène des ciseaux entraîne des modifications profondes dans la répartition des revenus.

Pendant la longue période par contre, l'offre agricole (qui dépend ici de la production moyenne) se révèle relativement stable et se caractérise par une sorte d'inertie à long terme qui contraste avec les fluctuations des rendements annuels.

Rappelons ce qu'il convient d'entendre par longue période: au bout d'un certain nombre d'années, l'agriculteur se rend compte qu'il doit modifier l'orientation de son activité. Quelques-uns donnent l'exemple et la masse, qui ne croit qu'à la vertu de l'expérience, finit par les suivre plus ou moins vite. Seule la longue période permet à l'agriculteur de déceler de tels changements. Nous savons qu'une durée de dix à quinze ans pourrait constituer une telle période. En effet, c'est à peu près le temps requis pour que le progrès technique et l'effort humain dont l'influence est dominée dans l'immédiat par la variabilité des conditions atmosphériques, reprennent le dessus. Tandis que, dans la période courte, l'offre est déterminée par des facteurs naturels, elle est dominée dans la longue période par les deux autres facteurs de production: le travail et le capital.

En général, la production agricole dans la longue période, ne change que très lentement. La récolte annuelle est très variable, mais la moyenne décennale ne se modifie que peu à peu.

Par conséquent, dans la longue période, l'offre agricole semble plus stable que l'offre industrielle. Cette stabilité tient à l'inertie des composantes de la production agricole.

La production agricole du Québec

Les tendances récentes indiquent que les besoins croissants d'une population plus nombreuse et plus prospère sont la source principale de la demande de produits agricoles. Dans une prochaine section, notre tâche sera d'examiner les besoins alimentaires des québécois, afin de déterminer l'orientation qu'il faut donner à la production pour qu'elle puisse satisfaire au moins la consommation du Québec de demain. Il s'agit d'abord de savoir comment l'industrie agricole pourra répondre à la demande et dans quelles proportions les aliments demandés seront produits au Québec.

Avant de faire une esquisse de la structure de l'industrie, il est indispensable d'étudier la nature et le rôle de chacun des éléments qui influent sur l'expansion de l'agriculture au Québec.

A la lumière du tableau 3.1, nous discuterons de l'évolution de la production globale de l'agriculture; il s'agit ici de rechercher les sources de revenus par produit. Ceux-ci étant calculés en dollars constants de 1949, nous pouvons nous faire une idée plus juste de la production au cours de la période allant de 1946 à 1965; nous indiquons en même temps quelles ont été les sources de revenus des agriculteurs québécois.

Dans le tableau 3.2 nous présenterons les estimations de production dans le but d'établir l'offre comparée des denrées alimentaires destinées à la consommation humaine de 1953 à 1965; puisque ce n'est qu'au cours de cette période qu'il fut possible de faire l'étude de l'évolution de la demande de denrées alimentaires au Québec. Pour les besoins de cette dernière analyse comparative nos estimations sont données en volume.

En premier lieu, ce qui nous intéresse, c'est l'évolution et la répartition de la production globale de l'agriculture du Québec.

La diversité des productions de l'agriculture québécoise ne doit pas dissimuler le fait qu'un nombre relativement faible de produits assure la majeure partie des recettes de nos agriculteurs. En outre,

Tableau 3.1 Evolution et importance relative des extrants en agriculture — Québec — 1946-1976 — Indice 1946 = 100

	1946 % *	Indice 1965	% *	Taux de croissance	Indice 1971	% *	Indice 1976	% *
Grains	(3.1)	85.3	(1.9)	-0.5	70.9	(1.4)	69.1	(1.1)
Volailles	(2.7)	770.8	(15.4)	14.9	999.9	(17.8)	2,002.4	(28.6)
Oeufs	(4.1)	202.4	(6.1)	3.0	217.0	(5.8)	251.6	(5.4)
Laitages	(32.7)	117.0	(28.2)	1.4	129.9	(27.8)	139.3	(24.0)
Fruits	(0.5)	476.7	(1.8)	6.6	724.7	(2.4)	997.6	(2.7)
Légumes	(2.1)	139.0	(2.2)	4.3	173.1	(2.4)	213.6	(2.4)
Erable	(6.2)	59.4	(2.7)	-2.4	58.8	(2.3)	52.1	(1.7)
Porcs	(11.3)	178.5	(14.9)	2.3	208.3	(15.4)	233.3	(13.9)
Bétail	(13.4)	128.7	(12.8)	1.3	139.7	(12.3)	149.0	(10.5)
Pommes de terre	(1.0)	143.3	(1.1)	0.2	171.3	(1.1)	173.1	(0.9)
Tabac	(0.7)	79.3	(0.4)	0.5	97.8	(0.5)	100.3	(0.4)
Revenu en nature	(22.2)	76.4	(12.5)	-0.5	73.9	(10.8)	72.1	(8.4)
TOTAL	(100.0)	135.5	(100.0)	1.8	146.3	(100.0)	159.9	(100.0)

* Importance relative.

Note: Calculs faits d'après le tableau A-3.1 (dollars 1949)

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, Ministère de l'Industrie et du Commerce, (juin 1967).

**Tableau 3.2 Production totale d'aliments * au Québec 1953-1976 —
(Poids à la ferme selon les données de la tendance)**

	1953-55	1960-62	1965	1971	1976	1965 1953-55 %	1976 1965 %
Population ('000)	4,391	5,256	5,657	6,356	6,984	128.8	123.5
	<i>en millions de livres</i>						
Céréales¹	—	—	—	—	—	—	—
Pommes de terre²	954	885	846	787	738	88.7	87.2
Fruits² (total)	142	211	255	329	398	179.6	156.1
Pommes	124	195	239	311	376	192.5	157.3
Autres fruits	18	16	16	18	32	88.9	137.5
Légumes² (total)	310	495	610	720	825	196.8	135.2
Blé d'inde	31	82	102	124	135	329.0	132.4
Carottes	39	136	180	226	253	461.5	140.6
Céleri	10	9	8	7	6	76.2	81.2
Choux	23	27	29	33	36	126.1	124.1
Oignons	7	42	67	95	112	957.1	167.2
Pois verts	19	23	40	65	79	210.8	197.4
Autres légumes	180	176	184	170	203	101.9	110.6
Produits laitiers³ (total)	4,889	5,694	6,114	6,725	7,235	125.1	118.3
Lait et crème nature	1,685	1,665	1,658	1,653	1,650	98.4	99.5
Beurre	2,605	3,097	3,300	3,500	3,620	126.7	109.7
Fromage Cheddar ⁴	151	472	680	1,025	1,320	450.3	194.1
Autres fromages	28	52	85	175	265	303.6	311.8
Laits concentrés	315	250	210	175	170	66.7	81.0
Crème glacée	105	158	181	197	210	172.4	116.0
Bétail⁵ (total)	417	482	512	588	656	122.8	128.1
Boeuf	140	164	167	185	197	119.3	118.0
Veau	47	53	55	58	60	116.8	109.1
Porc	223	260	287	343	397	128.5	138.3
Agneau et mouton	7	5	3	2	2	36.7	66.7
Volaille⁶ (total)	51	136	199	273	343	387.2	172.4
Poule et poulet	40	117	173	237	298	437.3	172.3
Dinde	11	18	24	34	42	226.6	175.0
Autre volaille	1	1	2	2	3	—	150.0
Oeufs	89	100	106	124	136	119.4	128.3
TOTAL	6,852	8,003	8,642	9,546	10,331	126.1	119.5

* Non inclus les huiles et graisses, sauf le beurre; les sucres, amidons, noix, amandes, viscères d'animaux, viandes de poisson, laits écrémés, laits de beurre etc., consommés à l'état frais. Calculs basés sur les données du B.F.S.

1. La production de céréales pour fins de consommation humaine, très peu élevée, est considérée comme nulle. 2. Equivalent frais. 3. Equivalent lait. 4. Y inclus le fromage fondu. 5. Poids abattu. 6. Poids éviscéré.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

par rapport à l'année 1946, on constate une évolution profonde de la structure des recettes au profit des productions d'origine animale.

On observe dans le tableau 3.1 que, même si le volume de production a augmenté au cours de la période 1946-1965, il s'est produit en même temps des modifications dans la gamme des produits.

Comme on peut le voir, cinq catégories de produits assurent près de 80 pour cent de la recette agricole en 1965. Ce sont par ordre d'importance: les produits laitiers, les volailles, le porc, le bétail et les oeufs. En 1946, ces mêmes catégories n'assuraient aux agriculteurs qu'à peu près 65 pour cent de leurs revenus.

Cette transformation est schématisée dans le tableau 3.1. Celui-ci donne également des prévisions de production qui résultent de l'extrapolation de tendances passées. Nous tenons à souligner qu'il s'agit uniquement de prévisions et non pas d'objectifs que nous nous sommes fixés au départ.

Les conditions naturelles du Québec permettent une production assez grande et une diversification adéquate de production de fruits et de légumes, entre autres, la production de la pomme semble s'être assez bien établie. Seul un complément en fruits et légumes tropicaux est nécessaire. L'évolution du goût du consommateur et les possibilités de choix devraient entraîner des améliorations constantes vers la sélection et l'amélioration de la qualité des fruits et légumes. Ce mouvement semble déjà s'amorcer d'ailleurs. Le tableau 3.1 révèle en effet une augmentation de la production des fruits et légumes, qui contribuent maintenant pour une part plus grande de la production globale; c'est surtout le cas pour les fruits.

Malgré l'augmentation générale de presque toutes les productions spécialisées (calculées en dollars constants), on ne constate aucun effort concret en vue d'accroître les récoltes de grains. Il y a même eu un fléchissement assez prononcé dans la production. Ainsi, pendant la période 1946-1965, la moyenne d'acres ensemencées a diminué. La production de céréales destinées à la consommation humaine étant très peu élevée, nous n'avons pas cru utile de l'évaluer afin de la comparer avec la consommation.

La production globale des grains et celle du blé en particulier est donc en régression régulière au Québec. Cette diminution est compensée par des importations massives des Provinces de l'Ouest à la faveur de tarifs préférentiels de transport qui ont permis aux éleveurs de bétail et d'autres animaux de faire l'élevage dans des conditions avantageuses. Ce sont surtout les producteurs de volailles qui en ont profité. En effet, dans le secteur agricole, c'est l'aviculture qui connaît, depuis quelques années, les plus grandes transformations

techniques et économiques. Grâce à ces transformations, il y a eu une augmentation importante de produits commercialisés et consommés. Jusqu'ici, il ne semble pas que le point de saturation soit encore atteint.

D'autre part, l'emploi des aliments composés pour l'alimentation du bétail a considérablement progressé au cours des années d'après-guerre. Cette évolution répond à une demande accrue de certaines viandes qui, jusqu'à présent, étaient produites avec des « moyens du bord ». C'était en général d'excellents produits, mais les techniques et les installations périmées n'étaient pas adaptées à la notion de rendement et aux exigences du consommateur.

Ce premier développement nous amène à étudier l'évolution des productions agricoles du Québec à la lumière d'un modèle souvent utilisé en économie. En effet, les économistes utilisent aujourd'hui un modèle théorique relatif aux différents genres de production animale. Ce modèle fait état de trois catégories de production. Premièrement, il y a les productions dont la localisation est en fonction des sources d'approvisionnement de facteurs de production (supply oriented), ce qui permet à une industrie localisée dans une région ayant des ressources suffisantes de produire certaines denrées en dépit du fait que d'autres régions profitent de tarif préférentiel de transport. A l'autre extrême, il y a les industries qui ont avantage à se localiser près du marché (market oriented), profitant ainsi d'une demande locale. Et enfin, il y a ce que nous appelons les industries mobiles (foot-loose), c'est-à-dire celles qui ne sont liées ni aux sources d'approvisionnement de facteurs de production ni au marché.

Nous pouvons classer dans la première catégorie du modèle l'élevage du bétail, qui exige deux importants facteurs de production, à savoir les grains de provende et le pâturage. Si le tarif préférentiel des transports peut faciliter ce genre de production dans une région peu favorisée, il n'en reste pas moins qu'un élevage rentable nécessite des pâturages étendues. L'élevage du porc et celui de la dinde nécessitent des grains de provende, mais, en pâturage, il n'a pas les mêmes exigences que celui du bétail. Ces deux productions peuvent donc être considérées comme mobiles (foot-loose). Enfin, les industries ayant avantage à s'implanter près d'un marché de consommation sont entre autres celles de la volaille et des oeufs. En effet, la production d'oeufs frais ainsi que celle de poulet frigorifique doit être localisée près du consommateur en raison de la nature périssable de ces denrées.

L'analyse du tableau 3.1 révèle que le comportement de l'agriculture du Québec correspond au modèle théorique que nous venons d'exposer. De 1946 à 1965, la production du bétail s'est accrue d'environ 30 pour cent, et celle du porc de près de 80 pour cent; pendant

la même période, la production de la volaille a augmenté de plus de 700 pour cent. Ces augmentations de la production sont étroitement liées aux conditions qui prévalent dans notre province.

Même si l'on peut classer la production du lait industriel dans la première catégorie en raison de la possibilité d'entreposage de ses produits, il n'en reste pas moins que la fabrication toujours croissante du beurre est intimement liée à l'augmentation de la production du lait nature qui se développe habituellement près du marché. C'est pourquoi la production beurrière du Québec s'est favorablement développée en comparaison de celle d'autres régions du pays. Il en va de même pour la production fromagère qui a connu un développement considérable et cette expansion traduirait une progression de la demande tant au Canada qu'à l'étranger.

Les changements constatés dans les sources du revenu agricole ne reflètent pas ces augmentations progressives comme on pourrait le croire. La raison principale en est que l'évolution des prix est très différente de celle des productions.

L'agriculture du Québec, étant surtout fondée sur la polyculture et l'exploitation familiale, s'intègre dans un cadre social très conservateur à l'encontre de l'agriculture du reste du Canada, qui est fondée sur la spécialisation et les grosses exploitations de l'Ouest. La structure actuelle n'est pas entièrement satisfaisante, il faudrait la repenser en fonction de plusieurs facteurs: la dimension des exploitations, les techniques à utiliser, la mise en oeuvre des ressources, l'organisation des marchés et de bien d'autres facteurs.

Dans les conditions actuelles, le cultivateur québécois ne peut faire les investissements voulus en équipement et en engrais. De plus, l'agriculture du Québec montre des disparités considérables de rendement; l'utilisation de nouveaux procédés techniques et l'emploi d'engrais sont plus répandus dans les autres provinces canadiennes. Il est à noter que même dans les plus évoluées, la loi des rendements décroissants ne paraît pas jouer encore. Au Québec, on peut sans doute faire des progrès dans tous les domaines agricoles. Seules des campagnes de vulgarisation des connaissances agronomiques seraient capables de rendre plus efficaces les méthodes de culture.

Jusqu'ici les cultivateurs du Québec ont eu tendance à limiter leur production aux besoins régionaux ou provinciaux, mais il est devenu souhaitable et même nécessaire qu'ils élargissent leurs horizons. Afin d'augmenter leur niveau de vie, certains pays en voie de développement concentrent leurs efforts sur l'industrie et réduisent leurs exportations agricoles. De plus, étant donné l'érosion du sol amé-

ricain et la forte évolution démographique des pays européens, en longue période, l'accroissement de la production agricole deviendra insuffisant; il s'ensuivra donc que les prix à la ferme des produits agricoles dans ces pays se rapprocheront de plus en plus des prix à la ferme du Canada et du Québec.

L'expansion de l'agriculture québécoise serait favorisée par le niveau des prix agricoles; l'assurance de débouchés substantiels à long terme la rend économiquement saine. La population mondiale augmentera encore pendant longtemps; celle des pays sous-développés en particulier s'accroît rapidement et certains de ces pays souffrent déjà de la sous-alimentation.

En d'autres termes, les perspectives d'avenir sont bonnes. L'agriculture du Québec peut se développer, à la condition que certains défauts de structure soient corrigés par des lois provinciales.

PERSPECTIVES

Les projections de l'offre de denrées alimentaires ne sont pas aussi faciles à faire que celles de la demande. Cela est dû non seulement à des incertitudes d'ordre naturel, mais aussi à l'orientation que peuvent prendre les politiques agricoles.

C'est pourquoi la plupart des auteurs qui s'occupent de recherches dans ce domaine émettent l'hypothèse que la politique et les prix évolueront de la même façon dans l'avenir que par les années passées.

Jusqu'à quel point les tendances manifestées jusqu'ici se maintiendront et se feront sentir au cours des années à venir, cela dépendra de la mesure dans laquelle les forces qui les ont motivées continueront de s'exercer.

Même s'il est impossible de toute évidence, de prévoir les modifications que subira la politique agricole au cours de la prochaine décennie, il est sûr que l'avenir de l'agriculture sera considérablement influencé par les événements qui l'auront précédé. Dans certains cas, du moins, les tendances récentes peuvent nous renseigner sur ce à quoi nous pouvons nous attendre. Par conséquent, il semblerait logique de considérer d'abord les tendances actuelles et celles du passé.

Un fait important à souligner c'est que l'évolution des vingt dernières années, assez lente au début, s'est nettement accélérée vers la fin de la période.

Les dernières années ont été marquées par une tendance à la spécialisation qui s'accroîtra probablement avec le temps. Cette tendance à une spécialisation accrue laisse prévoir par exemple, que le

Québec fournira une bonne partie de la production laitière du pays, et qu'il augmentera sa production de volailles et de viande.

Les principales tendances qui se dessinent dans la production agricole depuis quelques années sont dues à l'évolution importante qu'a connue l'économie du Québec en général, et qui a été essentiellement non agricole.

Il est à prévoir que notre économie connaîtra une grande expansion au cours de la prochaine décennie et que, sous l'impulsion de cette expansion, la plupart, sinon toutes les tendances agricoles récemment observées, se maintiendront jusqu'en 1976.

Section 2.

Analyse de la demande

On entend souvent dire que les différences culturelles qui existent entre les canadiens-français et les canadiens-anglais expliquent le comportement économique du Québec d'une part, et celui des autres provinces d'autre part. Il nous est difficile d'accepter cette affirmation sans réserve, bien qu'il soit normal que le milieu dont on est issu, influence les goûts et, par conséquent, la consommation alimentaire et les dépenses en général. Les résultats de nos travaux indiquent que le Québécois diffère des autres Canadiens d'une façon assez marquée en ce qui concerne les dépenses alimentaires. À l'aide d'études plus poussées on pourrait sans doute expliquer ce comportement et en trouver les motivations. Pourtant notre but est beaucoup plus modeste. Il est d'évaluer quantitativement la consommation et de chercher les raisons des changements apportés dans le régime alimentaire québécois. Ces raisons pourraient être propres à tout autre peuple ou région. Nous ne nous attacherons donc pas pour le moment à expliquer les goûts du Québécois en matière d'alimentation.

Caractères de la demande de denrées alimentaires

Nous pouvons dire en schématisant beaucoup, qu'à court terme, la demande de denrées alimentaires est généralement inélastique.¹ En effet, une baisse du prix du pain, des pommes de terre entraîne peu d'augmentation de la quantité demandée. Par contre, certains fruits et légumes ainsi que certaines viandes connaissent une demande plus élastique. Avec le progrès, un certain nombre de denrées

1. Quand une très petite variation de prix provoque une forte modification de la quantité demandée, on dit que la demande est élastique; elle est peu élastique ou inélastique dans le cas contraire. Le signe de l'élasticité est nécessairement négatif puisque prix et quantité demandée varient dans des directions opposées.

passent de la catégorie des produits élastiques à celle des produits inélastiques.

Alors que l'offre de produits alimentaires dans la courte période, ainsi que nous l'avons montré, est très fluctuante, la demande, au contraire est relativement stable. Cela ne veut pas dire que la demande soit absolument constante. Nous savons bien qu'elle varie avec le prix et aussi avec le pouvoir d'achat des consommateurs. Mais ces variations sont relativement faibles.

En effet, les composantes fondamentales de la demande (population, goûts et besoins, revenu par personne) ne changent pas rapidement, c'est surtout le prix de chaque produit qui en détermine la demande. La demande varie en proportion inverse du prix, c'est-à-dire qu'elle est fonction décroissante des prix; elle est aussi fonction du prix des autres marchandises, et du revenu des consommateurs.

Cependant, dans la longue période, la demande se modifie et devient le phénomène moteur qui entraîne le prix puis la production. Normalement, la variation de la demande exige du temps, du moins quand cette variation est due à des causes internes, c'est-à-dire aux composantes même de la demande (besoins, habitudes...).

Un accroissement à long terme de la demande aura pour effet de faire monter le prix ou de le faire baisser selon que la production se conforme à la loi des rendements décroissants ou se trouve au contraire, dans la zone des rendements croissants (production de la volaille depuis dix ans).

Au Québec, les dépenses alimentaires par personne ont augmenté fortement en même temps que le revenu; bien que la quantité totale d'aliments consommés par personne ait peu changé. Or, si l'on suppose une consommation constante d'aliments par personne, l'augmentation de la demande de denrées serait proportionnelle à l'accroissement démographique. La hausse des dépenses alimentaires par personne est donc associée à l'augmentation des services et aux modifications du régime alimentaire.

Nous connaissons plusieurs motifs pouvant expliquer le changement des habitudes des Québécois en matière d'alimentation. Parmi ceux-ci, mentionnons le nombre décroissant des travailleurs manuels, l'augmentation du revenu,¹ le changement dans le rapport des prix, le conditionnement plus perfectionné des aliments et aussi, la publicité

1. Il y a une élasticité de la demande par rapport au revenu tout comme nous avons vu qu'il y a une élasticité de la demande par rapport au prix. L'élasticité — revenu est cependant normalement positive, excepté celle des biens inférieurs, par exemple certaines denrées alimentaires telles que les pommes de terre, etc.

et l'information mises à la portée du consommateur. On peut aussi attribuer cette modification à la diminution de l'effort physique nécessaire que les Québécois ont à déployer dans leur vie quotidienne et qui, par conséquent, contribue à la baisse correspondante des besoins calorifiques.

Ces raisons déterminent la structure de la demande des produits agricoles dans la longue période.

Ainsi, pour la demande à long terme, le schéma est renversé par rapport à la demande à court terme. En général, la demande qui nous paraissait parfaitement rigide à court terme nous révèle d'importantes variations quand on considère des périodes plus longues.

En effet on remarque dans le tableau 3.3 (consommation par tête), qu'au Québec la demande des biens alimentaires a subi des modifications profondes qui paraissent obéir à une véritable loi d'évolution. Tandis que les aliments traditionnels, qui constituaient la base de l'alimentation de la masse, perdent de leur importance, les aliments plus riches les plus évolués par exemple, prennent une importance grandissante, à mesure que les revenus augmentent.

La consommation d'aliments au Québec

Deux sources statistiques importantes nous ont permis de jeter un peu de lumière sur la demande de produits alimentaires au Québec; ce sont l'analyse des enquêtes sur les budgets familiaux de diverses régions canadiennes et l'analyse des séries chronologiques des statistiques relatives à la disparition apparente des produits agricoles au niveau national. Dans l'annexe 2 du présent rapport, nous donnons un rapide aperçu des techniques employées dans notre recherche empirique; nous espérons publier plus tard un rapport détaillé sur les méthodes et techniques utilisées dans nos recherches relatives à la consommation provinciale. L'absence de données relatives à la consommation de denrées alimentaires par personne au Québec était jusqu'alors le plus sérieux obstacle à toute étude de la consommation au niveau provincial. Nous possédons aujourd'hui de telles données et les résultats que nous avons obtenus nous permettent d'en tirer quelques conclusions.

Même si le volume des aliments que le Québécois consomme chaque année reste à peu près constant, la composition de son menu varie considérablement depuis une quinzaine d'années. La consommation alimentaire se divise en plusieurs secteurs. Depuis la fin de la guerre, la demande de viande de boeuf et de volaille, de fruits, de légumes et de certains produits laitiers s'est rapidement accrue, tandis que la demande d'agneau, de mouton, de porc et d'oeufs est demeurée

**Tableau 3.3 Consommation d'aliments * par personne au Québec
1953-1976**

	1953-55	1960-62	1965	1971	1976	1965 / 1953-55 %	1976 / 1965 %
Revenu disponible	842	983	1,143	1,263	1,356	125.7	118.6
(dollars de 1949)	<i>Livres par personne, par année</i>						
Céréales ¹	178.1	177.7	176.8	176.0	175.1	99.3	99.0
Pommes de terre ²	198.5	184.0	177.0	168.0	163.0	89.2	92.1
Fruits ² (Total)	165.0	178.0	184.0	196.0	205.0	111.5	111.4
Pommes	36.7	39.5	41.1	43.5	45.7	112.0	111.2
Autres fruits	128.3	138.5	142.9	152.5	159.3	111.4	111.5
Légumes ² (Total)	141.0	159.5	170.0	184.0	196.0	120.6	115.3
Blé d'inde	14.5	20.2	22.5	24.0	25.0	155.2	111.1
Carottes	14.5	20.0	22.0	24.0	26.0	151.7	118.2
Céleri	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	100.0	100.0
Choux	8.5	7.7	7.0	6.5	6.0	82.4	85.7
Oignons	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	100.0	100.0
Pois verts	4.5	7.6	9.0	10.5	11.5	200.0	127.8
Autres	81.0	86.0	91.5	101.0	109.5	113.0	119.7
Produits laitiers ¹ (Total)	445.3	411.5	397.0	375.3	359.0	89.2	90.4
Lait et crème nature	386.0	350.0	333.0	310.0	293.0	86.3	88.0
Beurre	26.5	21.2	20.0	18.0	17.0	75.5	85.0
Fromage Cheddar	3.0	3.6	3.9	4.4	4.7	130.0	120.5
Fromage fondu	3.7	4.0	4.1	4.2	4.3	110.8	105.9
Autres fromages	2.5	3.9	4.7	5.5	5.8	188.0	123.4
Lait entier évaporé	9.1	8.4	7.8	7.6	7.4	85.7	94.9
Lait écrémé en poudre	2.5	3.9	4.5	4.7	4.9	180.0	108.9
Autres préparations (lait)	2.2	3.7	4.5	4.7	4.9	204.5	108.9
Crème glacée	9.8	12.8	14.5	16.2	17.0	148.0	117.2
Equivalent lait entier	1,141.0	1,012.0	980.0	912.0	866.0	85.9	88.4
Bétail ³ (Total)	149.2	153.6	156.5	165.0	168.0	104.9	107.3
Boeuf	76.5	85.0	91.0	100.0	103.0	121.3	113.2
Veau	17.5	12.8	11.0	11.0	11.0	62.8	100.0
Porc	53.0	53.0	52.0	52.0	52.0	98.1	100.0
Agneau et mouton	2.2	2.8	2.5	2.0	2.0	113.6	80.0
Volaille ⁴ (Total)	26.6	36.9	41.1	44.6	47.4	154.5	115.3
Poule et poulet	22.5	30.1	33.0	35.0	37.0	146.7	112.1
Dinde	3.8	6.4	7.6	9.0	9.8	200.0	128.9
Autre volaille	0.3	0.4	0.5	0.6	0.6	166.7	120.0
Oeufs	31.0	30.5	30.0	30.0	29.0	96.8	96.7
TOTAL	1,334.7	1,331.7	1,332.4	1,338.9	1,342.5	99.8	100.8

* Non inclus les huiles et graisses, sauf le beurre; les sucres, amidons, noix, amandes, viscères d'animaux, viandes de poisson, laits écrémés, laits de beurre, etc., consommés à l'état frais. Calculs basés sur les données du B.F.S.

1. Poids de détail. 2. Equivalent frais. 3. Poids abattu. 4. Poids éviscéré.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

assez stable. Par ailleurs, la consommation de produits de base tels que céréales, pommes de terre, lait nature, lait entier évaporé, a subi une faible diminution tandis que des baisses beaucoup plus prononcées ont marqué la demande de beurre et de viande de veau.

On constate d'ailleurs que la consommation d'aliments riches en protéine (aliments nobles) — fruits, légumes, boeuf, volaille, certains produits laitiers, — augmente à mesure que le revenu s'accroît. Inversement la demande des aliments qui constitue des sources de calories et de protéines moins chères — céréales, pommes de terre — a plutôt tendance à diminuer avec l'augmentation des revenus. Entre ces deux extrêmes se situe toute la gamme des produits alimentaires dont la demande est moins sensible aux variations de revenus.

Les quelques données qui suivent illustrent les constatations que nous venons de faire et montrent bien que l'évolution de la demande dans ce domaine est très différente d'un produit à l'autre. Au Québec, la consommation de fruits par personne a augmenté de 12 pour cent depuis 1953, alors que la consommation de légumes augmentait de 21 pour cent.

Depuis 1953, la consommation de viande par personne a enregistré une hausse d'à peu près 5 pour cent. Cependant, cette hausse est inégalement répartie. La consommation de veau, par exemple, a subi une baisse importante (40 pour cent), tandis que la consommation d'agneau, de mouton et de porc est demeurée à peu près stable. La hausse de la demande de viande est donc due à une augmentation constante de la consommation de boeuf (21 pour cent).

La consommation de volaille par personne a connu une des augmentations les plus remarquables. L'augmentation de 55 pour cent de cette denrée est attribuable en grande partie aux changements révolutionnaires des techniques de production. Une bonne partie de l'augmentation de la consommation de volaille est donc attribuable aux changements dans la structure des prix, quoique l'augmentation des revenus ait sans doute joué un rôle important. La demande d'oeufs par personne accuse par ailleurs une légère baisse.

Un changement important est à signaler dans le secteur des produits laitiers. Le plus cher de ces produits: le beurre, a été remplacé en grande partie par des matières grasses à plus bas prix, en particulier la margarine. Ce phénomène semble être moins dû à un changement du niveau de revenus qu'à une certaine crainte du cholestérol. La consommation de beurre a baissé d'environ 25 pour cent.

Quant aux autres produits laitiers tels que fromage, crème glacée, lait écrémé en poudre, la tendance est à la hausse, il y a des augmen-

tations très variables selon les denrées. Seul le lait entier évaporé accuse une baisse de 15 pour cent.

La demande de lait à l'état frais diminue de façon constante. Là encore, la baisse ne semble pas tenir au niveau des prix et des revenus. Les deux facteurs qui ont contribué sensiblement au déclin de la consommation de lait nature sont la substitution du lait écrémé en poudre au lait frais, et la crainte du cholestérol; tout comme pour le beurre. La baisse de ce produit a été de l'ordre de près de 15 pour cent.

Par rapport aux autres données alimentaires du tableau 3.3 il est à noter que les céréales et les pommes de terre, sources de calories et de protéines à prix modiques, ne cessent de perdre de leur importance relative depuis 1953, la variation étant nettement à la baisse (-10 pour cent) pour les pommes de terre, et moins marquée pour les céréales (-1 pour cent).

Nous constatons donc que la consommation des aliments qui constituaient autrefois la nourriture de base des populations à bas niveau de vie a diminué, même de façon absolue, à mesure que le revenu augmentait (élasticité négative).

Du côté des élasticité supérieures à l'unité, c'est-à-dire des consommations dont l'accroissement est plus que proportionnel à celui du revenu, se trouvent les produits d'avenir qui restent encore des produits de luxe pour beaucoup de consommateurs actuels. Nous pourrions mieux observer ce phénomène si nous possédions des données relatives à la valeur plutôt qu'au volume des produits achetés.

Une telle transformation de la consommation correspond à un changement profond de la nature du besoin, mais elle n'a été possible que grâce à l'augmentation des revenus disponibles car, si l'existence du besoin est, en effet, la condition nécessaire à la demande, elle n'en est pas une condition suffisante. Seul le besoin solvable s'inscrit dans la demande et entraîne un effet économique. Ce n'est donc pas par leur aspect quantitatif (la quantité totale reste à peu près stable) que se caractérisent les progrès accomplis dans le secteur de l'alimentation, mais par une amélioration qualitative de la ration alimentaire.

Demande globale

En rapprochant les données du tableau 3.3 (moyennant l'application de certains coefficients, voir annexe 3.1) et la population pour les années à l'étude, nous obtenons la consommation globale de produits

alimentaires au Québec; ce sont ces résultats qui apparaissent au tableau 3.4.

Ce tableau indique que l'augmentation de 20 pour cent de la demande globale de produits agricoles au Québec est attribuable surtout à l'augmentation de 29 pour cent de la population. La substitution d'un produit à l'autre est fonction dans la plupart des cas, de l'augmentation du revenu, le P.I.B. ainsi que le revenu disponible ayant augmenté respectivement de 27 pour cent et de 26 pour cent par personne.

Part de la dépense alimentaire dans la dépense totale

L'achat de denrées alimentaires tient dans le budget du Québécois une place qui perd de son importance relative à mesure que le revenu réel s'élève, cette part étant actuellement d'environ 26 pour cent, alors qu'elle était il y a une vingtaine d'années de 31 pour cent. D'autre part, comme on vient de le voir, la structure de la demande alimentaire évolue. Ainsi les aliments les plus chers ont une place de plus en plus grande dans le menu du consommateur.

Il semble que le Québécois aime bien manger: en chiffre absolu, il dépense plus pour l'alimentation (même si son revenu est plus faible) que les autres Canadiens; la part relative d'une telle dépense dans son budget est d'autant plus élevée que son revenu est inférieur. Ainsi, aimant faire bonne chère, le Québécois doit prévoir dans son budget une part plus élevée pour la nourriture que ne le font ses compatriotes des autres provinces et ceci en dépit d'un pouvoir d'achat inférieur¹.

Perspectives d'avenir

Comme nous l'avons vu, la demande de produits agricoles au Québec s'est modifiée par suite de l'accroissement de la population et de l'augmentation du revenu par tête.

Ces changements ont été fonction, soit d'importantes augmentations de la consommation par tête, de fruits, de légumes de viandes rouges et de volailles, soit à d'importantes diminutions de la consommation par tête, de pommes de terre, de lait, etc.

1. Plus le revenu d'une famille est faible, plus la part relative des ressources consacrées par cette famille à l'alimentation est forte (loi d'Engel). Lorsque le revenu augmente, la dépense alimentaire augmente mais moins que proportionnellement. Le Québécois dépense \$385.00 par an alors que les autres Canadiens dépensent \$351.00. La part des dépenses alimentaires dans le budget des autres Canadiens est de 24 pour cent; elle était de 27 pour cent en 1953. (Voir annexe tableau A-3.2).

Tableau 3.4 Consommation totale d'aliments * au Québec — 1953-1976
(Poids à la ferme, selon les valeurs de la tendance)

	1953-55	1960-62	1965	1971	1976	1965 1953-55 %	1976 1965 %
Population ('000)	4,391	5,256	5,657	6,357	6,984	128.8	123.5
<i>en millions de livres</i>							
Céréales	1,079	1,289	1,380	1,544	1,688	127.9	122.3
Pommes de terre ¹	1,104	1,202	1,272	1,356	1,446	115.2	113.7
Fruits ¹ (Total)	816	1,054	1,172	1,403	1,613	143.6	137.6
Pommes	181	233	261	310	358	144.1	137.2
Autres fruits	635	821	911	1,093	1,255	143.4	137.8
Légumes ¹ (Total)	721	928	1,082	1,314	1,539	150.1	142.2
Blé d'inde	71	118	141	169	194	198.6	137.6
Carottes	65	117	132	161	192	203.1	145.4
Céleri	39	46	50	56	61	128.2	122.0
Choux	41	44	44	46	46	107.3	104.5
Oignons	48	58	62	70	77	129.2	124.2
Pois verts	20	42	51	67	80	255.0	156.9
Autres légumes	437	503	602	745	889	137.8	147.7
Produits laitiers ² (Total)	5,089	5,199	5,459	5,663	5,932	107.3	108.7
Lait et crème nature	1,712	1,787	1,884	1,970	2,046	110.0	108.6
Beurre	2,657	2,528	2,602	2,631	2,731	97.9	105.0
Fromage Cheddar ³	270	368	419	515	594	155.2	141.8
Autres fromages	57	110	153	191	223	268.4	145.8
Laits concentrés	103	116	116	128	136	112.6	117.2
Crème glacée	290	290	285	228	202	98.3	70.9
Bétail ⁴ (Total)	859	1,065	1,170	1,386	1,558	136.2	133.2
Boeuf	454	604	696	859	973	153.3	139.8
Veau	93	81	79	84	88	84.9	111.4
Porc	302	362	382	429	481	126.5	125.9
Agneau et mouton	10	18	13	14	16	130.0	123.1
Volaille ⁵ (Total)	113	190	225	298	349	198.4	155.1
Poule et poulet	92	152	175	222	259	190.2	148.0
Dinde	21	37	48	73	87	228.6	181.2
Autre volaille	1	1	2	3	3	500.0	150.0
Oeufs	140	165	175	193	209	125.0	119.4
TOTAL	9,921	11,092	11,935	13,157	14,334	120.3	120.1

* Non inclus les huiles et graisses, sauf le beurre; les sucres, amidons, noix, amandes, viandes de poisson, laits écrémés, laits de beurre, etc consommés à l'état frais.

1. Equivalent frais. 2. Equivalent lait. 3. Y inclus le fromage fondu. 4. Poids abattu. 5. Poids éviscéré. Calculs basés sur les données du B.F.S.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

Il n'y a aucune raison de croire que ce mouvement s'arrêtera brusquement; il est à prévoir que, grâce au développement économique, les Québécois se nourriront de mieux en mieux et que la tendance actuelle se prolongera au cours d'une bonne partie de la prochaine décennie. C'est en nous fondant sur cette hypothèse que nous présentons dans les tableaux 3.3 et 3.4 les perspectives de la consommation québécoise pour les années 1971 et 1976.

Section 3.

L'équilibre de l'offre et de la demande des produits alimentaires au Québec

Degré d'auto-provisionnement

Nos travaux ont permis de dégager un fait essentiel sur lequel d'autres avaient déjà attiré l'attention en se fondant sur des données plus ou moins sûres: le Québec produit à peu près 60 pour cent de sa propre nourriture. Il nous paraît important d'éclairer la situation en fournissant quelques précisions.

Évolution

Entre 1954 et 1965 le Produit intérieur brut du Québec a augmenté de 63 pour cent en termes réels. Comme la population s'est accrue de l'ordre de 29 pour cent au cours de la même période, il s'en est suivi une augmentation du bien-être de la population d'environ 27 pour cent.

Une population plus nombreuse jouissant de revenus plus élevés a consommé non seulement une partie de l'augmentation de la production agricole du Québec, mais aussi des importations accrues. L'augmentation de la demande totale de biens alimentaires fut de l'ordre de 30 pour cent alors que celle de l'offre des produits québécois fut d'environ 35 pour cent.¹ L'augmentation de la demande, légèrement inférieure à celle de l'offre, a eu pour effet d'augmenter le degré d'auto-provisionnement entre 1954 et 1965. Il est question ici de l'auto-provisionnement pour les besoins de consommation humaine seulement.

1. Lorsque l'on compare l'auto-provisionnement total, il faut tenir compte de la valeur de chaque produit, on sait bien qu'une livre de pommes de terre n'a pas la même valeur qu'une livre de boeuf même s'il est possible de substituer l'un à l'autre, d'où la nécessité d'une pondération adéquate.

L'écart qui existe entre la production d'une denrée et la consommation intérieure de cette même denrée, indique de quelle façon cette consommation est satisfaite, c'est-à-dire ce qui, théoriquement, est importé ou exporté; les importations et les exportations de l'ensemble des produits nous donnent également mais d'une façon théorique la balance commerciale du secteur agricole.

Le tableau 3.5 indique que nous sommes encore déficitaires pour la plupart des produits, et même si à long terme il y a tendance à un certain équilibre, cette tendance n'est pas généralisée. D'une part on s'achemine vers des excédents, dans le cas de la viande de poules et poulets, de la pomme et de certains produits laitiers et d'autre part, nous remarquons une tendance de plus en plus déficitaire en ce qui concerne la production de la pomme de terre, du boeuf, de l'agneau et du mouton, et nous continuons à manquer presque totalement de céréales panifiables.

L'indice d'auto-approvisionnement au Québec pour la période de 1953-55 à 1965 et son évolution jusqu'en 1976, apparaissent au tableau 3.5. Sauf en lait et crème nature (où nous supposons un équilibre *a fortiori* puisque les excédents sont nécessairement absorbés par d'autres produits laitiers et en crème glacée), le Québec dispose de produits laitiers en excédents, et cette tendance s'accroît spécialement en ce qui concerne certains produits laitiers, notamment le fromage Cheddar et le beurre.

D'après nos estimations, la production de poules et poulets s'accroît très rapidement. Nous avons atteint à peu près l'équilibre pour ces produits, et comme la consommation intérieure augmente beaucoup moins rapidement que la production, nous aurons des exportations nettes dans un avenir prochain. Nous sommes assez mal renseignés sur la situation du marché des autres volailles, incluant les oies et les canards, et les résultats obtenus ne permettent pas d'en tirer de conclusion.

La consommation de viandes augmentant beaucoup plus rapidement que la production, excepté pour le veau et le porc, nécessitera des importations beaucoup plus importantes.

Nous produisons beaucoup plus de légumes sans que la consommation en soit augmentée dans les mêmes proportions, mais nous restons très déficitaires dans ce secteur. Par contre, le Québec produira assez de pommes pour se suffire à lui-même, mais il aura toujours besoin d'un complément de fruits exotiques et autres.

Au total, si on envisage l'ensemble de la production et de la consommation, on observe un déficit notable dans la plupart des produits.

On note que le Québec se suffit en totalité pour les produits laitiers, les poules et poulets et bientôt les pommes; mais qu'un déficit appréciable s'annonce pour les viandes de boeufs, d'agneaux et de moutons.

Tableau 3.5 Degré d'auto-provisionnement en biens alimentaires au Québec — 1953-1976

	1953-55	1960-62	1965	1971	1976
	%	%	%	%	%
Céréales	0	0	0	0	0
Pommes de terre	82.4	70.2	63.4	55.3	48.7
Fruits (Total)	17.4	20.0	21.8	23.5	24.7
Pommes	68.6	83.6	91.5	100.2	105.0
Autres fruits	8.6	9.1	9.7	10.2	10.8
Légumes (Total)	43.1	53.4	56.4	54.8	53.6
Blé d'inde	44.0	69.5	72.3	73.4	69.8
Carottes	60.0	116.7	136.4	139.9	132.5
Céleri	27.3	19.5	16.1	12.9	10.6
Choux	56.1	62.1	64.8	71.7	78.3
Oignons	14.5	72.4	107.5	135.7	145.2
Pois verts	96.2	54.8	78.4	97.0	98.4
Autres légumes	42.1	40.3	34.9	25.8	25.1
Produits laitiers (Total)	102.4	109.5	112.0	118.7	122.0
Lait et crème nature	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Beurre	98.1	122.5	126.8	133.0	132.6
Fromage Cheddar	174.4	128.2	162.5	199.6	222.4
Autres fromages	48.9	47.4	55.6	91.8	118.7
Laits concentrés	305.3	215.8	180.9	136.8	124.7
Crème glacée	36.4	54.4	63.5	86.4	103.8
Bétail (Total)	49.5	46.4	44.9	43.8	43.3
Boeuf	30.8	27.2	24.0	21.5	20.2
Veau	50.8	65.4	67.1	69.1	64.5
Porc	73.8	71.8	75.1	80.0	82.5
Agneau et mouton	70.0	27.7	23.0	14.3	12.5
Volaille (Total)	45.7	70.8	86.7	89.5	95.4
Poule et poulet	43.5	77.0	98.9	106.8	115.1
Dinde	52.3	48.6	50.0	46.6	48.3
Autre volaille	100.0	107.1	97.0	83.2	73.9
Oeufs	63.6	60.6	60.6	64.5	65.1
TOTAL	60.2	60.0	61.0	61.3	61.6

NOTE: Les quantités ont été pondérées aux prix moyens de la période. Il ne s'agit ici que des biens affectés à la consommation humaine.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

Ces observations résument une situation fort complexe, et soulignent les forces et les faiblesses de l'agriculture québécoise qui doit nourrir une population toujours grandissante.

Il est évident que la production, malgré les progrès accomplis depuis 1950, ne couvre pas tous les besoins. En conséquence, les excédents sont rares et très faibles, et les déficits sont fréquents et importants.

CONCLUSION

Le recul relatif de la dépense alimentaire coïncide avec une meilleure alimentation en quantité et en qualité. Même si dans toutes les nations évoluées les hommes se nourrissent mieux aujourd'hui, il ne faut pas croire que la demande alimentaire puisse se développer indéfiniment.

D'abord chaque marché pris isolément finit par tomber sous le coup de la substitution. De même que la pomme de terre et le froment ont progressé jadis au détriment du seigle; aujourd'hui les viandes et les légumes se substituent au pain et aux pommes de terre. Les aliments végétaux sont remplacés par les aliments animaux. Les denrées énergétiques reculent au profit des aliments protecteurs (riches en protéine) qui demandent plus de transformation.

Si dans la période courte, c'est le phénomène de l'offre qui doit être surveillé, dans la période longue, c'est l'orientation de la demande qui doit retenir l'attention de l'économiste. La courbe de demande se déplace et se déforme; il convient de suivre ce cheminement et d'en dégager la tendance. Cependant, quand il s'agit de denrées alimentaires, ce cheminement demeure toujours lent et progressif, ne présentant que rarement des accélérations ou des ralentissements brusques. Il en va autrement pour le marché des matières premières où la demande connaît des fluctuations d'une amplitude bien plus grande.

Les conséquences d'une telle évolution de la consommation sont évidemment considérables: elles obligent d'abord l'agriculteur à cultiver moins de céréales panifiables, moins de féculents et plus de plantes potagères et d'arbres fruitiers. Elles l'obligent aussi à améliorer la présentation de ses produits et elles entraînent des transports à longue distance ainsi que l'intervention d'intermédiaires et de commerçants. Elles transforment ainsi d'une manière extrêmement sensible le métier même d'agriculteur; de sorte que la part de la production totale des productions traditionnelles décroît beaucoup plus rapidement que la part de l'ensemble de l'agriculture dans l'économie.

Il est donc bien vérifié que la consommation oblige sans cesse le producteur à modifier son activité; il en résulte une perturbation incessante qui marque entre la période contemporaine et celle qui l'a précédée une opposition absolue.

Tel est le phénomène général que nous appelons d'un mot classique en matière économique «inélasticité de la demande par rapport à l'offre». Il existe une inélasticité de la demande de biens alimentaires, car lorsque ces biens sont offerts en quantité illimitée, leur consommation est limitée par l'appétit du consommateur.

CHAPITRE IV

La place de l'agro-économie dans l'économie québécoise

Il serait incomplet d'étudier la place de l'agriculture au sein de l'économie globale en l'isolant des autres industries qui lui sont reliées. Des milliers d'emplois en dépendent tant dans les secteurs de l'entreposage et du traitement de denrées que dans ceux du transport et de la vente de produits agricoles. De nombreuses occupations doivent également leur existence aux fournisseurs de l'agriculture.

Le concept d'agro-économie utilisé ici se réfère à la «somme totale de toutes les opérations comprises dans la fabrication et la distribution des facteurs de production agricoles; l'exploitation productrice de la ferme même; l'entreposage, la transformation et la distribution des produits agricoles et des produits qui en sont faits ». ¹ Il s'agit donc de l'agriculture et des activités qui lui sont tributaires.

Dans ce chapitre nous voulons mesurer l'incidence du secteur agricole sur les autres secteurs de l'économie du Québec. ²

Nous analyserons la dimension de ce supersecteur de l'économie provinciale, supersecteur dont la base et le moteur sont l'agriculture; notons qu'il n'est pas toujours possible de déceler la part attribuable à l'agriculture québécoise, notamment pour les industries en aval.

Nous ne prétendons pas épuiser le sujet. Nous sommes sûrs qu'un tableau interindustriel pourrait donner une image plus complète de l'agriculture et de son influence sur l'économie globale. Ici, il ne sera question que de ce qu'il est convenu d'appeler l'influence directe de l'agriculture du Québec, et cela dans la mesure où il nous a été possible d'évaluer cette influence.

Section I.

Interdépendance des diverses activités économiques

Le niveau d'activité de chaque secteur économique dépend non seulement des débouchés finals de la production de ce secteur, c'est-à-dire de la vente au consommateur ou à l'exportateur, mais est déterminé aussi dans une certaine mesure par le niveau d'activités des autres secteurs. Cela tient à ce que les secteurs se livrent les uns aux

1. John H. Davis et Ray A. Goldberg. *A Concept of Agribusiness*, Boston, Division of Research, Harvard Business School, p. 2, 1957.

2. On retrouvera à l'annexe IV, la méthode utilisée.

autres, une partie de leur production qui est transformée avant d'être vendue à l'utilisateur final.

En effet, les achats d'une industrie à une autre sont destinés à être incorporés à des produits qui, après diverses transformations, profiteront finalement aux consommateurs. Il en résulte que le niveau d'activité d'une industrie est lié de façon complexe à l'ensemble des achats des utilisateurs finals.

De façon simple, on peut observer qu'après avoir été incorporés dans un produit de la ferme québécoise et après avoir perdu leur identité, les produits des industries en amont poursuivent leur circuit; ainsi un facteur de production après s'être incorporé à l'exploitation de la ferme contribue finalement à la production de denrées alimentaires prêtes à satisfaire les consommateurs.

Pratiquement, on est conduit à faire appel à la technique dite des échanges entre secteurs, mais il faut bien dire que les résultats que nous avons obtenus constituent un minimum et qu'en vérité le secteur agricole est un facteur d'entraînement beaucoup plus important que ne peuvent le démontrer nos résultats.

Quelques données globales relatives à l'agro-économie

Le degré de dépendance des industries liées à l'agriculture est difficile à établir. Les tableaux qui suivent ne sont qu'une illustration de ce qu'il est possible d'atteindre avec les moyens que nous avons à notre disposition. Nous avons décidé de diviser ce secteur en trois: d'abord les industries en amont, c'est-à-dire celles qui fournissent les facteurs de production à l'agriculture, puis le secteur agricole proprement dit, et enfin, le secteur en aval où se trouvent les clients de l'agriculteur.

D'après les tableaux qui suivent, on peut constater qu'en 1961 les récoltes ont influencé un grand nombre d'industries connexes: telles les industries de conservation, de transformation, de transport, etc. Toute une zone de la vie économique se trouve dominée par la masse des produits agricoles.

D'un autre côté, la demande de l'agriculteur pour certains produits tels que: les engrais, les machines agricoles, etc., a des répercussions sensibles et toujours grandissantes sur l'activité du secteur industriel.

Pour bien caractériser l'agro-économie et en apprécier l'importance, il suffit de noter quelques chiffres tirés du tableau et graphique 4.1 ¹. En 1961 le secteur primaire de l'agro-économie, c'est-à-dire l'agriculture proprement dite employait 7.6 pour cent de la main-d'oeuvre totale au Québec, alors que l'agro-économie dans son ensemble employait 15 pour cent de cette main-d'oeuvre. Les chiffres sont

plus révélateurs si nous comparons la contribution de l'agriculture et de l'agro-économie à la Production intérieure brute du Québec: l'agriculture en 1961 y participait pour 2.5 pour cent seulement alors que l'agro-économie y participait pour plus de 14 pour cent.

Tableau 4.1 Place de l'agro-économie dans l'économie québécoise — 1961

	Employés		Salaires		Valeur ajoutée ¹	
	'000	%	\$000	%	\$000	%
Agro-économie *	265	14.6	395,208	7.9	1,235,130	14.1
Amont	(19)	(1.0)	(64,682)	(1.3)	(279,646)	(3.2)
Aval	(108)	(5.9)	(302,833)	(6.1)	(732,876)	(8.4)
Agriculture	(138)	(7.6)	(27,693)	(0.6)	(222,608)	(2.5)
Reste	1,555	85.4	4,582,792	92.1	7,540,870	85.9
Economie						
québécoise						
totale	1,820	100.0	4,978,000	100.0	8,776,000 ²	100.0

* On trouvera les détails par industrie à l'annexe 4.

1. La valeur ajoutée provenant des manufactures n'inclut pas la dépréciation, comme c'est le cas pour le total; les valeurs ajoutées et les pourcentages donnés dans ce tableau sont donc légèrement biaisés à la baisse, excepté pour l'agriculture.

2. Cette valeur ajoutée correspond à la P.I.B. au coût des facteurs.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques. (juin 1967).

Comme le montre le tableau et le graphique 4.2, les secteurs en amont et en aval, secteurs secondaires et tertiaires, dont la main-d'oeuvre représentait environ 48 pour cent de l'ensemble de l'agro-économie recevait 93 pour cent des salaires, alors que le secteur primaire de l'agro-économie avec 52 pour cent des effectifs n'en recevait que 7 pour cent. Il faut dire cependant que cette main-d'oeuvre ne contribuait que pour 18 pour cent à la création de la valeur ajoutée dans l'ensemble de l'agro-économie...! Est-ce que ce rapport entre la valeur ajoutée et la main-d'oeuvre est influencé par la productivité ou les prix? ou les deux à la fois, et dans quelle proportion? L'état de nos recherches ne nous permet pas d'en donner la réponse.

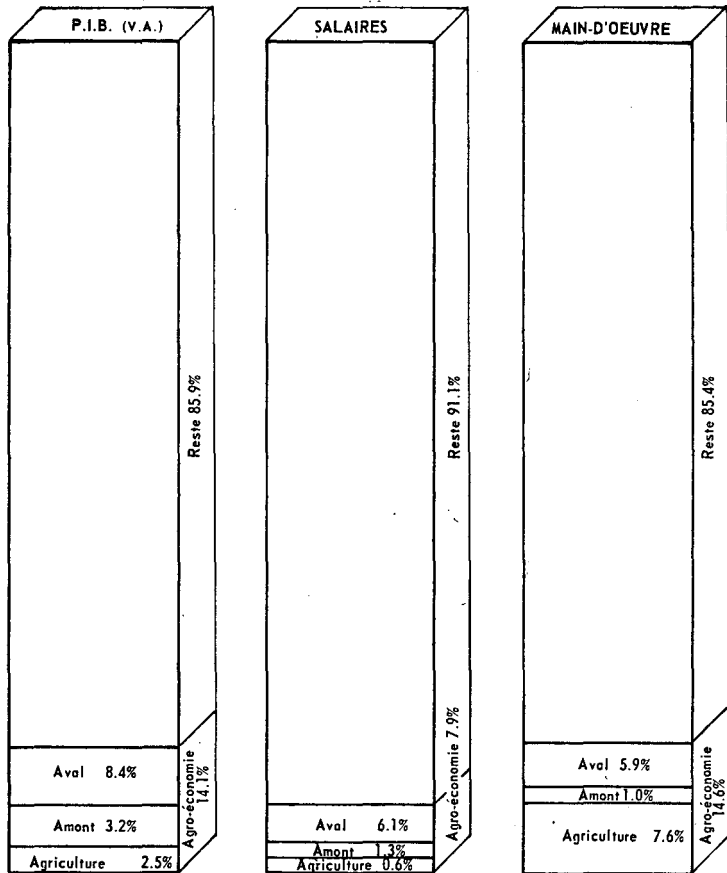
Il nous suffit de mentionner quelques-unes des industries qui sont tributaires de l'agriculture pour démontrer que ces chiffres n'ont rien d'exagéré. Ainsi dans les industries manufacturières en amont de l'agriculture, il y a en premier lieu les fabrications de provendes dont la presque totalité de la production est achetée par l'agriculture; or cette industrie emploie au-delà de 2,300 personnes et contribue pour plus de 20 millions de dollars à la Production intérieure brute du Québec. Il en est de même pour les industries qui fabriquent des instruments aratoires et celles qui fabriquent les engrais chimiques.

1. On trouvera les détails par industrie à l'annexe 4.

IMPORTANCE RELATIVE DE L'AGRO-ÉCONOMIE DANS L'ÉCONOMIE TOTALE

QUÉBEC

1961



Source: Tableau 4.1

Tableau 4.2 Les composantes de l'agro-économie — Québec — 1961

	<i>Industries amont et aval</i>		<i>Agriculture</i>		<i>Agro-économie totale</i>	
	'000	% *	'000	% *	'000	% *
Employés (nombre)	127	48.0	138	52.0	265	100.0
Salaires (\$)	367,515	93.0	27,693	7.0	395,208	100.0
Valeur ajoutée ¹ (\$)	1,012,522	82.0	222,608	18.0	1,235,130	100.0

* Importance relative.

1. La valeur ajoutée provenant des manufactures n'inclut pas la dépréciation, comme c'est le cas pour le total; les valeurs ajoutées et les pourcentages donnés dans ce tableau sont donc légèrement biaisés à la baisse, excepté pour l'agriculture.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques.
(juin 1967).

La proportion des expéditions des industries en amont acheminée vers l'agriculture est assez difficile à déterminer, faute d'un tableau des échanges interindustriels. En effet il y a nombre de manufactures et de services qui vendent à l'agriculture sans que celle-ci soit leur unique client.

Par contre, la part des industries en aval dans l'agro-économie est plus facilement saisissable, du moins en ce qui concerne le premier cycle; car à ce stade, on peut identifier cette industrie au moment où elle achète sa matière première à l'agriculture pour la transformer, l'entreposer, la transporter ou pour la vendre par la suite. C'est un fait incontestable que les travailleurs employés dans les abattoirs et salaisons, les usines de transformation du lait, les fabriques de provendes et les moulins à farine, sont très directement liés à l'agriculture, et en dépendent en quelque sorte. Il n'est pas moins important de noter que la valeur ajoutée par ces seules industries représente environ 140 millions de dollars, ce qui est plus de la moitié (60 pour cent) de la valeur ajoutée par l'agriculture elle-même.

Une foule d'activités tertiaires (services) émanent de l'agriculture; faute de temps, nous avons dû nous limiter à estimer uniquement la proportion du commerce et du transport que l'agriculture met à contribution.

Section 2.

Évolution de l'agro-économie

A cause de la carence statistique, il ne nous a pas été possible de mettre en lumière l'évolution de ce supersecteur pendant toute la période couverte par notre étude, soit de 1946-1965. Cependant nous avons cru bon de mettre en annexe certaines données portant sur cette

partie de l'agro-économie, comprenant seulement l'agriculture et les manufactures et indiquant l'évolution de 1961 à 1964. Ceci a permis de constater que la valeur ajoutée de ce supersecteur est passée de 505 millions à 621 millions de dollars, alors que la part de l'agriculture diminuait passant de 176 millions à 168 millions de dollars. On comprend aisément que l'évolution ainsi mesurée est en deçà de la réalité, puisque le rôle joué par le secteur tertiaire à l'intérieur de l'agro-économie est ici ignoré.

On peut aussi illustrer cette évolution de façon plus globale en se référant d'une part, aux frais de commercialisation des denrées alimentaires (aval) à partir de la ferme jusqu'à la destination finale du produit et, d'autre part, à l'analyse des frais d'exploitation de la ferme (amont).

*Gonflement des secteurs intermédiaires en aval
et en amont aux dépens du secteur agricole*

Secteur en aval

La part de plus en plus grande des frais associés aux dépenses d'alimentation met en évidence l'évolution de ce secteur.

La structure des coûts est évidemment très variable selon les produits. L'écart entre les coûts de production et les prix à la consommation est dû aux frais matériels, charges agricoles, etc. qui forment un ensemble complexe.

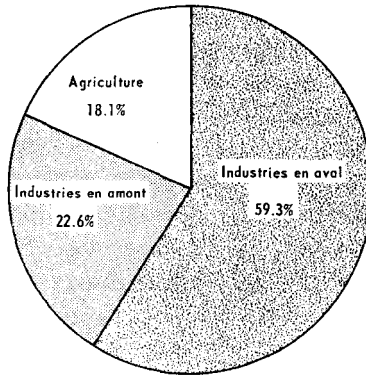
Tableau 4.3 Estimation des frais de commercialisation de la ferme au détail pour les denrées alimentaires produites au Canada — 1949-1964

Année	Valeur au détail \$'000,000	Valeur agricole des denrées alimentaires brutes \$'000,000	Frais de commercialisation de la ferme au détail \$'000,000	Valeur agricole en pourcentage de la valeur au détail %
1949	2,111	1,234	877	58
1950	2,247	1,292	955	57
1951	2,643	1,544	1,099	58
1952	2,759	1,554	1,205	56
1953	2,925	1,487	1,438	51
1954	2,930	1,481	1,449	51
1955	3,101	1,493	1,608	48
1956	3,313	1,562	1,751	47
1957	3,607	1,617	1,990	45
1958	3,880	1,735	2,145	45
1959	4,081	1,786	2,295	44
1960	4,300	1,760	2,540	41
1961	4,332	1,782	2,550	41
1962	4,573	1,924	2,649	42
1963	4,669	1,988	2,681	43
1964	5,029	2,043	2,986	41

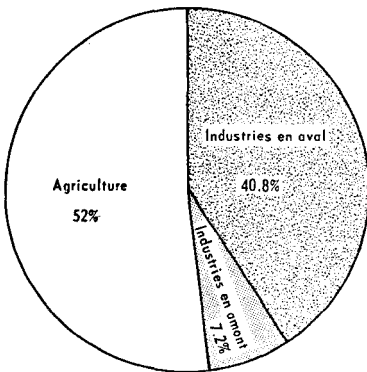
SOURCE: L'Economie agricole au Canada, K.E. Cann et L.C. Rayner, p. 28, Ottawa, (octobre 1966).

IMPORTANCE RELATIVE DES COMPOSANTES DE L'AGRO-ÉCONOMIE PROVINCE DE QUÉBEC 1961

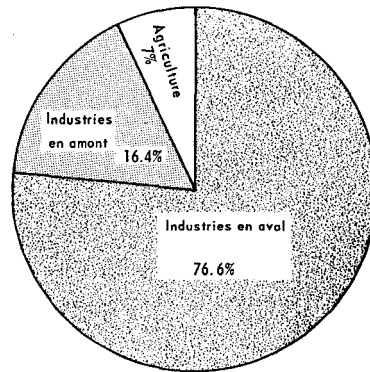
VALEUR AJOUTÉE (P.I.B.)



MAIN-D'OEUVRE



SALAIRES



Source: Tableau 4.2

Au tableau 4.3 nous présentons des estimations canadiennes qui semblent refléter assez fidèlement la situation au Québec. On constate la baisse continue de la valeur à la ferme par rapport à la valeur au détail. A long terme, la valeur ajoutée par les stades intermédiaires s'est accrue relativement plus vite que celle du stade initial, c'est-à-dire à la ferme. On peut donc affirmer qu'il y a eu glissement du primaire vers le secondaire. C'est le recul de l'économie domestique au profit de l'économie industrielle. Il faut, bien entendu, situer ce phénomène dans le développement d'ensemble de l'économie.

D'une part, les agriculteurs sont de moins en moins nombreux, d'autre part, ils tendent à sortir de leur isolement autarcique tant en ce qui concerne la consommation familiale (l'auto-consommation par rapport à la production totale est passée de 22 pour cent en 1946 à 14 pour cent en 1965), qu'en ce qui concerne les dépenses d'exploitation. La transformation des produits se fait de plus en plus hors de la ferme surtout dans le cas de denrées telles que fromage, beurre, lait pasteurisé, conserves, etc... Dès lors, les agriculteurs ne touchent plus que la valeur de la matière première, le reste passant au secteur de la transformation.

La distribution de produits élaborés amène une augmentation des transports, des installations de conditionnement et d'entreposage etc..., et profite donc aux autres secteurs de l'économie. Tous les secteurs, ou presque tous les secteurs, en profitent, excepté le secteur agricole qui pourtant est à l'origine de cette multiplication de revenus et d'emplois.

L'accroissement relatif des coûts intermédiaires se reflète dans l'élasticité-revenu qui paraît moins faible en ce qui concerne la dépense alimentaire qu'en ce qui concerne la quantité d'aliments consommés. C'est en effet le coût unitaire de la calorie qui s'élève avec le revenu (donc au profit de l'industrie), beaucoup plus que le nombre de calories absorbées (ce qui limite le revenu du cultivateur). Si la dépense augmente plus que la quantité, c'est moins par une amélioration de la qualité imputable au cultivateur, que par une extension des services qui sont liés au produit et imputables à l'industriel et au commerçant.

Secteur en amont

Au fur et à mesure du développement économique, l'agriculteur qui reçoit une part décroissante de la dépense du secteur agro-économique, doit en reverser une fraction croissante aux autres secteurs pour l'achat des biens et services nécessaires à l'exploitation. Il se produit une redistribution des tâches aux dépens du secteur agricole, non seulement par les annexions qu'effectue l'industrie dans le sec-

teur de la transformation, mais aussi par les besoins accrus d'intrants suscités par le progrès technique qui sont à la charge de l'agriculteur. L'évolution des méthodes de production vient ici s'ajouter à celle de la consommation et de la transformation des produits.

Donc le déclin relatif du revenu agricole ne s'explique pas seulement par la diminution de la dépense alimentaire (effets en aval) et de la part qui en revient aux agriculteurs, mais aussi par l'augmentation des dépenses que le cultivateur doit faire pour se procurer les facteurs nécessaires à la production (effets en amont). En effet, en affectant une part plus grande des recettes brutes au profit de ses fournisseurs, le cultivateur réduit d'autant son revenu net. Le tableau 4.4 indique que les dépenses versées par l'agriculteur au secteur en amont ont augmenté de près de 200 pour cent au cours de la période 1946-1965, alors que la valeur de la production a augmenté de moins 100 pour cent, ce qui a fait que la dépense courante par rapport à la valeur de production est passée de 47 à 72 pour cent au cours de la même période.

En effet, dans une économie moderne comme celle du Québec, le revenu net des agriculteurs ne représente plus que le quart des recettes brutes, alors que la part de ces mêmes recettes par rapport à la dépense nationale ne cesse de diminuer: le déclin relatif du revenu agricole s'explique par une évolution convergente dans les structures de la production, de la distribution et de la consommation.

Dans quelle mesure peut-on agir sur l'évolution de l'agriculture

Les nombreuses statistiques de nos premiers chapitres consignent sous forme de résultats globaux l'aboutissement de mouvements fort complexes. D'un côté, certaines conditions naturelles et certains facteurs techniques sont à l'origine du recul relatif de l'agriculture mais d'un autre côté, ce recul se trouve renforcé par des comportements et

Tableau 4.4 Dépenses courantes et valeur de la production totale — Québec — 1946 et 1965

(\$ courants)

Année	Dépenses courantes	Indice	Valeur de la production totale	Indice	1 3 %
	'000		'000		5
	1	2	3	4	
1946	143,022	100.0	301,372	100.0	47.5
1965	422,825	295.6	585,428	194.3	72.2

Note: Calculs faits à partir des données de Farm Net Income, D.B.S. Cat. no. 21-502, 1926-57, chiffres révisés, 1951-1965.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

des institutions qui n'ont pas toujours leur raison d'être. Que le développement du secteur tertiaire, par exemple, soit un phénomène sain en principe n'exclut pas l'existence d'excès et d'abus. Toute l'histoire de l'agriculture traditionnelle est marquée par la domination qu'ont exercée sur elle les industriels et, surtout les intermédiaires: marchands, transporteurs, banquiers, etc. Les agriculteurs se sont fréquemment trouvés pris comme dans un étau entre leurs acheteurs et leurs vendeurs, se trouvant devant l'un et l'autre en situation d'infériorité. Que l'on songe à la singulière posture des agriculteurs, souvent rappelée d'ailleurs, qui sont à peu près les seuls producteurs qui en raison de leur petite taille et de leur dispersion doivent acheter au prix de détail et vendre au prix de gros. Rappelons aussi que l'agriculteur se trouve en général seul en face des commerçants habiles et puissants qui représentent souvent une grosse entreprise capitaliste. On sait d'une part que les machines, les produits chimiques, les transports et les capitaux nécessaires à la culture, relèvent des industries particulièrement concentrées et que, d'autre part, les chaînes de magasins spécialisés dans la distribution des produits alimentaires sont souvent de grandes puissances.

Vers une agriculture industrialisée

Pour comprendre les structures dans lesquelles les exploitations agricoles du Québec s'intègrent, il faut connaître le lien des exploitations agricoles avec le reste de l'économie et la participation des agriculteurs au corps social.

Est-ce que le phénomène biologique que l'agriculteur met à profit et la dispersion géographique de son activité demeurent une véritable frontière entre l'agriculture et l'industrie? La vie rurale, les particularités psychologiques dues à l'activité agricole, les habitudes du passé font-elles des agriculteurs un monde à part? Au Québec il n'existe pas de réponse valable à ces deux questions.

Le temps n'est plus où l'exploitant agricole achetait ou vendait à des agents économiques de même importance que lui: artisans, commerçant ruraux, consommateurs, etc. Aujourd'hui, il est en relations d'affaires avec des firmes commerciales beaucoup plus importantes, plus puissantes, plus riches que son exploitation, et mieux informées que lui.

Les déboires qu'ils ont rencontrés ont conduit les agriculteurs à effectuer en commun leurs achats et leurs ventes, ainsi qu'à transformer certains produits avant de les vendre. Ils ont formé des groupements, qui sont souvent unis ou fédérés au niveau régional ou national. Beaucoup d'entre eux ont pris la forme de sociétés coopératives. Dans certains pays, les groupements d'agriculteurs ont pris d'autres formes

juridiques. En France par exemple, les agriculteurs se sont groupés dans des syndicats, et en Belgique ils ont formé des sociétés de capitaux.

En général, les gouvernements ont encouragé les agriculteurs à former des groupements, afin de pouvoir surmonter leurs difficultés. La contrepartie des avantages ainsi obtenus est une certaine autorité gouvernementale qui se manifeste à l'endroit des organisations coopératives. L'organisation de marchés agricoles a contribué à établir un lien étroit entre les groupements de producteurs et les organisations officielles de marchés.

Grosse épargnante, l'agriculture n'a-t-elle pas, au 19^e siècle, financé le développement industriel? Aujourd'hui, l'agriculture n'est plus convenablement reliée aux sources de financement dont elle a besoin. La dispersion de sa clientèle, la faible rentabilité des placements, l'impossibilité de prendre des participations en capital, ont souvent éloigné le secteur bancaire de l'agriculture.

L'intégration verticale améliore l'échange d'informations entre l'exploitation agricole et le reste de l'économie. Elle a pour point de départ un contrat conclu entre une firme industrielle ou commerciale et l'exploitation agricole. Celle-ci s'engage à produire une quantité donnée dans des conditions et des délais déterminés. Quelquefois, le prix d'achat et plus souvent l'écoulement sont garantis. Le risque souvent dénoncé est que l'évolution amorcée aboutisse à la mise en tutelle de l'agriculteur, ce qui pourrait aller jusqu'au salariat et à l'exploitation de l'agriculteur. Il n'en demeure pas moins que l'intégration verticale peut constituer un facteur d'évolution des structures agricoles.

Du fait de la multiplication des liens entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie (l'intégration verticale en est un exemple), l'influence de l'industrie et du commerce sur l'agriculture sera accrue, et l'agriculture en profitera d'autant plus qu'elle sera proche des pôles du développement industriel.

L'évolution de l'agriculture elle-même passera-t-elle par l'industrialisation que certains jugent inéluctable? Il est peu probable qu'elle soit très rapide quant à la production végétale ou à l'élevage puisqu'en pareil cas l'activité agricole est surtout liée au sol. En effet, le coût de la terre, les obstacles naturels, juridiques et psychologiques à la concentration de l'activité agricole, notamment les difficultés de la surveillance sur la ferme lorsqu'une telle activité doit s'exercer sur des terrains dispersés, les conditions climatiques qui rendent difficiles les prévisions budgétaires, les fluctuations saisonnières de la demande de main-d'oeuvre salariée, empêchent l'industrialisation de cette partie de la production agricole. La transformation de produits animaux, tels que lait, viandes et oeufs, ainsi que l'entreposage des produits

végétaux et surtout des produits végétaux standardisés, faciles à transporter et à stocker comme les céréales par exemple, peuvent être confiés à des unités industrielles qui, à l'instar des usines, exigent une surface très restreinte. Un tel système permettrait des économies d'échelle substantielles.

L'agriculture évoluera-t-elle vers une séparation plus nette qu'aujourd'hui entre la culture et l'élevage? Cela exigerait une transformation des structures qui aboutiraient à un état très semblable à celui des autres activités de transformation de la matière.

CONCLUSION

Si la part du revenu agricole dans le Revenu national décroît, cela tient d'abord au fait que décroît la part relative de la dépense alimentaire dans la Dépense nationale. La résistance de la consommation alimentaire à la compression comme à l'expansion est bien connue dans le contexte de la croissance économique à long terme, l'augmentation des dépenses pour les biens alimentaires étant moins que proportionnelle. Mais ce n'est pas tout, l'action de ce premier facteur est renforcée par un autre qui tend à faire décroître dans cette dépense relative déjà décroissante, la part qui finalement reviendra aux agriculteurs à titre de revenu net.

En même temps que le déclin relatif du secteur primaire, nos travaux ont mis en lumière le développement du secteur tertiaire et secondaire: les intermédiaires réduisent la marge des bénéfices de l'agriculteur aussi bien à la vente des produits agricoles qu'à l'achat des facteurs de production. En effet, le secteur secondaire s'est également accru aux dépens de l'agriculture, à la fois dans la transformation des produits agricoles et dans la fabrication des moyens de production. Ainsi sur la somme versée par les consommateurs, les manufacturiers et distributeurs déduisent la part de la production totale qui leur est imputable, et de ces recettes brutes, les fabricants et marchands de machines, d'engrais, etc. réduisent la part du revenu net qui finalement restera à l'agriculteur. Cette évolution vers une plus grande division du travail n'est nullement malsaine en principe, dans la mesure où elle conditionne le progrès de la productivité agricole; mais cette nouvelle exigence de la croissance implique une nouvelle diminution de la part nette de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie.

En faisant des investissements para-agricoles, nous accroissons la productivité et la rentabilité de l'agriculture. Si dans ce qui a été appelé les secteurs d'amont, il n'y a pas d'investissements qui fournissent les moyens d'une culture plus intensive ou moins coûteuse, y compris les engrais, amendements, insecticides, machines agricoles et

semences, etc... aucun progrès agricole n'est possible. C'est là une condition préalable à la productivité agricole d'un pays hautement industrialisé où, la productivité de l'agriculture est fonction de la productivité des industries fabriquant les produits nécessaires à l'agriculture. Si, par exemple, la productivité des usines produisant des facteurs agricoles est faible, il en résulte un désavantage considérable pour l'agriculteur qui est contraint d'utiliser des machines et matières trop coûteuses. Le fait que la productivité des usines canadiennes de matériel agricole soit très inférieure à celle des usines américaines, est une des raisons pour lesquelles la productivité de l'agriculture québécoise est inférieure à celle de l'agriculture américaine.

Mais ce sont surtout les investissements réalisés dans les industries en aval — stockage, transformation, transport de produits agricoles — qui peuvent augmenter la rentabilité de l'agriculture dans une économie commerciale, puisqu'ils modifient les coûts de distribution du produit sur le marché. A moins qu'elle ne dispose de capitaux fournis par une société coopérative pour effectuer les investissements nécessaires dans les industries en aval, l'agriculture met son sort entre les mains de ceux qui décident de tels investissements. Elle constitue un secteur dominé dans une telle structure économique.

CHAPITRE V

La productivité de l'agriculture québécoise

Lorsque la productivité du travail s'accroît dans la fabrication d'un produit, le marché de ce produit tend à se saturer. En effet, il n'est pas de produit qui, offert à satiété et à si bas prix que ce soit, ne finisse par lasser le consommateur, qui néanmoins, continue à désirer des produits plus rares.

La productivité du travail et le progrès économique

Il va sans dire qu'une production accrue, grâce aux progrès techniques, contribuera à une économie progressive et au bien-être de la population, c'est-à-dire que la consommation globale de biens et services s'accroîtra pour un travail constant ou même décroissant. C'est là un aspect fondamental de l'évolution économique contemporaine.

La mobilité de la population active, c'est-à-dire l'obligation de changer de profession qui s'impose aux travailleurs salariés et aux chefs d'entreprise, est une des conséquences tant directes qu'indirectes des progrès techniques. La dépopulation des campagnes, considérée jusqu'en 1950 comme une catastrophe et attribuée à l'attrait qu'exerçait la grande ville sur les ruraux, doit être reconsidérée en fonction de ces données. Tous ceux dont les ancêtres ont cultivé la terre, savent bien en effet qu'étant profondément attachés à leur terre, ce n'est que contraints et forcés qu'ils l'ont quittée.

Aujourd'hui, les jeunes partent surtout parce que le niveau de vie y croît moins vite qu'à la ville, ce qui est facile à comprendre quand on sait que le nombre d'agriculteurs nécessaires pour nourrir une population donnée est de nos jours obligatoirement amené à se réduire par suite du progrès technique. Ceci d'ailleurs n'est pas propre aux agriculteurs, tous les métiers dans lesquels le progrès technique permet d'accroître la production, sans qu'en même temps la consommation puisse sensiblement s'accroître, doivent connaître des crises de chômage frictionnel jusqu'à l'exode de la population active. La main-d'oeuvre industrielle a toujours absorbé une part importante de ce qu'on appelle «le chômage technologique»; mais la constatation des faits enregistrés depuis une centaine d'années nous permet d'être à cet égard plus optimistes. En effet, un accroissement du rendement du travail oblige la population à donner une plus grande importance aux loisirs, ce qui se traduit par un accroissement de la faculté de con-

somation. Ceci s'explique par le fait qu'une demande stagnante dans un secteur est toujours accompagnée d'une demande amplifiée dans un autre secteur. Il importe cependant de ne pas oublier que la consommation, au fur et à mesure qu'elle s'accroît en volume, provoque des modifications de sa structure. Le phénomène de saturation de la consommation se manifeste d'abord à l'égard des biens primaires, ensuite à l'égard des biens secondaires. Par contre, la production tertiaire, peu favorisée par le progrès technique, reste toujours suffisamment faible pour qu'aucun phénomène de saturation de la consommation ne puisse s'y manifester: ainsi s'accroît sans cesse la demande de biens et services tertiaires émanant d'une masse populaire de plus en plus nombreuse. Ce phénomène de déplacement de la demande des consommateurs entraîne nécessairement des migrations constantes dans la population active et c'est cette évolution qui amènera une part de plus en plus importante de la population active dans le secteur tertiaire, où les effets de la productivité se font le moins sentir.

Dans tous les pays industriels depuis 1940, les économistes, les chefs d'entreprise et les hommes politiques responsables des secteurs économiques se passionnent pour le problème de la productivité. Nous avons nous aussi abordé le problème, et nous présentons ici quelques résultats d'ensemble touchant le secteur agricole du Québec.

Section 1.

Les facteurs de production

Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation de la production agricole au Québec, et la plupart d'entre eux sont communs à bien d'autres régions agricoles. Au Québec cette évolution de la production est d'autant plus remarquable qu'elle est accompagnée d'une légère réduction de la surface cultivée, ce qui revient à dire qu'elle est essentiellement imputable à l'augmentation des rendements. L'accroissement des rendements pour sa part résulte dans une large mesure de l'emploi accru de facteurs d'intensification de la production, comme la machinerie agricole, les engrais chimiques et les aliments du bétail.

Les progrès techniques au sens le plus large, supposent la connaissance du sol, des engrais et des nouvelles techniques de production et aboutissent à l'amélioration des rendements. Pour que ces progrès fassent sentir leurs effets dans le domaine de l'agriculture, il faut des délais plus longs que dans l'industrie. Il faut que les connaissances nouvelles soient répandues et mises en application. Mais une fois qu'ils se font sentir, ces progrès ont des effets continus. On se rend bien compte que s'il y a des révolutions industrielles, il n'y a que des évolutions agricoles.

Nous l'avons vu, l'offre agricole en période longue doit son inertie aux trois facteurs classiques de production: la terre, le travail et le capital. Nous allons le montrer en reprenant respectivement chacun de ces facteurs.

L'inertie du facteur naturel résulte tout d'abord de la nature des choses; la terre, agent principal de la production agricole, est inextensible. A Québec, on a quelquefois défriché des terres nouvelles, cependant ces expériences ne se sont pas avérées toujours très fructueuses. Sans doute, n'est-il pas exclu de penser que toutes les terres cultivables du Québec seront un jour exploitées, et que la loi des rendements décroissants mise en échec au 19e siècle par l'élargissement du marché et par la technique, s'imposera de nouveau dans un avenir plus ou moins éloigné à l'échelle mondiale.

Cependant dans l'état actuel des choses, les qualités de la terre s'imposent à l'agriculteur. Nous n'avons que peu de moyens pour modifier son étendue et ses qualités. Si on veut accroître une culture, on ne peut y arriver qu'en sacrifiant une autre culture.

L'exode rural ne contredit nullement ce que nous appelons l'inertie du facteur humain. Les véritables sujets de surprise et d'émerveillement résident bien moins dans le nombre de ceux qui s'en vont que dans l'obstination de ceux qui restent. L'exode rural est un phénomène lent et paisible, la structure d'âge de cette catégorie de main-d'oeuvre y est probablement pour beaucoup. Il faut observer qu'à l'inverse, quand la terre a besoin de bras supplémentaires, elle ne les trouve que fort difficilement. L'exode rural n'est pas un mouvement réversible. La main-d'oeuvre urbaine ne revient pas aux champs, sinon dans des circonstances extrêmement rares, par exemple, en période de récession économique comme ce fut le cas au cours des années '30. Le facteur humain apparaît donc comme extrêmement inerte, aussi inerte que la terre et l'usine. Tout changement se heurte dans le monde rural à des résistances extrêmement fortes.

Le facteur technique dans l'agriculture ne présente guère plus de souplesse que les autres facteurs de la production. En général le capital fixe dans une exploitation ne peut pas être dégagé, et il en est de même pour de nombreuses installations matérielles. Les avances foncières sont dans beaucoup de cas perdues pour l'exploitant qui décide de changer sa culture.

C'est pourquoi dans la période longue, l'offre agricole semble plus stable que l'offre industrielle. Cette stabilité tient à cette inertie des composantes de la production agricole.

Nous pouvons déjà pressentir à travers les développements qui précèdent que l'adaptation sera difficile entre les facteurs du marché. La difficulté apparaît dans la longue période lorsque l'offre inerte par nature fait face au changement progressif, considérable et inévitable

d'une demande dont nous avons fait l'étude dans un chapitre précédent.

Les ressources agricoles du Québec doivent aussi être appréciées en fonction des besoins et des possibilités de mise en valeur. Il faut donc distinguer les ressources actuelles des ressources potentielles. D'une part, nous savons qu'au Québec la demande globale est satisfaite, grâce aux importations alimentaires qui atteignent un degré que nous avons établi dans un chapitre précédent; nous savons, d'autre part, que le coefficient d'auto-approvisionnement varie beaucoup d'une production à l'autre.

Comme nous l'avons vu, la terre arable devient de plus en plus rare par rapport au nombre de personnes vivant dans la province. Le travail devient également plus rare par le transfert des travailleurs du secteur primaire aux secteurs secondaire ou tertiaire. Le nombre d'agriculteurs dans toutes les nations du monde tend à diminuer d'une façon relative et d'une façon absolue. Par contre, le capital employé par l'agriculteur devient de plus en plus considérable, et ce dernier facteur permettra de compenser la rareté relative des deux autres — travail et bien-fonds — dont la productivité augmentera. Un tel schéma est sans doute, fort approximatif et quelque peu arbitraire.

Néanmoins, en nous plaçant dans la longue période, nous observons des changements notables. Nous avons vu en analysant la demande des produits, comment celle-ci a transformé l'offre dans ses composantes essentielles, et comment elle a peu à peu imposé ses impératifs à la production. Donc, tout comme la structure de la production, les ressources employées dans l'agriculture ont aussi varié.

Les tableaux de ce chapitre présentent l'évolution de ces facteurs de production au Québec, pour les années 1946 à 1965, et une projection pour les années 1971 et 1976.

Il est convenu de diviser ceux-ci en intrants variables et en intrants fixes (formation de capital) que nous analyserons successivement:

Intrants variables

Les intrants variables sont très diversifiés comme le montre le tableau 5.1 qui illustre l'évolution et la répartition de ces facteurs, en terme physique. Ils comprennent: taxes, impôts fonciers, gages, intérêts, alimentation animale, gazoline, huile et graisse, réparation des bâtiments, de l'outillage et des machines, engrais chimiques, électricité, téléphone et divers. En terme de dépense en dollars courants, ils ne représentaient que 47.5 pour cent de la valeur de la production ¹ en 1946, alors qu'ils représentent actuellement 72 pour cent.

1. C'est la production brute qui comprend l'ensemble des ressources mises en oeuvre dans l'agriculture. (Voir tableau 4.4).

Bien que l'ensemble de ces intrants ait évolué à un taux annuel négatif (-1.2 pour cent) de 1946 à 1965, chacun de ces facteurs pris séparément a eu une évolution bien différente comme l'indique le tableau 5.1.

C'est cet appel croissant de la plupart des facteurs de production qui a permis l'augmentation constante du volume et de la valeur de la production agricole, que l'on a pu chiffrer en 1965 comme étant supérieure de 94 pour cent à celle de 1946. A long terme, l'évolution des dépenses courantes d'une part, et celle de la valeur de la production agricole d'autre part, sont divergentes, et les achats ont un taux d'accroissement plus rapide que celui de la production, soit de 195.6 pour cent (tableau 4.4). Cependant, l'évolution de l'indice des prix des produits agricoles et l'évolution des prix des produits industriels achetés par l'ensemble des exploitants agricoles ne se fait pas dans un sens favorable à l'agriculture. Pour faire ressortir l'évolution diver-

Tableau 5.1 Evolution et importance relative des intrants * en agriculture — Québec — 1946-1976

INDICE 1946=100

	1946 % **	Indice	1965 % **	Taux de croissance	Indice	1971 % **	Indice	1976 % **
Taxes	(1.8)	81.0	(1.8)	-1.1	70.1	(1.6)	66.3	(1.4)
Gages	(66.9)	41.9	(35.1)	-4.9	27.6	(23.7)	21.4	(16.8)
Intérêts	(1.1)	377.9	(5.3)	8.9	549.0	(7.9)	840.9	(11.0)
Proventes	(17.3)	134.3	(29.1)	2.2	136.7	(30.4)	152.4	(30.9)
Gazoline, huile & graisse	(1.5)	220.4	(4.1)	3.8	276.6	(5.3)	333.4	(5.8)
Rép. + Dépr. (machinerie)	(3.1)	206.6	(7.9)	3.9	258.0	(10.1)	312.4	(11.2)
Rép. + Dépr. (bâtiments)	(4.1)	117.1	(6.0)	1.6	136.6	(7.2)	147.8	(7.1)
Engrais chimique	(1.3)	165.6	(2.7)	3.1	170.6	(2.9)	198.7	(3.1)
Electricité & téléphone	(0.2)	457.2	(1.3)	8.0	732.6	(2.1)	1,076.5	(2.9)
Divers	(2.7)	197.8	(6.7)	4.1	253.2	(8.8)	309.6	(9.8)
TOTAL	(100.0)	79.9	(100.0)	-1.2	68.8	(100.0)	64.8	(100.0)

* On notera que certains de ces postes peuvent être considérés ou bien comme intrants

* fixes ou bien comme intrants variables, tels que taxes, intérêts, assurances, gages, etc.

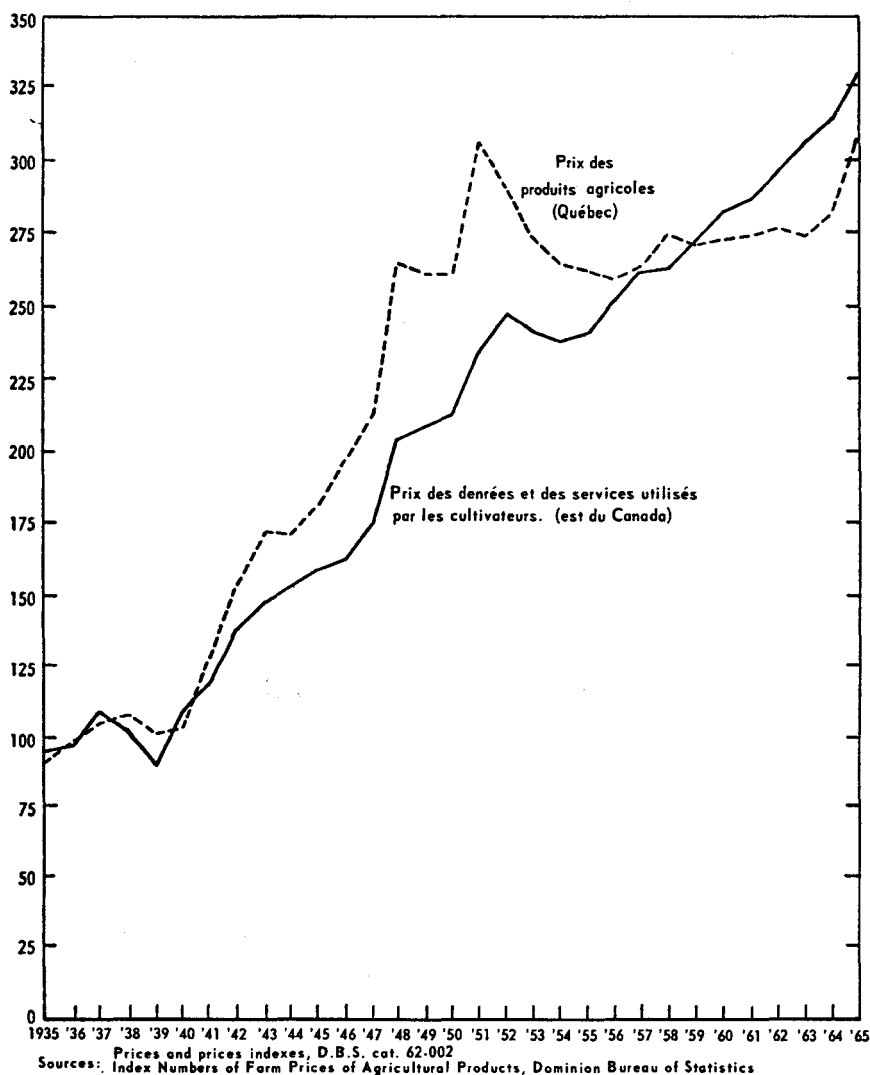
** Importance relative.

Note: Calculs faits d'après le tableau A-5.1 (dollars 1949).

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, Ministère de l'Industrie et du Commerce, (juin 1967).

Graphique 5.1

**CHIFFRES-INDICES DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES (QUÉBEC) ET DES PRIX DES DENRÉES
ET DES SERVICES UTILISÉS PAR LES CULTIVATEURS (EST DU CANADA) 1935 - 1939 = 100**
1935 - 1965



gente du revenu agricole et de celui des autres classes socio-professionnelles, il est fréquent d'ailleurs d'utiliser ces deux séries d'indices de prix, que nous présentons au graphique 5.1.

Intrants fixes

Le rôle que jouent les intrants fixes dans la modernisation de l'agriculture québécoise, ainsi que leur poids sur les coûts et les besoins de crédit, justifient leur étude. De 1946 à 1965, ces dépenses en dollars courants ont augmenté de 84 pour cent (tableau 5.2).

Par contre, cette augmentation n'a pas été également répartie, en effet, on remarque que la valeur en biens capitaux (capital stock) pour la machinerie et l'outillage, a augmenté de plus de 211 pour cent alors que celle des terres et bâtiments n'a été que de 74 pour cent; ceci indique que l'agrandissement des fermes a affecté naturellement plus les investissements en mécanisation que n'importe quel autre type d'investissements.

Par ailleurs, on s'aperçoit que le poste bétail et volaille a subi un déclin relatif de près de 5 pour cent par rapport à la valeur courante des autres biens capitaux agricoles, ne représentant plus que 18 pour cent de l'ensemble en 1965 contre 22 pour cent en 1946. Cette baisse

Tableau 5.2 Evolution de la valeur courante du capital agricole (intrants fixes) — Québec — 1946 et 1965

	1946	1965
Terres & Bâtiments		
(\$ '000)	661,520	1,149,283
Indice	100.0	173.7
Importance relative	66.0	62.0
Machineries & Outillages		
(\$ '000)	123,153	382,605
Indice	100.0	310.7
Importance relative	12.0	20.6
Bétail & volaille ¹		
(\$ '000)	223,388	326,301
Indice	100.0	146.1
Importance relative	22.0	18.0
TOTAL		
(\$ '000)	1,008,061	1,858,189
Indice	100.0	184.3
Importance relative	100.0	100.0

1. Comprend la valeur des animaux dans les fermes à fourrure.

Note: Calculs faits à partir du bulletin trimestriel de la statistique agricole, cat. no. 21-003, avril-juin 1966, B.F.S. Division de l'Agriculture.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

relative a été compensée par l'augmentation de la valeur courante en machinerie et outillage, celle-ci passant de 12 à 21 pour cent entre 1946 et 1965.

Perspectives

Combien d'agriculteurs auront quitté l'agriculture, dans dix ou vingt ans pour travailler dans l'industrie, quelle sera dans vingt ans la taille de l'exploitation dite viable? D'ailleurs en fonction de quels critères sérieux, peut-on déterminer la taille de cette exploitation pour l'avenir? Comme des prévisions doivent être basées sur de telles connaissances, la liste non exhaustive de ces problèmes laisse à penser que les projections pour 1976 qui apparaissent au tableau 5.1 sont possibles, mais qu'elles restent assez fragiles. On peut difficilement travailler «toutes choses étant égales d'ailleurs», car les conditions d'environnement peuvent bouleverser les données de base, en particulier les structures et les prix.

Evidemment, ici, nous nous intéressons tout particulièrement à la prévision à long terme, et l'on sait comment dans ces circonstances les paris sont ouverts et l'enjeu important. Nous avons utilisé la méthode suivante de prévision: nous avons fait une extrapolation des tendances observées depuis la guerre, en projetant le taux annuel d'évolution constaté. C'est d'ailleurs cette méthode qui a été appliquée pour les travaux de la préparation du 4e plan en France.

Section 2.

La productivité des facteurs de production

En abordant le problème de la productivité dans le secteur agricole, nous avons voulu avoir tout d'abord une idée de la productivité globale du secteur, c'est-à-dire du rapport qui existe entre la production brute totale (extrants) et l'ensemble des facteurs de production (intrants) (tableau 5.3).

Ainsi de 1946 à 1965, la productivité du secteur agricole s'est accrue au taux moyen annuel de 3.1 pour cent, résultant d'une hausse moyenne des extrants de 1.8 pour cent, en même temps qu'une baisse de 1.2 pour cent dans les intrants. Une étude semblable ¹ menée au niveau canadien a révélé que ce rapport pour le Canada fut de 2.6 pour cent pour la période de 1946 à 1964 par suite d'une hausse de 1.95 pour cent des extrants et d'une diminution de 0.5 pour cent dans les intrants.

1. I. F. Furniss, Tendances de la productivité de l'agriculture au Canada de 1935 à 1964 — L'Economie agricole au Canada, vol. 1, no. 1, avril 1966. Cette étude vient d'ailleurs d'être reprise par M. Furniss pour calculer les tendances régionales de la productivité. Avec des buts peut-être différents et aussi par une approche un peu différente, l'auteur arrive à des résultats qui corroborent les nôtres.

Tableau 5.3 Indices des extrants, des intrants et de la productivité de l'agriculture du Québec — 1946-1965
(\$ 1949)

Année	Extrants	Intrants	Extrants
			Intrants %
1946	100.0	100.0	100.0
1947	103.5	98.3	105.3
1948	100.5	89.1	112.8
1949	95.9	87.8	109.2
1950	101.7	91.8	110.8
1951	99.0	87.0	113.8
1952	110.1	82.6	133.3
1953	101.5	81.0	125.3
1954	103.7	86.8	119.5
1955	108.3	77.5	139.7
1956	110.8	79.1	140.1
1957	111.3	78.9	141.1
1958	118.8	82.2	144.5
1959	122.8	81.1	151.4
1960	119.7	76.7	156.1
1961	121.5	77.8	156.2
1962	128.5	76.7	167.5
1963	132.4	77.3	171.3
1964	134.1	76.3	175.8
1965	135.5	79.9	169.6
Taux de variation ¹	1.8	-1.2	3.1

1. Taux de variation composé annuellement.

NOTE: Calculs basés sur les tableaux A-3.1 et A-5.1.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, Ministère de l'Industrie et du Commerce, (juin 1967).

Cette mesure globale de productivité présente un certain intérêt pour des comparaisons avec d'autres régions, tant qu'on demeure à l'intérieur du secteur agricole. Evidemment une telle mesure ne tiendrait pas la comparaison avec le secteur non agricole.

L'importance du travail dans la production agricole

D'une façon générale au Québec, l'importance du travail dans la valeur des denrées agricoles varie selon la nature du produit considéré et selon le système de culture. De 1946 à 1965, la part du travail dans la valeur des produits agricoles est passée de 67 pour cent à 35 pour cent; on voit donc que cette proportion est loin d'être constante. Elle est plus faible dans la production céréalière que dans la production des fruits, des légumes et dans la production laitière, où on estime que le travail représente un pourcentage plus élevé du prix de revient. Le travail agricole présente des caractères bien particuliers: d'abord il est extrêmement diversifié et il est loin d'être aussi spécialisé que le travail industriel. Dans une exploitation familiale où on

pratique généralement la polyculture, le travailleur doit être polyvalent. Même dans les régions de monoculture, inexistantes au Québec, la tâche des cultivateurs varie avec le mois de l'année, avec le genre de travaux, avec le temps disponible. Cette variabilité du travail agricole se manifeste sous plusieurs aspects: non seulement la nature du travail se modifie sans cesse avec les saisons, non seulement la durée de la journée de travail s'allonge ou se raccourcit selon les mois de l'année, mais en outre, l'intensité même du travail doit s'ajouter aux exigences de la nature.

En second lieu, le travail agricole se prête mal au contrôle, car ses effets sont presque toujours à longue échéance; il est difficile dans l'agriculture d'attribuer un échec à la faute du travailleur ou une réussite à son habileté. On comprend que le travail agricole, par sa complexité et sa nature changeante, ne peut donner lieu aux mêmes études méthodiques que le travail industriel. On comprend aussi que l'organisation scientifique du travail se réduit à fort peu de choses dans l'agriculture. A la vérité, il est difficile de chiffrer l'efficacité du travail agricole; c'est pourtant ce que tentent de faire les économistes et les statisticiens qui ont calculé la productivité du travail en agriculture.

Les diverses méthodes employées pour calculer la productivité du travail agricole, bien qu'elles reposent toutes sur des simplifications assez grossières, aboutissent en définitive à des résultats qui présentent une concordance évidente.

La productivité comparée du travail dans l'agriculture et dans les autres secteurs au Québec

Nous avons déjà noté les différences considérables qui existent dans la productivité du travail entre le secteur agricole et le secteur non agricole. Nous avons vu que la situation de l'agriculture du Québec n'est guère favorable sur ce plan. D'une façon générale, la productivité du travail agricole est inférieure à celle du travail industriel, la valeur nette créée par l'activité de chaque travailleur avec son équipement, sa force, sa compétence technique est moindre dans l'agriculture que dans les autres secteurs de la vie économique.

On peut donner un indice de la productivité dans les divers secteurs productifs de l'économie du Québec, en divisant la valeur nette de la production de chacun de ces facteurs par le nombre des effectifs ouvriers employés au cours de la même année.

Aussi grossiers que soient de tels calculs, ils révèlent cependant une hiérarchie dans la productivité des diverses activités du Québec.

La méthode adoptée pour mesurer la productivité en agriculture est la suivante: la valeur de la production nette divisée par le nombre de personnes actives dans l'agriculture. Nous sommes bien conscients

que ce rapport ne mesure en fait que le rendement par personne, mais nous avons voulu retenir quand même cette définition, puisqu'elle permet d'établir une comparaison entre le secteur agricole et le secteur non agricole.

Ce résultat, on s'en rend compte, ne donne qu'une mesure partielle de la productivité, car il ne fait entrer en jeu qu'un seul des facteurs de production: le travail¹. En utilisant une telle mesure, on suppose en effet que les autres facteurs de production (capital, biens-fonds, etc.) n'ont pas eu d'influence sur l'augmentation (ou la diminution) de la production.

Le tableau 5.4 établit la comparaison entre la productivité du secteur agricole et celle du secteur non agricole. La production agricole brute (P.A.B.) correspond par définition à la valeur ajoutée par l'agriculture.

Les chiffres de ce tableau montrent donc qu'au cours des vingt dernières années la production par personne active s'est accrue au taux annuel de 6.6 pour cent dans le secteur agricole, alors qu'elle ne croissait qu'au taux de 1.3 pour cent dans le secteur non agricole. L'écart passablement élevé entre ces deux taux est attribuable en bonne partie à cette saignée opérée dans la main-d'oeuvre agricole qui a eu un effet double sur la productivité de ces deux secteurs. Le premier de ces effets fut positif et favorable à l'agriculture: cette sortie de main-d'oeuvre a permis de diminuer l'importance du chômage déguisé qui existait dans l'agriculture; le deuxième aspect fut néfaste au secteur non agricole: une partie de ce chômage est réapparue dans le secteur non agricole, contribuant ainsi à abaisser le taux de productivité de ce secteur.

Beaucoup de personnes ont tiré des conclusions excessives du calcul de la productivité du travail agricole; on signale que l'agriculteur américain par son travail nourrit beaucoup plus de personnes que son collègue québécois. On a oublié trop vite que les agriculteurs qui obtiennent de gros rendements par travailleur, doivent se contenter d'une faible production à l'acre, et inversement. On ne saurait augmenter simultanément la productivité de tous les facteurs de la production. Cependant, tout en faisant la part des choses, il faut convenir que l'agriculture du Québec présente un sérieux retard tant en ce qui concerne le rendement par homme que le rendement par acre. Il semble d'ailleurs que le Québec soit en train de rattrapper ce retard: le taux de croissance de la productivité agricole y croît plus vite que partout ailleurs au Canada.²

1. Il faut rappeler ici que la main-d'oeuvre agricole totale comprend les employés salariés, ceux à leur compte et les travailleurs familiaux non-rémunérés, telle que définie par le B.F.S.

2. I. F. Furniss, *Tendances de la productivité de l'Agriculture, l'Economie agricole au Canada*, vol. 2, no. 1 — avril 1967.

**Tableau 5.4 Productivité ¹ agricole et non-agricole — Québec —
1946-1965**

(\$ 1949)

<i>Année</i>	<i>P.A.B. par personne active</i>	<i>P.I.B. non-agricole par personne active</i>
1946	856	3,145
1947	902	3,091
1948	1,045	3,002
1949	990	3,003
1950	1,019	3,250
1951	1,050	3,238
1952	1,356	3,307
1953	1,238	3,371
1954	1,138	3,414
1955	1,498	3,403
1956	1,510	3,579
1957	1,524	3,580
1958	1,606	3,446
1959	1,763	3,485
1960	1,921	3,487
1961	1,914	3,599
1962	2,201	3,715
1963	2,366	3,768
1964	2,566	3,917
1965	2,431	4,001
Taux de variation ²	6.6	1.3

1. Dans nos calculs de la productivité nous assimilons le chômage industriel au chômage déguisé de l'agriculture, autrement toute comparaison entre les deux secteurs serait impossible.

2. Taux de variation composé annuellement.

NOTE: Calculs basés sur les données du tableau 1.2.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

*Comment évolue la productivité du travail par rapport aux
autres facteurs de production*

Nous avons supposé plus haut que l'intrant travail était le seul responsable de l'augmentation de la production dans le secteur de l'agriculture, ce qui était justifié car notre but n'était pas de connaître l'importance du facteur travail dans l'extrant final, mais de contrôler le comportement de ce facteur. Nous voulons maintenant évaluer la productivité des autres facteurs de production, et voir l'importance relative de chacun d'eux. Nous avons donc regroupé sous trois titres tous les intrants de l'agriculture, soit le travail, le capital et les biens-fonds. Pour obtenir la productivité de chacun de ces facteurs, nous avons dû doser ceux-ci de façon à ne pas négliger le fait que les autres intrants ont en même temps eu une influence sur l'augmentation de la production. Le tableau 5.5 montre donc de quelle façon a évolué

Tableau 5.5 Indices de la productivité des intrants en agriculture — Québec — 1946-1965

<i>Année</i>	<i>Productivité du travail</i>	<i>Productivité du capital</i>	<i>Productivité des biens-fonds</i>
1946	100.0	100.0	100.0
1947	109.5	98.1	103.8
1948	108.2	104.5	101.0
1949	104.2	99.8	96.7
1950	107.1	105.1	102.2
1951	111.2	100.9	98.9
1952	130.4	111.3	110.3
1953	122.1	103.2	101.4
1954	121.1	101.5	103.3
1955	142.5	105.1	107.6
1956	148.9	103.4	110.1
1957	147.0	105.6	111.0
1958	161.2	106.3	117.7
1959	170.3	109.4	121.3
1960	177.3	106.3	118.2
1961	178.2	107.8	119.5
1962	192.4	113.9	126.0
1963	203.7	114.3	129.5
1964	213.9	113.7	131.6
1965	214.7	111.6	132.4

Note: Calculs basés sur les données des tableaux A-3.1 et A-5.1 en \$ 1949.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, Ministère de l'Industrie et du Commerce, (juin 1967).

la productivité de ces trois facteurs de production. La productivité du travail a crû beaucoup plus rapidement que celle des deux autres facteurs de production. Est-ce une anomalie? Nous croyons pour notre part que ceci ne fait que traduire d'une façon claire une situation qui était voilée auparavant. Le secteur agricole était sursaturé en main-d'oeuvre, ce qui créait une paralysie de ce facteur de production et retardait même l'intensification d'autres intrants, du capital par exemple, parce qu'on n'était pas prêt à substituer l'un à l'autre.

Il faut noter qu'en agriculture l'évolution de certains intrants est liée à l'évolution des autres intrants. C'est ainsi que le sol ne peut être rendu plus productif que par une addition ou une meilleure utilisation du facteur capital ou du facteur main-d'oeuvre: c'est exactement ce que nous révèle le tableau 5.5. Une faible augmentation de la productivité de l'intrant capital (12 pour cent) et une très forte amélioration du rendement de la main-d'oeuvre (115 pour cent) ont fait que la productivité des biens-fonds s'est nettement améliorée au cours de la période. Il est certain que cette amélioration de la productivité des intrants biens-fonds n'est pas étrangère au fait qu'on ait éliminé en même temps certaines fermes marginales, c'est-à-dire les plus pauvres.

Inertie des facteurs de production

Nous avons déjà montré que le travail, comme les autres facteurs de production, était une grandeur inerte qui ne change que très lentement sous la pression des forces économiques.

La théorie nous enseigne en effet que dans une entreprise quelconque, la quantité de travail employée est déterminée par la courbe de la productivité marginale du travail. Le dernier ouvrier embauché dans l'entreprise est celui à qui on peut imputer un supplément de revenu ou de production équivalent à son salaire. L'ouvrier marginal est celui qui rapporte exactement ce qu'il coûte. Nous avons vu que dans une exploitation agricole, il est très difficile de réaliser l'égalisation de la productivité marginale et du salaire. Le même raisonnement est valable pour les autres facteurs de la production, et nous savons que la réalisation de la combinaison optimum des facteurs de production est fort difficile en agriculture.

Une analyse du travail dans une entreprise quelconque nous révèle que le prix du travail est classé parmi les éléments proportionnels du prix de revient. Dans l'agriculture cette proportionnalité entre la production et le travail n'existe pas. Le rendement soumis à des influences multiples le plus souvent climatiques n'est pas en liaison directe avec le travail employé. La proportion travail — production n'existe donc pas dans l'agriculture, et cela pour des raisons techniques, mais il y a plus: les dépenses de main-d'oeuvre présentent souvent le caractère d'une charge fixe; dans une usine les charges fixes de salaire sont l'exception, dans une exploitation agricole au contraire, elles sont courantes.

Toutes les observations que nous venons de faire confirment en gros la théorie du salaire fondée sur la productivité du travail. En effet, la place occupée par les revenus (salaires) de l'agriculture au Québec est bien celle qui lui convient, d'après l'étude de la productivité du travail.

La faiblesse relative des salaires agricoles n'est qu'un aspect de la faiblesse générale des revenus agricoles sur laquelle nous avons déjà insisté. Le phénomène de l'exode rural traduit la tendance à l'équilibre des revenus et des productivités dans tous les secteurs de la production, nous savons que cette tendance se heurte à beaucoup de résistance; cependant elle finit par triompher.

L'investissement et la productivité du travail

La théorie économique enseigne que toutes les fois qu'on augmente l'un des facteurs de la production, les autres restant inchangés, la productivité marginale du facteur croissant augmente d'abord pour diminuer ensuite. En même temps, la production totale s'élève d'abord très vite puis ralentit, quand la loi des rendements décroissants se manifeste.

Cela revient à dire que l'accroissement d'un des facteurs de production a pour effet d'augmenter la productivité moyenne des autres facteurs, ceux qui restent constants. L'accumulation de capital aura pour effet d'augmenter la productivité du travail et ainsi la productivité de la terre. Il ne pourrait être question d'augmenter la productivité du travail agricole en augmentant la quantité de terre, du moins à un degré important au Québec. Ce dernier facteur n'est pas extensible, sauf dans certaines circonstances exceptionnelles et de plus en plus rares. Des deux facteurs de production autres que le travail, le plus mobile est le capital. C'est par injection de capital qu'on peut songer tout naturellement à augmenter la productivité du travail agricole, si on se réfère à la théorie.

Les observations précédentes nous permettent aussi d'interpréter la faible productivité du travail agricole comparée à celle du travail industriel. Les investissements (dépenses en capital) consentis dans l'agriculture sont partout plus faibles que les investissements industriels effectués à la même époque.

Les données disponibles ne nous permettent pas d'évaluer la part des investissements allant à l'agriculture au Québec, mais si on étudie la situation au niveau canadien, on voit que les nouveaux investissements engagés dans l'agriculture pour l'année 1961 ne présentent guère que 7 pour cent des investissements globaux.¹ C'est bien peu quand on pense que 13 pour cent des travailleurs canadiens étaient des agriculteurs, et que les produits agricoles constituent un élément important de la production des richesses. Mais c'est un fait qu'il faut bien constater.

Les chiffres précédents ont sans doute une valeur très approximative pour mesurer les fonds de l'investissement québécois et la part de l'agriculture dans cet effort. Cependant, tous les documents officiels confirment cette impression pénible d'une agriculture négligée et sous-estimée comme élément de la richesse provinciale.

Une politique d'expansion agricole est avant tout une politique d'investissement. Il faut aux agriculteurs du Québec des machines, des engrais, du drainage; il leur faut également des chemins afin d'utiliser des moyens de transport plus rapides, il leur faut aussi une meilleure formation technique, ce qui implique pour nos campagnes un effort scolaire plus considérable, et aussi un effort de vulgarisation plus intense. A ces conditions seulement la productivité du travail agricole augmentera.

En conclusion, on peut affirmer que la suppression des fermes les plus pauvres a donné lieu à une hausse considérable de la productivité moyenne. Cette hausse tient plus à l'abandon des sols

1. \$782 millions dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche par rapport à 11 milliards de dollars en investissement global. Private and Public Investment in Canada.

pauvres qu'à l'augmentation des rendements. En réalité, les fermes abandonnées contribuaient peu à la production et abaissaient le niveau moyen de productivité lorsqu'elles étaient exploitées. On pourrait en dire autant de la main-d'oeuvre agricole qui a (heureusement) quitté l'agriculture.

Perspectives

La production par homme a augmenté plus rapidement dans le domaine de l'agriculture que dans l'ensemble des autres secteurs, bien qu'elle soit encore considérablement plus basse que dans la plupart des autres secteurs. Une des causes importantes de cet accroissement provient de la révolution technique. Comme cette évolution ne semble pas encore terminée, la productivité agricole devrait continuer d'augmenter durant les dix prochaines années à un taux élevé, mais moindre que celui de la période immédiate d'après-guerre. L'agriculture connaîtra sans doute d'autres progrès techniques; voilà pourquoi nous prévoyons une augmentation considérable de la productivité durant les dix prochaines années.

Au cours de cette même période, on intensifiera de plus en plus l'utilisation du sol. Les aliments dont la production pourra être rentable, grâce à une utilisation du sol plus intensive qu'aujourd'hui, continueront d'être davantage recherchés. Ceci permet peut-être d'entrevoir le jour où l'agriculteur du Québec pourra s'adonner à la culture intensive de grains de provende. Absolument rien en effet ne s'oppose à ce que les conditions deviennent propices à une telle spécialisation et qu'une telle culture soit économiquement rentable au Québec. Ainsi les agriculteurs pourront s'adonner davantage à la production de viande, de volaille et d'oeufs.

Au cours des dix prochaines années, l'agriculture continuera de mettre de plus en plus l'accent sur la production animale, mais les grands changements seront ceux qui entraîneront le remplacement de l'homme par la machine dus au progrès technologique. Les fermes continueront de s'agrandir, tandis que la main-d'oeuvre agricole diminuera. L'accroissement de la population, conjugué avec la recherche d'aliments de meilleure qualité grâce à l'accroissement du revenu, entraînera l'augmentation de la demande domestique d'aliments; cette demande aura des répercussions marquées sur la nature de la production agricole ainsi que sur la structure même de l'agriculture.

CHAPITRE VI

La place théorique de l'agriculture

Quelle importance et quelle place devraient revenir au secteur agricole dans l'économie québécoise ? Quelle est donc la limite du recul relatif du secteur agricole ?

Dans l'établissement d'une telle limite, il faut considérer trois critères distincts: le revenu agricole, la main-d'oeuvre et l'auto-provisionnement. C'est dans la recherche de cet équilibre que se trace la voie de cette recherche sur la place « théorique » de l'agriculture d'un pays au niveau de vie élevé.

Evidemment, on ne saurait définir ici une limite théorique infail-
libile. Contentons-nous d'observer les données anciennes et récentes, et disons que tous les pays tendent à long terme vers une structure telle, que l'agriculture ne représente plus dans le revenu national qu'une fraction inférieure à 8 pour cent. Cela pour une économie bien équilibrée, dont l'agriculture satisfait sans plus les besoins croissants de la population; certains même ont prétendu qu'il n'est pas impossible que ce pourcentage devienne inférieur à 5 pour cent. La décroissance relative de ce secteur dépend donc de son efficacité et du type d'économie.

En effet, cette limite théorique doit être corrigée en fonction du rapport entre la consommation et la production agricole nationale (indice d'auto-provisionnement ou le degré d'autarcie).

Par exemple, un pays industrialisé, important la moitié de ses besoins en alimentation, verrait cette limite s'abaisser de moitié; elle doit doubler au contraire s'il s'agit d'un pays qui produit deux fois plus qu'il ne consomme, évidemment, il faut tenir compte de tous les produits agricoles, non seulement de ceux pour fins de consommation humaine mais aussi de ceux pour fins de consommation animale, et d'utilisation industrielle.

Cependant, partout le principe fondamental demeure; toute production de l'agriculture dont la balance extérieure est à peu près équilibrée tend à s'établir entre 7 et 8 pour cent du revenu national; un pays qui s'attacherait trop au maintien de son secteur agricole risquerait de bloquer sa croissance générale. Ce serait la vérification *a contrario* de la loi que nous étudions.

Tableau 6.1 Part de la main-d'oeuvre et du produit agricoles par rapport à l'économie et degré d'auto-provisionnement, différents pays — 1960

	<i>M-O agricole en % de la m-o totale</i>	<i>P.A.B. en % du P.I.D. 1</i>	<i>Degré d'auto- approvi- sionnement 2</i>
France	23	9	87
Allemagne de l'Ouest	14	7	66
Italie	31	17	98
Pays-Bas	10	10	125
Belgique	8	7	70
Royaume-Uni	4	4	43
Danemark	17	16	179
Irlande	38	26	133
Norvège	17	12	93
Suède (1962)	13	5	95
Etats-Unis (1962)	8	4	—
Canada (1962)	12	5	—
Québec (1965)	6	2	—

1. La part du P.I.B. est calculée en dollars courants et au coût des facteurs, excepté pour les Etats-Unis qui est aux prix du marché.

2. Degré d'auto-provisionnement incluant les besoins totaux (humain, animal et industriel).

SOURCES: O.C.D.E. Statistiques de main-d'oeuvre 1950-1962 —

O.C.D.E. Statistiques des Comptes Nationaux 1950-1962 — et supplément, mars 1964. Pour les statistiques du Danemark, E.F. Nash et E. A. Attwood, *The Agriculture policies of Britain and Denmark*, Land Books, 1964 et Govin McGrove, *The Economics of Subsidising Agriculture*, Allen and Unwin, 1962.
— Les données du Québec; Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

Section 1.

Main-d'oeuvre et revenu

Les deux premiers critères que nous considérerons d'abord seront la main-d'oeuvre et le revenu.

Dans le tableau 6.1, en considérant ces deux variables, on trouve à un extrême l'Angleterre et à l'autre l'Irlande et l'Italie. L'Allemagne de l'Ouest, le Canada, les Pays-Bas occupent des positions intermédiaires quant à la proportion de leur population active agricole.

Le Québec, la Belgique et les Etats-Unis sont ceux qui se rapprochent le plus de l'Angleterre sur ce rapport.

La Grande-Bretagne constitue le cas limite du déclin relatif de l'agriculture autant en ce qui concerne sa population active que son revenu national; en effet, 4 pour cent de la main-d'oeuvre britannique reçoit 4 pour cent du Produit national. Ceci constitue un cas unique.

Ces chiffres sont parmi les plus bas, or le niveau de vie de l'Angleterre étant au moins aussi élevé que celui des autres pays,¹ et

1. Voir le tableau A-6.1.

considérablement plus élevé que plusieurs d'entre eux, la population agricole reçoit donc un revenu supérieur à celui de bien des pays.

On peut penser par exemple que la disponibilité des ressources agricoles est un facteur qui détermine la proportion de la main-d'oeuvre agricole. Sans aucun doute, ce facteur a une certaine importance; cependant, le tableau 6.1 nous indique que ce n'est pas le facteur principal. Au contraire, il est clair que dans les pays économiquement avancés, le secteur agricole est le plus restreint (qu'on en mesure l'importance par la main-d'oeuvre ou par le revenu). Les Etats-Unis nous en fournissent un cas typique. Même s'il existe des ressources agricoles très vastes dans ce pays, il n'emploie que 8 pour cent de sa main-d'oeuvre dans le secteur agricole, laquelle se partage 4 pour cent du Revenu national. Cette situation est bien différente de celle qui prévaut dans la plupart des autres pays même les plus industrialisés; ceci est d'autant plus remarquable que ce pays est capable de satisfaire beaucoup plus que ses propres besoins alimentaires.

Nous pourrions nous attendre à ce que les pays gros exportateurs de produits agricoles, comme le Danemark et la Hollande emploient une très grande partie de leurs travailleurs dans le secteur agricole. Au contraire, dans l'un et l'autre pays, la proportion de travailleurs agricoles est respectivement 17 pour cent et 10 pour cent. Ces chiffres sont remarquablement bas et beaucoup plus bas que ceux qui prévalent dans les pays sous-développés ou même dans les pays développés comme l'Irlande et l'Italie. Ceci démontre bien que si les avantages comparatifs peuvent déterminer l'importance d'un secteur, le facteur principal déterminant l'importance du secteur agricole d'un pays est le stade du développement économique de ce pays.

Il arrive qu'en Grande-Bretagne ces deux forces combinées concourent à réduire l'importance relative du secteur agricole. Ainsi, son niveau de développement économique, en plus de sa dépendance en importation de denrées alimentaires, produit une situation unique au monde. Puisque le Danemark a un niveau de vie des plus hauts en Europe, sa population agricole doit avoir un niveau de revenu presque égal à celui de l'Angleterre; car 16 pour cent de sa main-d'oeuvre se partage 17 pour cent du P.I.B. Par contre, la Hollande ayant un niveau de vie inférieur, son revenu moyen agricole doit être inférieur à celui de l'Angleterre, bien qu'il soit probablement à peu près égal à celui de l'ensemble de son économie.

La Belgique est le pays qui se rapproche le plus de l'Angleterre, tout en restant encore fort loin du point atteint outre-manche. En 1960 la population active se composait de 8 pour cent d'agriculteurs et produisait 7 pour cent du P.I.B.

Le revenu agricole belge est quelque peu au-dessous de la moyenne du revenu des autres classes de la société; il est cependant plus

élevé que celui de la plupart des autres pays qui se situent à peu près tous en bas du niveau atteint en Angleterre.

L'Angleterre est donc un des rares pays où l'agriculture a maintenu sa position relative, c'est un des rares pays où le revenu agricole moyen n'est pas inférieur au revenu national moyen. Il a fallu pour cela que l'Etat tienne, si l'on peut dire, l'agriculture à bout de bras par des subventions massives aux agriculteurs. Peut-il la laisser retomber? C'est la question que s'est déjà posée le gouvernement anglais. Voilà un bel exemple de choix fondamental engageant la structure économique d'un pays.

Néanmoins en Grande-Bretagne, après 15 ans d'une politique qui leur est favorable, les agriculteurs continuent à quitter la terre.

Colin Clark¹ estime que la continuation de l'exode rural dans un pays qui n'a plus que 5 pour cent d'agriculteurs, est incompatible avec une politique agricole, visant à un allègement sensible de la balance des comptes. Et, il ajoute fort justement que si on veut non seulement freiner l'exode rural mais renverser le mouvement, ce n'est pas la parité qui convient (l'Angleterre est le seul pays industriel où celle-ci est réalisée), mais c'est un revenu agricole bien supérieur aux autres revenus, afin de compenser l'isolement et la durée du labeur. Voilà qui sera difficilement admis par les dirigeants politiques et syndicaux non agricoles.

Il faut distinguer deux problèmes dans cet énoncé. Il y a d'abord un problème purement économique de coût comparé. L'allègement que procure l'agriculture à la balance commerciale est-il plus important que la charge imposée au pays par le soutien de l'agriculture, charge qui réagit à son tour sur la balance commerciale en faisant monter les prix? Il s'agit de savoir quel est finalement le coût de l'accroissement marginal de la production agricole. En plus, il y a évidemment des aspects socio-politiques et stratégiques qui dépassent infiniment le calcul économique, il semble que dans ce cas comme dans d'autres, le gouvernement soit forcé, quelle que soit la tendance, de poursuivre la politique établie, tout en y apportant certaines atténuations. Dans le cas de l'Angleterre dont la spécialisation est ancienne et notoire, et qui importe actuellement un peu plus de 50 pour cent de ses aliments, les résultats ne sont peut-être pas très surprenants.

Ceci nous conduit à étudier un autre critère qu'il faut considérer lorsqu'il s'agit d'établir l'importance que l'agriculture doit avoir dans un pays, et à définir le revenu de la classe agricole; cet autre critère est celui de l'auto-provisionnement.

1. Numéro spécial, p. 21, Financial Post, 6 juillet 1953.

Section 2.

L'auto-alimentation

Le degré d'auto-alimentation en denrées alimentaires est bien différent d'un pays à l'autre; il est aussi différent que la place tenue par l'agriculture dans un pays. Les pays où l'auto-alimentation est le plus élevé ne sont pas toujours ceux où l'agriculture joue le rôle le plus important dans l'économie; et la comparaison de ces deux critères nous servira d'indice à l'efficacité. Nous allons maintenant comparer le pourcentage de la population active agricole par rapport à la population active totale dans chaque pays; le pourcentage de la production agricole par rapport au Produit intérieur brut et le pourcentage d'auto-alimentation par pays. Il est bien entendu qu'il faut dans cette comparaison considérer la production agricole totale, non seulement celle qui a pour fin la consommation humaine, mais aussi celle qui a pour fin la consommation animale et industrielle.

Parmi les pays pour lesquels nous avons les renseignements, nous remarquons que trois ont une production agricole excédentaire; ce sont le Danemark, la Hollande et l'Irlande. Parmi les autres, on retrouve la France, l'Italie, la Suède et la Norvège, qui satisfont presque à leurs besoins (auto-alimentation à peu près 90 pour cent). Les autres pays, comme la Belgique, l'Allemagne de l'Ouest et l'Angleterre, sont surtout importateurs produisant respectivement 70, 66, 43 pour cent de leurs propres besoins.

A la lumière du tableau 6.1, nous avons tenté de faire certains rapprochements, en prenant comme base la situation de l'Angleterre, pays dont le niveau de vie est élevé et dont l'agriculture est reconnue comme étant l'une des plus efficaces dans le monde. Ce pays produit un peu moins de la moitié de ses besoins en alimentation avec seulement 4 pour cent de sa population active. Comme cette population retire sa part équitable de revenu, nous croyons avoir un indice valable (bien que très rudimentaire) de son efficacité.

En supposant une productivité et des niveaux de vie analogues à ceux de l'Angleterre, on peut donc s'attendre aux relations suivantes entre le degré d'auto-alimentation et la part de la population active employée dans l'agriculture:

L'Angleterre, le Danemark, la Hollande et la Belgique sont les seuls pays dont l'efficacité se rapproche des données de notre schéma; les autres pays semblent en plus mauvaise posture.

En effet, si ces pays devaient maintenir leur degré d'auto-alimentation, mais accroître leur efficacité au niveau de l'Angleterre et du Danemark, il leur faudrait se débarrasser d'une bonne partie de leur population active agricole.

Schéma théorique

Degré d'auto-approvisionnement	Part de la population active agricole
%	%
50	5
70	7
100	10
125	12
150	15
175	17

Ainsi, la population active agricole française tomberait de 23 pour cent de la population active totale à 9 ou 10 pour cent; l'Allemagne de 14 à 7 pour cent; l'Italie de 31 à 10 pour cent; l'Irlande de 38 à 13 ou 14 pour cent; et la Norvège de 17 à 10 pour cent.

Ces chiffres sont, bien entendu, très rudimentaires et doivent être utilisés avec une très grande prudence. De plus, ces données datent de quelques années et, il est possible que le degré d'auto-alimentation se soit accru depuis, et que les conditions aient changé dans la plupart des pays; cependant, les relations sont toujours valables si nous voulons nous en servir comme modèle pour juger de l'efficacité et du rôle que l'agriculture pourrait jouer dans une économie; c'est pourquoi nous pourrions appliquer ces critères pour évaluer quelle serait la position théorique de l'agriculture dans le Québec d'aujourd'hui.

Il va de soi que la réduction de la population active dans l'agriculture, causée par l'augmentation de l'efficacité, ne serait pas aussi sévère si le degré de l'auto-alimentation augmentait au Québec. On reconnaît aussi la nécessité de moderniser l'agriculture et celle d'en augmenter l'efficacité dans l'avenir, mais ceci ne demanderait pas nécessairement une réduction de sa population active, puisque la diminution de main-d'œuvre agricole dépend du degré d'auto-alimentation total (humain, animal, industriel) qu'un pays veut se donner et de l'efficacité qu'il veut atteindre. Ceci doit se faire en termes de coût comparatif, et ne peut être fait au détriment du consommateur ou du contribuable; ce problème relève donc de la politique des prix, et de la politique fiscale.

CONCLUSION

La question qui se pose en définitive est la suivante: devons-nous laisser la main-d'œuvre agricole diminuer en fonction de l'efficacité, ou devons-nous permettre à une main-d'œuvre stable de produire davantage grâce à une efficacité accrue?

Poser cette question en soulève une autre; au fond le fait de vouloir se procurer des quantités suffisantes de denrées à des prix raisonnables soulève la question de l'équilibre entre la production intérieure et les importations. Quand la production intérieure ne peut être développée qu'à un coût excessif, il est parfois préférable d'importer des denrées alimentaires moins coûteuses de façon à accroître les approvisionnements, tout en maintenant les prix à un niveau raisonnable. Aussi la nécessité de fournir des produits alimentaires à des prix raisonnables, entraîne-t-elle souvent une adaptation de l'agriculture et l'aménagement des marchés internationaux. Pour définir la production alimentaire équilibrée, compte tenu du commerce extérieur, il faudrait donc prendre en considération les avantages comparatifs et la position particulière de notre province.

Résumé et conclusion générale

Nous avons voulu dans le présent rapport jeter un peu de lumière sur l'évolution de l'agriculture dans la croissance économique du Québec, en mettant l'accent sur les causes profondes qui l'ont motivée. Compte tenu des informations statistiques disponibles, l'analyse de cette évolution est aussi complète que possible. C'est ainsi que nous avons vu que l'agriculture n'est plus comme on l'a déjà vue, une activité où les progrès de la productivité ne pouvaient être que faibles. Mais bien que la production et la productivité dans l'agriculture aient continué à s'accroître, nous constatons que la part du Produit national provenant de l'agriculture et la part de la main-d'oeuvre totale employée dans l'agriculture vont en diminuant. Nous soulignons néanmoins que l'agriculture demeure un secteur important de la vie économique et sociale. Elle constitue en effet un élément dynamique dans toute la province, contribue au développement en fournissant de nombreux produits alimentaires à un coût raisonnable, et met à la disposition des autres secteurs de l'économie des ressources toutes les fois que celles-ci peuvent y être employées plus efficacement.

Tout en reconnaissant que des modifications ultérieures pourraient se produire dans l'agriculture, et qu'elles se produiront effectivement, nous voulons souligner la nécessité de tenir compte des problèmes économiques et sociaux qui se présenteront, au cours du processus d'adaptation. Nous considérons ce rapport comme une contribution à une meilleure connaissance d'un problème complexe et difficile.

En ce qui concerne les perspectives futures, nous voulons souligner que les projections retenues dans notre rapport ne représentent pas des objectifs, mais constituent plutôt une illustration du type d'évolution possible au cours des dix prochaines années, si nos hypothèses de base se révèlent exactes.

Retenons cependant que les prévisions de l'évolution de l'activité économique en agriculture se heurtent à une série de difficultés, entre autres l'incertitude sur les modalités de la politique agricole québécoise, nationale et internationale. Par ailleurs, la planification de l'agriculture ne résoudrait pas les problèmes du développement agricole, elle fournirait seulement un moyen d'aborder ces problèmes d'une manière cohérente.

A notre avis, si l'agriculteur semble être aujourd'hui le parent pauvre parmi l'ensemble des travailleurs, c'est d'abord parce que l'agriculture elle-même souffre d'anémie. Si on veut véritablement

guérir le mal à sa source, c'est au niveau de l'agriculture (et non de l'agriculteur), qu'il faut apporter des remèdes. C'est donc une véritable politique agricole qui est indiquée dans ce cas et non plus des mesures systématiquement temporaires et partielles. A court terme nous concédons que de telles mesures doivent être conservées et peuvent être encouragées pour permettre à l'agriculture de survivre en attendant la mise en place d'une politique générale et globale. A partir de ce moment les mesures partielles deviendront inutiles, elles disparaîtront d'elles-mêmes et l'agriculteur lui-même ne s'en portera que mieux.

Nous estimons valables les objectifs de politique agricole déjà soulignés. Ces objectifs qui sont interdépendants sont les suivants: la modernisation des structures agricoles et l'amélioration du revenu agricole par exploitant. Leur réalisation exigera une orientation de la production en fonction de la demande (développement de l'élevage, amélioration générale de la qualité des produits), une expansion équilibrée de cette production, et des échanges extérieurs compatibles avec le développement économique de la province et du reste du Canada.

De plus, il faudra songer à la mise en place d'organismes (associations de producteurs, plans conjoints, offices de producteurs, coopératives, etc.) qui auront pour mission de régulariser les marchés et qui en assumeront les responsabilités et partiellement la charge.

D'autre part, les exploitations doivent être restructurées par une extension de leur surface, et une intensification de la production, par de nouvelles mesures de consolidation, par l'emploi accru d'engrais chimiques, par l'amélioration de la productivité du travail. La population active agricole doit être formée et mieux préparée. Ces différentes actions exigeront des crédits plus appropriés.

Nous soulignons qu'il existe certains conflits entre les politiques visant à soutenir les revenus agricoles à court terme, et celles destinées à améliorer l'efficacité de l'agriculture tout en contribuant à résoudre les problèmes de revenus.

Nous voulons aussi rappeler que les politiques agricoles ne sont qu'une partie de l'ensemble de la politique économique et sociale.

Nous attirons également l'attention sur l'idée suivante: à moins que les structures agricoles ne soient modifiées en vue d'assurer aux agriculteurs des unités de production plus grandes et plus rentables, l'écart tendra à s'élargir entre le revenu effectif des agriculteurs et celui qu'ils souhaitent obtenir, et cela probablement en dépit de soutien des prix ou de toute autre politique agricole. Tout en accordant pleinement notre soutien aux efforts faits pour réformer les structures de l'agriculture en vue d'obtenir des unités de dimension économiquement rentable, nous reconnaissons que cette réforme peut créer

des problèmes de financement, compte tenu de l'importance des capitaux qu'elle nécessite. Ceci pourrait entraîner une intervention de l'État si l'évolution dans la direction souhaitable doit être accélérée, et si les changements doivent se produire d'une manière harmonieuse et équilibrée. Ce problème tend à être encore accentué du fait que les prix agricoles enregistrent une diminution ou ne progressent pas aussi rapidement que dans les autres secteurs, aussi parce qu'il n'est pas possible de maintenir le niveau relatif des revenus agricoles sans accélérer les adaptations des structures, et sans améliorer la productivité à un rythme plus que proportionnel pour combler cet écart.

La base la plus appropriée pour formuler une politique de prix à long terme pour l'agriculture est le maintien d'un niveau de revenu satisfaisant du point de vue social sur des exploitations de dimension économique adéquate et gérées d'une manière efficace. Les agriculteurs, dont les revenus ne peuvent être élevés à des niveaux suffisants par des programmes de soutien de prix, devraient être assistés par d'autres mesures. C'est ainsi notamment que des programmes devraient apporter aux populations agricoles des alternatives nouvelles, grâce à l'amélioration des zones rurales, de l'éducation et des services sociaux, et en offrant des possibilités de retraite anticipée aux agriculteurs âgés.

Si la dimension des exploitations ne permet pas aux agriculteurs de s'assurer des revenus satisfaisants par la seule activité agricole, un certain nombre parvient à un niveau satisfaisant de revenu total en combinant l'activité agricole et les activités non agricoles, par exemple la sylviculture, le tourisme, l'emploi industriel. Les possibilités offertes par l'agriculture à temps partiel demandent une attention particulière.

Dans l'optique interprovinciale ou internationale, nous devons souligner que bien que l'accroissement des échanges ne soit pas un but en lui-même, le commerce interprovincial ou international pourrait toutefois servir en tant que moyen pour obtenir un niveau de revenu agricole plus élevé dans notre province.

Dans le même cadre, nous désirons aussi rappeler que les solutions apportées au problème agricole du Québec ne devraient pas entraver les échanges interprovinciaux de produits agricoles désirables.

Le revenu moyen dans l'agriculture n'a pas toujours suivi une progression parallèle, du fait de la hausse des prix des produits industriels utilisés et de l'évolution plus lente des prix des produits agricoles (graphique 5.1). Les agriculteurs ont pris conscience de ce fait en même temps que de la disparité qui existe entre leur niveau de vie et celui des autres catégories socio-professionnelles. Ils en ont conclu que par leurs seuls efforts individuels, ils ne peuvent atteindre le revenu nécessaire pour améliorer l'ensemble de leur situation et de leur

avenir. La conquête de la parité de revenu, malgré les ambiguïtés de cette notion, est devenue une des revendications majeures des agriculteurs.

D'autre part, on ne peut pas songer à obtenir une parité durable par une élévation notable de prix agricoles, à cause des réactions des consommateurs, ni par une diminution des achats de biens et services, puisqu'ils accroissent la productivité du travail agricole. Seule la diminution de la population agricole peut permettre d'y parvenir en la combinant avec une évolution des structures agricoles vers des formes plus rationnelles d'organisation des exploitations, et par le changement des structures de mise en marché provincial et national.

Si certains estiment qu'une politique des revenus devrait être associée à des réformes de structure, il est déjà acquis que l'augmentation du Produit provincial a nécessité une transformation des structures.

A cet égard, les changements résident dans l'effectif même des groupes sociaux et peuvent influencer leur condition économique. Si le déclin numérique entraîne parfois une diminution d'influence, il peut en sens inverse être une source d'amélioration notable. Devant la réduction de leur nombre, non seulement les agriculteurs n'auront pas à relâcher leur action, mais encore le succès de cette action en sera facilité d'autant. La province pourra consentir plus aisément certains sacrifices en faveur des agriculteurs, dès que ceux-ci seront moins nombreux.

Un mouvement maintenant séculaire semble vouloir entraîner en effet les travailleurs de l'agriculture ou les fils qui les auraient remplacés vers les autres secteurs de l'économie. Ce mouvement continuera tant que les métiers de la terre apparaîtront aux agriculteurs comme étant moins rémunérés, plus pénibles ou moins bien considérés que les autres emplois qui leur sont offerts; c'est d'ailleurs une condition indispensable à l'amélioration de la situation des agriculteurs, et un facteur d'expansion de l'économie générale. Cependant, on peut prévoir que l'ajustement ne se fera pas assez rapidement pour que le revenu des agriculteurs rejoigne celui des autres catégories socio-professionnelles, et encore moins pour que la production rejoigne le niveau de débouchés.

Du fait de la stagnation des marchés, de la concurrence étrangère, il faudrait sans doute attendre assez longtemps malgré la diminution rapide de la population agricole et l'évolution des structures, pour que le revenu net par travailleur agricole se rapproche notablement de celui des catégories socio-professionnelles comparables.

Cette disparité favorisera l'exode rural et l'amélioration des structures d'exploitation dans la mesure où cette amélioration est freinée par un excédent de main-d'oeuvre. Mais l'insuffisance des revenus tirés de l'agriculture risque de freiner les investissements agricoles.

L'aide financière ou sociale à l'agriculture ne pourra être réduite; au contraire, elle devra même se développer au bénéfice des agriculteurs trop âgés ou insuffisamment formés pour changer d'activité. On peut se demander en de nombreux cas s'il ne serait pas souhaitable de dissocier les mesures de soutien des revenus et des prix.

Jusqu'où peut aller l'exode rural ?

Nous avons cherché à savoir dans certains pays quelle serait la population active agricole suffisante pour assurer la production actuelle dans des conditions techniques les plus modernes. Les résultats obtenus seraient encore plus faibles si, au lieu de s'en tenir aux techniques applicables dans la structure actuelle de production, on cherchait à savoir quelle population active suffirait à assurer la production actuelle dans les structures les plus efficaces sur le plan économique. La conclusion de ceci est que l'agriculture constitue encore une réserve de main-d'oeuvre importante pour les autres secteurs de l'économie.

Faut-il cependant faire grief aux agriculteurs de demeurer trop nombreux pour le travail qu'ils ont à faire? En fait, le secteur industriel est limité dans ses postes d'absorption de cette main-d'oeuvre. C'est le rythme selon lequel des emplois non agricoles sont créés qui commande pour une bonne part l'exode rural. Par ailleurs, la société québécoise n'a pas préparé les agriculteurs à exercer efficacement un métier différent, ce qui explique l'hésitation de certains d'entre eux à s'en aller pour n'occuper qu'un emploi de manoeuvre non qualifié.

Mais dans l'avenir, les agriculteurs qui abandonneront la terre seront mieux préparés que leur père à leur nouvelle existence: plus instruits, du fait du développement général de l'instruction, ils réussiront mieux dans leur nouvel emploi; plus ouverts aux idées du monde moderne, ils s'adapteront plus facilement à la vie urbaine. En revanche, dans certaines régions, à cause du mouvement d'exode trop intense, les générations de remplacement ne seront plus suffisamment nombreuses pour y maintenir la vie. Une aide financière au maintien sur place pourrait être judicieuse.

Toutefois, cette évolution ne peut être sans terme; à mesure que le nombre des agriculteurs diminue, une réduction ultérieure porte sur un nombre d'individus qui est de plus en plus faible en valeur absolue. Par exemple, si au cours des vingt dernières années, 15 travailleurs sur 100 ont été transférés de l'agriculture aux autres secteurs économiques par la réduction de 38 à 12 pour cent de la part des activités primaires dans le total, il faut bien comprendre qu'au cours des vingt prochaines années, malgré l'accentuation que nous avons notée dans le rythme du progrès technique, le transfert ne pourra plus porter sur de tels chiffres car alors il ne restera plus que 6 personnes sur 100 dans

le secteur agricole. Le nombre des agriculteurs ne peut devenir négatif; il ne peut même pas s'annuler. Le phénomène ne peut, à partir d'un certain stade, que perdre toute importance sociale. En effet, non seulement il est impossible de concevoir, quel que soit le progrès technique, que l'agriculture emploie un nombre négatif de travailleurs. Il paraît même impossible de prévoir que la population agricole s'abaisse beaucoup en-dessous de 5 pour cent du total, ceci dans un pays normalement équilibré avec un haut degré d'auto-alimentation. Ce qui est important, c'est que même si le nombre de travailleurs peut être réduit au-dessous de ce chiffre, le transfert ne portera que sur un nombre très réduit d'individus, et par suite n'entraînera plus les dramatiques phénomènes sociaux du siècle présent. Si en effet on parvient encore à réduire dans les mêmes proportions le nombre d'agriculteurs, la migration résultante ne portera plus que sur 4 unités sur 100, tandis que la même réduction entraînait en 1946 le départ de 15 personnes sur 100.

Cet énoncé est à la base de la notion de période transitoire. La période transitoire est celle au cours de laquelle le bouleversement du mode de vie affecte une part notable de la population active d'une nation. Elle cesse inévitablement lorsque les transferts ne portent plus sur un nombre d'individus socialement appréciable.

Est-ce que la politique agricole parviendra à vaincre les difficultés présentes? Répondre à cette question serait une gageure. Les prophéties sont de mauvaises conseillères. Ce n'est ni en un an ni au terme de la période que nous avons projetée, que se précisera l'avenir de l'agriculture du Québec.

Il y a un acte de foi à poser: croire dans la richesse présente de l'agriculture en dépit d'une situation compromise.

Il y a un acte d'espoir: l'effort conjugué des hommes de la terre et de ceux qui établissent des théories, apparemment souvent compliquées, doit aboutir, à la longue, à des résultats tangibles.

Il y a aussi un acte de charité: la révolution qui s'opère et s'intensifiera au cours des années dans le secteur agricole, désenparera certains, causera des difficultés à d'autres. L'Etat et l'initiative privée ne pourront pas se désintéresser de ceux qui subiront les conséquences malheureuses de reconversions nécessaires.

Il reste l'acte de contrition. Nous ne pouvons pas croire qu'il doive un jour être prononcé pour avoir choisi une option plutôt qu'une autre.

ANNEXE DU CHAPITRE I

ANNEXE I

CALCUL DU TAUX DE VARIATION

Pour les différentes variables utilisées dans cette étude, nous avons évalué le taux de croissance. Ce taux peut être différent selon la méthode utilisée pour le mesurer. Il n'est donc pas superflu d'apporter ici certains détails supplémentaires qui seront nécessaires à l'interprétation de ces taux.

Nous avons mesuré de deux façons le taux de croissance de chacune de ces variables. La première façon a consisté à faire la somme des variations d'une année à l'autre, et à diviser cette addition par le nombre de variations ou le nombre d'années moins une, $(n-1)$. Il s'agit en fait de la moyenne des variations annuelles. Cette première mesure est assez rapide, mais elle manque de précision surtout dans le cas de variables qui connaissent de grandes fluctuations.

Puisque nous voulions faire des projections, il nous était nécessaire d'avoir une mesure plus raffinée de l'évolution passée de chacune des variables. La méthode retenue fut la suivante: à partir des données observées au cours des vingt années, nous avons calculé une série théorique par la méthode des moindres carrés. De cette série théorique nous avons conservé uniquement l'année initiale et l'année terminale. Nous avons ensuite déterminé le taux composé annuellement qui permettait à la donnée de l'année initiale d'atteindre celle de l'année terminale en vingt ans. C'est ce taux que nous avons appelé: taux de variation composé annuellement. En utilisant la méthode des moindres carrés pour établir l'année initiale et l'année terminale, nous éliminons la possibilité que nos points de repère pour le calcul de la tendance soient des années d'exception.

L'hypothèse retenue pour fin de projection dans cette étude est l'hypothèse moyenne d'évolution (de la population, de l'emploi, de la productivité, etc.).

L'ensemble de nos hypothèses sera discuté dans une publication éventuelle.

Année	Population '000	Main-d'oeuvre totale '000	agricole '000	Produit national brut \$ courants '000,000	\$ 1949 '000,000	Produit intérieur brut \$ courants '000,000	\$ 1949 '000,000	Produit agricole brut \$ courants '000,000	\$ 1949 '000,000
1946	3,629	1,336	277	3,018	3,884	2,779	3,568	191	237
1951	4,056	1,461	229	5,246	4,598	4,830	4,229	279	240
1956	4,628	1,615	165	7,453	5,800	6,890	5,439	221	249
1961	5,259	1,820	138	9,689	6,857	8,776	6,317	223	264
1965	5,657	2,021	116	13,131	8,527	11,527	11,988	250	282
taux de variation 1	—	2.2	—4.3	8.1	4.3	8.1	4.3	1.8	1.2
2	2.4	2.3	—4.5	7.9	4.2	8.1	4.5	—0.1	1.0
fonction de régression Yc =	—		186—4x	7,338+239x	5,727+111x	6,739+223x	5,817+110x	238—1.4x	261+1.3x

Tableau A 1.1 (suite) — Tendances des grandes variables économiques du Québec (différentes estimations) 1946-1976

Année	M-O agric. M-O totale %	P.A.B. P.I.B. \$ courants %	P.A.B. P.I.B. \$ 1949 %	P.I.B. population \$ 1949 \$	Chômeurs M-O tot. %	P.A.B. M-O agric. \$ courants	P.A.B. M-O agric. \$ 1949	P.I.B. M-O \$ courants	P.I.B. M-O \$ 1949	P.A.B. \$ courants P.A.B. \$ 1949
1946	20.7	6.9	6.6	983	4.0	688	856	2,080	2,671	80.5
1951	15.7	5.8	5.7	1,043	2.9	1,219	1,050	3,306	2,895	116.2
1956	10.2	3.2	4.6	1,175	5.0	1,340	1,510	4,266	3,368	88.8
1961	7.6	2.5	4.2	1,201	9.2	1,613	1,914	4,822	3,471	84.5
1965	5.7	2.1	3.6	1,397	5.4	2,156	2,431	5,932	3,911	88.6
taux de variation										
1	-6.4	-5.8	-2.9	1.9	4.7					
2	-7.5	-8.1	-3.1	1.8		4.9	6.6	5.1	1.9	
fonction de régression	—	4.1-0.1x	5.2-0.08x		5.6+0.14x	1,378+31x	1,545+44x			
Yc =										

1. Moyenne des taux de variation annuels.

2. Taux de variation composé annuellement.

SOURCE: Service du Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (juin 1967).

Tableau A-1.2 Chiffres-indices des prix des produits agricoles (prix reçus) et des prix des denrées et des services utilisés par les cultivateurs (prix payés) 1935-1965

Année	Indice des prix reçus Québec		Indice des prix payés est du Canada	
	1935-39 = 100	1949 = 100	1935-39 = 100	1949 = 100
1935	94.7	45.3	90.1	34.5
1936	97.7	46.8	98.6	37.7
1937	107.5	51.5	104.1	39.8
1938	101.5	48.6	107.0	40.9
1939	98.7	47.2	100.4	38.4
1940	107.4	51.4	103.7	40.0
1941	118.6	56.8	127.4	48.8
1942	135.8	65.0	153.4	58.7
1943	148.7	71.2	172.6	66.0
1944	151.0	72.3	171.7	65.7
1945	155.7	74.5	179.5	68.7
1946	160.4	76.8	196.9	75.4
1947	174.7	83.6	213.7	81.8
1948	204.9	98.1	265.6	101.6
1949	208.9	100.0	261.3	100.0
1950	213.8	102.3	260.9	99.8
1951	234.6	112.3	305.6	117.0
1952	247.5	118.5	290.2	111.1
1953	242.3	116.0	272.1	104.1
1954	238.8	114.3	264.3	101.1
1955	241.9	115.8	261.7	100.2
1956	251.9	120.6	258.8	99.0
1957	260.9	124.9	264.9	101.4
1958	262.1	125.5	274.8	105.2
1959	273.1	130.7	272.8	104.4
1960	280.4	134.2	273.7	104.7
1961	286.5	137.1	274.3	105.0
1962	296.0	141.7	275.9	105.6
1963	306.3	146.6	274.6	105.1
1964	314.7	150.6	280.5	107.3
1965	327.0	156.5	307.8	117.8

SOURCES: Prices and price indexes, D.B.S., cat. 62-002
Index Numbers of Farm Prices of Agricultural Products, Dominion Bureau of Statistics.

ANNEXE DU CHAPITRE II

Tableau A-2.1 Ecart dans le secteur non-agricole entre le revenu net moyen et le P.I.B. moyen — Québec — 1946-1965

<i>Année</i>	<i>Revenu non-agricole par travailleur \$ constant 1</i>	<i>P.I.B. n-agricole par travailleur \$ constants 1</i>	<i>R.N.A./P.I.B.N.A. par travailleur %</i>
'000,000			
1946	2,126	3,145	67.6
1947	2,167	3,091	70.1
1948	2,072	3,002	69.0
1949	2,012	3,003	67.0
1950	2,067	3,250	63.6
1951	2,059	3,238	63.6
1952	2,134	3,307	64.5
1953	2,245	3,371	66.6
1954	2,268	3,414	66.4
1955	2,265	3,403	66.6
1956	2,468	3,579	69.0
1957	2,471	3,580	69.0
1958	2,371	3,446	68.8
1959	2,421	3,485	69.5
1960	2,429	3,487	69.7
1961	2,516	3,599	69.9
1962	2,612	3,715	70.3
1963	2,644	3,768	70.2
1964	2,760	3,917	70.5
1965	2,872	4,001	71.8
Moyenne			68.2

1. Correction apportée pour tenir compte du coût de la vie dans chaque secteur.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, (avril 1967).

Tableau A-2.2 Comparaison entre le revenu en nature et le revenu net réalisé — Québec — 1946-1965

(\$ courants)

Année	Revenu en nature	Revenu net réalisé	$\frac{1}{2}$
	1	2	%
'000			
1946	67,013	158,235	42
1947	67,987	172,401	39
1948	71,522	229,709	31
1949	64,517	206,216	31
1950	64,833	208,211	31
1951	74,703	235,532	32
1952	78,360	230,099	34
1953	72,849	200,363	36
1954	71,102	183,641	39
1955	71,845	181,717	40
1956	73,694	162,189	45
1957	72,911	176,317	41
1958	73,568	185,712	40
1959	73,394	165,756	44
1960	73,912	149,652	49
1961	72,240	149,007	48
1962	71,848	156,762	46
1963	72,797	146,576	50
1964	75,110	141,240	53
1965	79,970	170,126	47
MOYENNE	72,209	180,473	40.9

SOURCE: Farm Net Income D.B.S. No 21-502.

Tableau A-2.3 Comparaison entre le revenu en nature et la valeur de la production totale — Québec — 1946-1965 —

(\$ courants)

<i>Année</i>	<i>Revenu en nature</i>	<i>Production totale</i>	$\frac{1}{2}$
	1	2	%
	'000		
1946	67,013	301,372	22
1947	67,987	339,634	20
1948	71,522	405,859	18
1949	64,517	383,409	17
1950	64,883	400,885	16
1951	74,703	450,776	17
1952	78,360	458,074	17
1953	72,849	424,096	17
1954	71,102	423,908	17
1955	71,845	432,293	17
1956	73,694	436,125	17
1957	72,911	448,968	16
1958	73,568	488,375	15
1959	73,394	484,755	15
1960	73,912	476,595	16
1961	72,240	488,623	15
1962	71,848	514,234	14
1963	72,797	526,399	14
1964	75,110	533,413	14
1965	79,970	585,428	14
MOYENNE	72,209	450,161	16.4

SOURCE: Farm Net Income D.B.S. No 21-502.

Tableau A-2.4 Main-d'oeuvre dans l'agriculture, y compris les personnes à leur propre compte: moyennes mensuelles — Canada - Québec — 1946-1965

Année	Main-d'oeuvre Québec	agricole Canada	Main-d'oeuvre sur main-d'oeuvre Québec	agricole sur main-d'oeuvre Canada
	'000		%	
1946	277	1,186	20.7	24.6
1947	253	1,122	18.6	22.7
1948	246	1,096	17.7	22.0
1949	242	1,077	17.0	21.3
1950	255	1,018	17.8	19.7
1951	229	939	15.7	18.0
1952	209	891	13.9	16.7
1953	203	858	13.2	15.9
1954	214	878	13.7	16.0
1955	172	819	10.8	14.6
1956	165	777	10.2	13.4
1957	171	748	10.2	12.4
1958	162	718	9.3	11.7
1959	155	700	8.8	11.2
1960	135	683	7.5	10.7
1961	138	681	7.6	10.4
1962	132	660	7.1	10.0
1963	124	649	6.5	9.6
1964	114	630	5.8	9.1
1965	116	594	5.7	8.3

SOURCE: La Main-d'Oeuvre, Cat. No 71-001, supplément au rapport de mars 1965.

Tableau A-2.5 Revenu agricole net des agriculteurs en provenance de l'exploitation — Québec — 1946-1965

(\$ courants)

	1946	1951	1956	1961	1965
	'000,000				
1. Revenu en espèces	234	376	364	418	513
2. Revenu en nature	67	75	74	72	80
3. Paiements additionnels	—	—	—	—	—
4. Revenu brut réalisé (1 + 2 + 3)	301	451	437	490	593
5. Dépréciation et dépenses d'opération	143	215	274	340	423
6. Revenu net réalisé (4 — 5)	158	236	163	150	170
7. Valeur de la variation des inventaires	3	13	7	2	—9
8. Revenu brut total (4 + 7)	304	464	444	492	585
9. Revenu net total (8 — 5)	161	248	170	152	162

SOURCE: Farm Net Income, D.B.S. Agriculture Division, Farm Finance Section.

123

Tableau A-2.6 Revenu personnel — Québec — 1958

(\$ 1949) *

Revenu des agriculteurs par personne 1	Revenu non-agricole par personne 2	Pourcentage 1 — 2
1,755	2,971	59.1

1. Comprenant le revenu d'appoint et les paiements des transferts.

2. Comprenant les paiements des transferts.

* Correction apportée pour tenir compte du coût de la vie dans chaque secteur.

SOURCE: Farm Net Income, D.B.S., cat. no. 21-202,
Comptes Nationaux, D.B.S., cat. no. 13-201,
Farm Survey Report, 1958, cat. no. 21-506.

**Tableau A-2.7 Evolution des revenus moyens agricole et non agricole
— Québec — 1946-1965**

<i>Année</i>	<i>Evolution de la tendance du revenu moyen agricole</i>	<i>Indice du revenu agricole 1</i>	<i>Evolution de la tendance du revenu moyen non agricole</i>	<i>Indice du revenu non-agricole 1</i>
1946	100.00	105.6	100.00	93.2
1947	100.93	103.6	101.86	109.3
1948	101.86	119.9	103.71	104.6
1949	102.80	104.0	105.56	101.5
1950	103.74	96.7	107.41	104.3
1951	104.66	108.8	109.26	104.0
1952	105.60	111.1	111.12	107.7
1953	106.53	103.6	112.96	113.3
1954	107.47	90.3	114.82	114.5
1955	108.39	112.1	116.68	114.3
1956	110.27	105.9	120.38	124.6
1957	111.20	107.2	122.23	127.7
1958	112.13	116.0	124.09	119.6
1959	113.06	108.2	125.93	122.2
1960	114.00	113.0	127.79	122.6
1961	114.93	108.9	129.65	127.0
1962	115.86	116.8	131.49	131.9
1963	116.80	112.7	133.35	133.5
1964	117.73	116.0	135.20	139.3
1965	118.67	137.4	137.06	145.0

1. Indice basé sur le revenu calculé, en dollars constants.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques,
Ministère de l'Industrie et du Commerce, (juin 1967).

ANNEXE DU CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

Tableau 3.2 — Production totale d'aliments au Québec

Il s'agit ici de la production telle que décrite par les statistiques officielles, mais ramenée aux valeurs de la tendance. L'effet trompeur des fluctuations périodiques de la production dans les calculs d'évolution ou de tendance, se trouve de ce fait éliminé.

Tableau 3.3 — Consommation d'aliments par personne au Québec

Les chiffres qui apparaissent dans ce tableau sont ceux de la consommation par personne au Québec.

La consommation par personne au Québec a été calculée à partir des données de consommation canadienne, à l'aide des données recueillies par le Bureau fédéral de la Statistique au cours d'enquêtes effectuées dans les régions métropolitaines, de 1953 à 1962, et des estimations de la disparition apparente de produits alimentaires par personne au Canada.

Dans ce travail, nous avons supposé que les différences dans les quantités calculées de biens consommés existant entre Montréal et l'ensemble de l'échantillon canadien, reflétaient les différences qui pouvaient exister entre la consommation par personne au Québec et la consommation par personne au Canada. Le rapport obtenu détermine notre estimation de la consommation par personne au Québec.

Tableau 3.4 — Consommation totale d'aliments au Québec

Les chiffres de ce tableau sont le produit du chiffre de la population par celui de la consommation par personne, augmenté du chiffre estimé des pertes qui surviennent au cours de la mise en marché du produit.

Les taux de perte appliqués sont les suivants: céréales — 28 pour cent, pommes de terre — 27 pour cent, fruits — 11.2 pour cent, pommes — 12 pour cent, légumes — 11 pour cent, boeuf — 26 pour cent, veau — 17 pour cent, porc — 23 pour cent, agneaux et moutons — 11 pour cent, oeufs — 3 pour cent.

Tableau A-3.1 (à suivre) — Extrants de l'agriculture — Québec — 1946-1965

(\$ 1949)

<i>Année</i>	<i>Grains</i>	<i>Volailles</i>	<i>Oeufs</i>	<i>Produits laitiers</i>	<i>Fruits</i>	<i>Légumes</i>	<i>Produits forestiers de l'érable</i>
'000							
1946	12,168	10,837	16,365	130,700	2,022	8,488	24,652
1947	11,438	15,221	21,145	131,785	3,731	4,086	27,891
1948	10,476	12,431	20,987	125,895	3,667	6,152	25,563
1949	10,810	14,319	19,049	123,906	4,108	6,135	22,848
1950	11,090	14,344	17,539	123,105	3,740	6,381	24,530
1951	8,368	17,547	16,674	113,013	5,248	6,300	24,186
1952	8,261	27,805	20,663	119,261	7,410	6,453	27,882
1953	8,027	28,359	21,114	126,375	5,939	8,835	22,503
1954	7,666	27,675	24,480	132,906	6,836	6,348	20,249
1955	7,124	29,406	23,990	138,560	5,129	6,852	18,084
1956	7,124	27,694	23,295	142,257	7,078	5,765	21,562
1957	7,937	30,457	24,003	144,349	4,753	7,218	25,146
1958	8,088	36,814	22,310	149,875	6,405	10,486	22,717
1959	7,782	36,888	24,640	148,410	8,957	9,187	19,651
1960	8,455	41,852	24,691	146,302	8,349	9,955	19,431
1961	8,770	51,048	27,128	151,423	5,757	10,431	19,284
1962	9,796	60,328	29,122	151,594	9,651	10,876	19,969
1963	10,567	63,348	27,833	153,826	11,020	10,979	19,407
1964	11,759	71,982	29,136	152,432	9,781	11,775	15,049
1965	10,382	83,535	33,129	152,926	9,638	11,795	14,639

Tableau A-3.1 (suite) — Extrants de l'agriculture — Québec — 1946-1965

(\$ 1949)

<i>Année</i>	<i>Porcs</i>	<i>Bétail</i>	<i>Pommes de terre</i>	<i>Tabac</i>	<i>Total</i>	<i>Revenu en nature</i>	<i>Grand total</i>
'000							
1946	45,065	53,663	4,028	2,912	310,900	88,877	399,777
1947	57,035	51,595	4,407	2,224	330,560	83,114	413,672
1948	54,293	63,674	4,484	3,427	331,046	70,396	401,445
1949	55,614	54,844	5,267	1,992	318,892	64,517	383,409
1950	63,893	69,144	5,120	2,379	341,265	65,013	406,278
1951	67,053	64,603	6,369	2,149	331,510	63,849	395,559
1952	89,646	53,762	6,375	2,081	369,599	70,531	440,130
1953	53,219	50,576	8,143	2,456	335,546	69,980	405,526
1954	57,250	50,375	7,470	2,767	344,021	70,328	414,350
1955	65,411	57,078	5,968	3,427	361,030	71,702	432,731
1956	64,259	58,567	8,372	2,553	368,526	74,438	442,964
1957	58,129	59,907	8,990	2,075	372,964	71,904	444,868
1958	66,216	70,582	8,947	2,216	404,656	69,932	474,588
1959	86,541	68,085	7,183	2,922	420,246	70,301	490,547
1960	68,031	70,561	6,779	3,465	407,871	70,594	478,465
1961	68,900	62,724	8,409	2,963	416,837	68,800	485,637
1962	77,146	65,665	8,043	3,084	445,275	68,038	513,312
1963	84,284	68,815	7,134	2,683	459,896	69,264	529,160
1964	85,314	69,735	6,322	2,470	265,755	70,000	535,755
1965	80,458	69,073	5,773	2,309	473,654	67,944	541,601

SOURCES: Handbook of Agricultural Statistics Farm Income D.B.S. Cat. 21-502, 1926-1957
Chiffres révisés, compilation spéciale 1951-1965.

Tableau A-3.2 Dépenses de consommation alimentaire et dépenses courantes totales, par personne — Canada - Québec — 1947-1962

	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada
	Consommations alimentaires		Autres consommations		Consommations courantes totales		Alimentaires total	
1947-48 ¹	236.39	243.67	538.06	671.67	774.44	918.67	30.5	26.5
1953 ²	386.97	379.74	936.36	1022.19	1323.33	1401.93	29.2	27.1
1955 ²	349.85	348.14	938.14	1025.78	1288.75	1373.91	27.1	25.4
1957 ²	357.97	354.22	1098.26	1134.04	1456.23	1488.25	24.6	23.8
1959 ¹	378.43	364.65	1073.11	1180.66	1451.54	1545.32	26.1	23.6
1962 ²	385.42	351.26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

1. Zones urbaines en 1947 et 1948 et villes de 15,000 habitants et plus en 1959.

2. Montréal et échantillon canadien en 1953, 1955, 1957 et 1962.

3. Incluant: cadeaux et contributions, taxes et dépenses d'assurance.

SOURCES: Canadian Non-Farm Family Expenditures, 1947-1958, D.B.S., 1953.

City Family Expenditures: D.B.S. (62-521)

Budget alimentaire des familles urbaines: B.F.S. (62-524)

ANNEXE DU CHAPITRE IV

ANNEXE IV

MÉTHODOLOGIE

Définition

L'agro-économie est constituée par ce vaste secteur qui couvre l'agriculture ainsi que les industries qui lui sont reliées soit en amont soit en aval. L'agro-économie ne peut donc pas cadrer dans le schème traditionnel de classification des industries en trois grands groupes: primaire, secondaire et tertiaire. L'agro-économie, en effet, trouve de ses composantes dans chacun de ces trois secteurs. Ainsi l'agriculture se retrouve toute entière dans l'agro-économie; mais en plus on y retrouve aussi les manufactures et les services qui sont reliés à l'agriculture, soit parce qu'ils ont l'agriculture comme cliente (industries en amont) ou bien parce qu'ils sont des clients de l'agriculture (industries en aval).

Difficultés

Quand il s'agit d'évaluer quantitativement l'évolution d'un tel supersecteur, on peut entrevoir dès maintenant les problèmes que cela pose.

- 1— Hétérogénéité de ce supersecteur. Nous venons de voir en effet que l'agro-économie est constituée d'industries primaires, secondaires et tertiaires, de là naît une première difficulté sur le plan statistique: il est assez difficile d'évaluer la valeur ajoutée d'un service et de l'additionner à la valeur ajoutée d'une industrie manufacturière ou d'une industrie primaire. Il en va de même pour la valeur de production, le coût des matières premières, etc. Aussi longtemps que les industries primaires, secondaires et tertiaires sont traitées isolément, le problème ne se pose pas d'une façon aussi aiguë. Ici il nous faut rendre comparables et additionnables ces données.
- 2— Carence statistique. Un autre problème est mis à jour en étudiant un secteur aussi complexe; c'est l'absence de données concernant les échanges inter-industries. Nous avons dû nous limiter pour cette étude à travailler avec les «moyens du bord» et à ne retenir comme effets en amont et en aval de l'agriculture que ceux (encore que ce soit partiel) que nous pouvions voir «à l'oeil nu».

Industries manufacturières en amont

Les industries en AMONT fournissent des produits à l'agriculture. Nous avons établi une liste de ces industries, et nous avons ensuite calculé le pourcentage de la valeur des expéditions de ces industries acheté par l'agriculture québécoise. C'est ce même pourcentage d'employés, de salaires, de valeur ajoutée, etc... que nous avons retenu pour chacune. C'est le tableau A-4.1.

Industries manufacturières en aval

Les industries en AVAL dépendent en grande partie de l'agriculture puisqu'elles utilisent la production agricole comme matière première. Nous avons établi l'importance que l'agriculture joue auprès de chacune des industries en établissant le pourcentage des matières premières provenant de l'agriculture (du Québec ou d'ailleurs) sur le total des matières premières de ces industries. Nous avons appliqué ensuite ce pourcentage aux principales statistiques de ces industries, (voir le tableau A-4.2).

Services en amont et en aval

Parmi les services en amont de l'agriculture, nous avons retenu ceux que nous avons pu identifier ¹ comme étant requis par l'agriculture dans la mesure bien sûr où il nous était en même temps possible d'en évaluer quantitativement l'importance (voir le tableau A-4.3).

Les services en aval sont plus difficiles à saisir, non pas qu'ils soient plus difficilement identifiables, mais il est extrêmement difficile à travers les statistiques actuelles d'évaluer avec quelque précision ce qu'ils doivent à l'agriculture, et donc jusqu'à quel point ils font partie de l'agro-économie.

Nous avons donc dû faire plusieurs détours avant d'en arriver à estimer les données du tableau A-4.4. Ce dont nous pouvons assurer le lecteur c'est que d'abord les données de ce tableau sont sûrement conservatrices et qu'en second lieu, on le concèdera sûrement, la liste des services en aval de l'agriculture que nous avons retenue ici est aussi très conservatrice...

1. Intrants de l'agriculture, Bureau de la statistique du Québec, Direction de la Recherche.

Tableau A-4.1 Industries en amont du secteur agricole — Québec — 1961

	(1)	Employés	Salaires	Coût des matières employées	Valeur ajoutée
	en %	nombre	\$	\$	\$
1230 Fabrication de provendes	100.0	2,336	8,178,431	76,859,692	20,279,112
1799 Manufactures de produits divers en cuir	0.2	5	12,814	17,008	18,774
1970 Fabrication de tissus de laine	100.0	3,057	10,568,958	16,386,345	21,238,432
2130 Industrie des cordes et ficelles	92.1	3	12,254	38,682	42,254
2230 Industrie des sacs de coton et de jute	4.7	24	71,540	377,131	153,649
2513 Scieries	0.4	50	71,300	141,450	151,851
2560 Fabrication des boîtes de bois	15.5	124	311,595	366,863	509,757
2599 Industries diverses du bois (n.c.a.)	1.4	5	13,928	14,952	25,225
2731 Manufactures de boîtes pliantes ou montées	1.2	29	98,518	180,898	173,519
2880 Edition	0.7	18	85,721	131,966	243,209
3040 Estampage, matriçage et revêtement des métaux	1.2	69	308,796	613,996	554,084
3050 Ind. du fil métallique et de ses produits	3.2	125	575,086	1,400,736	949,718
3060 Quincaillerie, coutellerie et fab. d'outillage	8.9	197	816,050	911,046	1,939,982
3090 Fabrication de produits métalliques divers	2.4	67	292,334	239,696	491,878
3110 Fabrication d'instruments aratoires	100.0	306	1,034,007	1,209,368	1,676,448
3250 Fab. de pièces et d'accessoires d'automobile	100.0	208	749,037	1,028,005	1,271,425
3561 Fabriques de verre	0.1	3	11,574	6,011	21,158
3651 Raffineries de pétrole	6.2	173	1,063,846	17,755,776	4,955,823
3652 Usines de fabrication des huiles et des graisses lubrifiantes	35.3	—	—	—	—
3720 Fabrication d'engrais mélangés	100.0	349	1,638,775	10,097,272	4,525,543
3740 Ind. des produits médicaux et pharm.	2.0	92	449,655	416,796	1,106,530
3799 Autres industries chimiques	4.2	75	324,099	613,354	856,483
TOTAL	—	7,339	26,798,130	130,107,230	62,104,984

1. Pourcentage de la valeur de production de ces industries acheté par l'agriculture.

— Données que nous ne pouvons pas publier étant donné leur caractère confidentiel.

SOURCE: Section des manufactures, Bureau de la Statistique du Québec.

165 **Tableau A-4.2 Industries utilisatrices de produits de l'agriculture — Industries en aval — Québec — 1961**

	(1)	Employés	Salaires	Coût des matières employées	Valeur ajoutée
	en %	nombre	\$	\$	\$
1011 Abattoirs et salaisons	93.1	5,623	24,528,811	178,317,820	45,814,989
1012 Usines d'huile et de graisse animale	97.6	—	—	—	—
1013 Man. de saucisses et de boyaux à saucisses	73.9	270	811,106	3,303,499	1,345,106
1030 Préparation de la volaille	94.5	1,330	3,115,530	34,175,994	5,059,116
1050 Produits laitiers (1962)	96.5	6,993	23,615,480	194,961,845	55,778,251
1070 Industrie du fromage refait	67.7	—	—	—	—
1120 Conserverie de fruits et légumes	36.7	1,128	3,108,400	11,657,559	8,107,673
1230 Fabrication de provendes	86.2	2,014	7,049,808	66,253,054	17,480,595
1240 Moulins à farine	92.0	709	3,363,933	35,659,766	8,747,991
1250 Manufactures de céréales de table	68.3	—	—	—	—
1280 Biscuiteries	50.0	1,558	5,191,124	9,019,253	9,446,103
1310 Confiseries	17.8	509	1,682,854	3,657,402	3,565,265
1330 Raffinage du sucre	5.4	—	—	—	—
1350 Industrie des huiles végétales	97.3	—	—	—	—
1391 Fabriques de macaroni	77.1	—	—	—	—
1430 Distilleries	7.6	105	495,312	1,130,888	3,206,801
1450 Brasseries	50.1	1,488	8,530,527	7,209,039	21,241,725
1470 Industrie du vin	14.8	—	—	—	—
1510 Traitement du tabac en feuilles	97.6	—	—	—	—
1530 Fabrication de produits du tabac	70.0	4,365	18,530,814	69,901,500	61,480,016
1720 Tanneries	77.6	388	1,401,657	2,838,634	2,269,009
1740 Fabrication de chaussures	67.6	8,215	22,444,737	30,800,330	33,491,297
1750 Fabrication de gants en cuir	66.8	612	1,521,729	1,750,244	2,208,652
1792 Manufactures de matériel de cordonnerie	14.1	149	431,272	684,291	719,096
1799 Manufactures de produits divers en cuir	42.4	1,061	2,716,653	3,605,731	3,980,018
1930 Filage de la laine	0.2	1	1,520	3,794	2,743
1970 Fabrication de tissus de laine	62.2	1,901	6,573,892	10,192,307	13,210,305
TOTAL	—	39,713	140,153,131	699,773,080	322,193,161

1. Pourcentage des matières premières de ces industries provenant de l'agriculture.
 — Données que nous ne pouvons pas publier étant donné leur caractère confidentiel.
 SOURCE: Section des manufactures, Bureau de la Statistique du Québec.

Tableau A-4.3 Services en amont du secteur agricole — Québec — 1961

	(1) en %	Employés nombre	Salaires \$	Coût des matières employées \$	Valeur ajoutée \$
404 Bâtiments	1.6	702	1,986,990	—	175,165,760
409 Autres constructions	1.3	75	250,728	—	3,888,157
544 Services téléphoniques	0.4	66	316,089	1,581,286	242,234
572 Electricité	1.5	155	733,185	—	3,648,090
Commerce et transports non-différenciés	0.9	2,646	8,335,047	—	8,335,047
702 Etablissements d'épargne et de crédit	10.6	3,381	8,887,832	—	8,887,832
737 Exploitants immobiliers	15.5	399	1,214,589	—	1,214,589
861 Comptabilité	1.2	45	139,344	—	139,344
866 Conseils juridiques	1.3	39	146,515	—	146,515
869 Autres services extérieurs des entreprises	2.1	72	273,344	—	273,344
876 Pensions, logeurs et cercles domiciliaires	100.0	1,562	3,887,021	—	3,887,021
899 Autres services divers	90.7	2,600	11,713,086	—	11,713,086
TOTAL	—	11,742	37,883,770	1,581,286	217,541,019

1. Le pourcentage correspond à la proportion de la valeur des expéditions de chacun de ces services achetée par l'agriculture.

SOURCES: Cat. No. 56-203, Statistique du téléphone.

Cat. No. 57-202, Electric Power Statistics.

Cat. No. 64-201, Construction in Canada.

Recensement du Canada, 1961.

Tableau A-4.4 Services en aval du secteur agricole — Québec — 1961

	<i>Employés nombre</i>	<i>Salaires \$</i>	<i>Valeur ajoutée \$</i>
COMMERCE			
Gros	10,521	39,316,400	102,126,000
Détail	35,116	72,946,000	244,524,900
TRANSPORT			
Routier	13,000	28,763,990	36,532,000
Rail	9,790	21,653,500	27,500,000
TOTAL	68,427	162,679,890	410,682,900

SOURCES: Recensement du Canada: Commerce de gros, Vol. VI, part. 2.
 Recensement du Canada: Commerce de détail, Vol. VI, part 1.
 Transports routiers de marchandises: Québec, Cat. No 53-209.
 Railway Freight Traffic, Cat. No. 52-002.
 Commission Royale d'enquête sur les transports, Vol. III, (juillet 1962).

Tableau A-4.5 Agriculture et industries manufacturières — Québec — 1961 et 1964

(\$ courants)

	<i>Employés nombre</i>	<i>1961 Salaires '000</i>	<i>Valeur ajoutée '000</i>	<i>Employés nombre</i>	<i>1964 Salaires '000</i>	<i>Valeur ajoutée '000</i>
Industries en aval, % appliqué *	39,713	140,153	322,193	41,104	157,710	376,471
Industries en amont, % appliqué **	7,339	26,798	62,105	8,738	33,904	76,856
Agriculture	138,000	27,693	222,608	114,000	26,820	222,137
TOTAL	185,052	194,644	606,906	163,842	218,434	675,464

* Ce pourcentage représente la part des matières premières provenant de l'agriculture sur l'ensemble des matières premières achetées par ces manufactures.

** Ce pourcentage représente la part des expéditions de ces manufactures achetée par l'agriculture.

NOTE: Dans les industries en amont et en aval, les taxes et la dépréciation ne sont pas incluses. Pour l'agriculture nous avons utilisé la valeur ajoutée brute au coût des facteurs.

SOURCE: Service de Développement Economique, Bureau de Recherches Economiques, Ministère de l'Industrie et du Commerce, (juin 1967).

ANNEXE DU CHAPITRE V

ANNEXE V

MÉTHODOLOGIE

Productivité des intrants en agriculture

Pour évaluer la productivité des différents intrants en agriculture nous avons d'abord regroupé ces intrants sous les trois grandes rubriques: capital, travail et bien-fonds. Le problème était d'évaluer la productivité de chacun de ces intrants tout en tenant compte de l'influence que les deux autres pouvaient avoir sur celui qu'on était en train de mesurer. La méthode qu'utilise monsieur I.F. Furniss est une tentative dans ce sens.¹ Elle consiste en résumé à établir un rapport entre l'indice des extrants totaux et les indices d'intrants construits par l'addition de l'input de chaque année pour l'intrant choisi avec la moyenne (de la période 1946-1965) des deux autres intrants.

1. I. F. Furniss, Trends in Agricultural Productivity, Canadian Farm Economics, Vol. 2, no. 1, April 1967, pp. 15ss.

Tableau A-5.1 (à suivre) — Intrants en agriculture — Québec — 1946-1965

(\$ 1949)

<i>Année</i>	<i>Taxes</i>	<i>Gages 1</i>	<i>Intérêts sur emprunt</i>	<i>Aliments pour bestiaux</i>	<i>Gazoline huile et graisse</i>
'000					
1946	10,349	378,936	6,321	97,961	8,416
1947	9,206	346,104	6,352	118,290	8,784
1948	9,354	336,528	6,484	77,290	10,774
1949	9,364	331,056	6,079	75,027	12,069
1950	9,495	348,840	6,665	71,549	14,751
1951	9,250	313,272	9,403	78,164	9,349
1952	8,763	285,912	9,984	79,154	10,642
1953	8,697	277,704	9,944	72,824	11,638
1954	8,561	292,752	10,500	86,693	12,320
1955	8,564	235,296	11,025	85,528	13,655
1956	8,326	225,720	11,687	101,018	14,877
1957	8,205	233,928	11,571	91,730	15,240
1958	8,227	221,616	12,380	117,832	15,394
1959	8,005	212,040	13,270	115,759	15,453
1960	7,744	184,680	15,163	114,114	15,865
1961	7,941	188,784	15,987	110,098	15,939
1962	7,995	180,576	18,182	105,337	17,353
1963	7,917	169,632	20,172	114,231	17,781
1964	8,352	155,952	21,836	119,099	17,906
1965	8,386	158,688	23,887	131,530	18,550

1. En plus des gages des salariés, ce chiffre comprend une estimation des gages pour les exploitants agricoles et pour les employés non rémunérés.

Tableau A-5.1 (suite) — Intrants en agriculture — Québec — 1946-1965

(\$ 1949)

<i>Année</i>	<i>Répar. de machinerie & dépréciation</i>	<i>Répar. de bâtiments & dépréciation</i>	<i>Engrais chimique</i>	<i>Electricité & téléphone</i>	<i>Divers</i>	<i>Total</i>
			'000			
1946	17,266	23,172	7,565	1,276	15,247	566,509
1947	17,831	23,028	7,706	1,510	18,128	556,939
1948	18,090	21,581	6,919	1,708	16,013	504,741
1949	17,507	20,409	8,179	1,944	18,835	497,469
1950	20,630	21,626	7,654	2,377	16,242	519,829
1951	22,720	23,067	7,402	2,640	17,554	492,821
1952	23,699	22,042	6,234	2,887	18,586	467,903
1953	25,671	23,632	6,757	3,044	18,981	458,892
1954	26,314	24,825	6,562	3,318	20,106	491,951
1955	27,117	25,501	6,580	3,610	22,234	439,110
1956	27,818	25,553	6,844	3,978	22,455	448,276
1957	28,878	24,287	7,318	4,171	21,815	447,143
1958	28,572	26,302	7,715	4,321	23,390	465,749
1959	29,464	27,564	7,952	4,590	25,289	459,386
1960	29,892	27,514	9,226	4,625	25,729	434,552
1961	29,933	28,699	11,404	4,718	27,382	440,885
1962	31,644	29,009	11,661	5,064	27,863	434,684
1963	33,538	29,046	10,716	5,358	29,414	437,805
1964	35,567	26,424	11,281	5,555	30,328	432,300
1965	35,670	27,138	12,524	5,834	30,159	452,366

SOURCE: Farm Net Income, D.B.S., cat. no. 21-502, 1926-1957; chiffres révisés, 1951-1965.

ANNEXE DU CHAPITRE VI

Tableau A-6.1 Population et production des principaux pays

PAYS	Population en 1963 (millions d'habitants)	Produit national en 1962	
		Production totale en millions de dollars	Production par tête en dollars
Etats-Unis	189.4	502	2,690
Canada	18.9	35	1,890
Suède	7.6	14	1,830
Québec	5.5	10	1,823
Royaume-Uni	53.8	78	1,450
France	47.8	68	1,440
Allemagne fédérale	55.4	77	1,440
Pays-Bas	12.0	15	1,250
Belgique	9.3	11	1,240
Italie	5.4	46	920

SOURCE: Annuaire des Nations Unies et nos estimations.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- Cann, K. E. et Rayner, L. C., *Coût de la vente des aliments au Canada, 1949-1964*, L'économie agricole au Canada, octobre 1966, Ministère de l'Agriculture du Canada, p. 28.
- Cépède, Denis, *La parité des revenus et la productivité de l'agriculture française, 1946-1975*, A.F.A.P., 1964.
- Cépède, D., *Un spécialiste des questions agricoles se penche sur la mesure de la productivité*, Revue de la mesure de la productivité, OCDE, no 32, 1963.
- Davis, John H. et Goldberg, Ray A. *A Concept of Agribusiness*, Boston, Division of Research, Harvard Business School, 1957.
- Dawson, John, *Changements dans le secteur agricole jusqu'à 1970*, no 11, Conseil économique du Canada, 1965.
- Denison, E. F., *The Sources of Economic Growth in the United States and the Alternatives Before Us*. Committee for Economic Development, Paper No. 13, 1962.
- Drayton, L. E. et Gray, J. M., *Etat présent des statistiques sur la consommation alimentaire*, L'économiste agricole, février-avril 1965, Ministère de l'Agriculture, Ottawa, p. 16.
- Drayton, L. E., *Demande domestique des produits agricoles*, L'économiste agricole, février-avril 1965, Ministère de l'Agriculture, Ottawa, p. 20.
- Drummond, W. M. Anderson, W. J. Kerr, T. C., *A Review of Agricultural Policy in Canada*, No. 1, The Agricultural Economics Research Council of Canada, 1966.
- Economic Research Service, USDA, *Agriculture and Economic Growth*, Agricultural Economic Report No. 28, Washington, D.C. 1963.
- F.A.O., *Agricultural Commodities Projections for 1970*, Commodity Review, Rome 1962.
- Fitzpatrick, J. M. et Parker, C. V., *Distribution of Income in Canadian Agriculture*, Canadian Journal of Agricultural Economics, Vol. XIII, 1965, p. 47.
- Fourastié, Jean, *La productivité*, Que Sais-Je? No. 557, P.U.F., 1954.
- Furniss, I. F., *Tendances de la productivité de l'agriculture*, L'économie agricole au Canada, avril 1967, Ministère de l'Agriculture du Canada, p. 16.
- Furniss, I. F., *Tendances de la productivité de l'agriculture au Canada, de 1936 à 1964*, L'économie agricole au Canada, avril 1966, Ministère de l'Agriculture du Canada, p. 20.
- Furniss, I. F., *Productivity of Canadian Agriculture, 1936 to 1960, A Quarter Century of Change*, Canadian Journal of Agricultural Economics, Vol. XII, No. 2, 1964.
- Harsany, Peter, *Adjustments and Economic Planning in Canadian Agriculture*, Academic Publishing Co., Montreal 1964.
- Heady, Earl D., *Agricultural Policy Under Economic Development*, Iowa State University Press, 1962.
- Holmes, R. A., *Estimation of Demand Elasticities for Substitute Foods*, No. 3, Agricultural Economics Research Council of Canada.
- Horring, H. et Van den Noort, P. E., *L'évolution de la productivité et du revenu dans l'agriculture néerlandaise entre 1949 et 1961*, Revue de la mesure de la productivité, OCDE, no 33, 1963.
- Johansen, Leif, *A Multi-sectoral Study of Economic Growth, 1960*, North-Holland publishing Company — Amsterdam.
- Jorgenson, Dale W., *The Development of a Dual Economy*, Economic Journal, June 1961.
- Kendrick, John W., *Productivity Trends in the United States*, N.B.E.R., 1961.
- Kerr, T. C., *An Economic Analysis of the Feed Freight Assistance Policy*, No. 7, Agricultural Economics Research Council of Canada, 1966.
- Klatzmann, M. J., *L'évolution des revenus agricoles*, Etudes et conjonctures, décembre 1959, p. 1067 à 1076.

- Klatzmann, M. J., *La place de l'agriculture dans le revenu national*, Etudes et Conjonctures, no 2, mars-avril 1953, p. 180 à 192.
- Kulshreshtha, S. N., *An approach to develop comparisons of Farm and Non Farm Incomes in Canada*, Canadian Journal of Agricultural Economics, Vol. XIV, November 1966, pp. 61-75.
- LeBel, Gilles, *Fluid Milk Consumption in Selected Canadian Markets, 1958-61*, The Economic Annalist, December 1962, Canada Department of Agriculture, Ottawa, pp. 127-131.
- LeBel, Gilles, *Effect of Price on Butter Sales*, Canada Department of Agriculture, Economics Division, Ottawa, November 1963.
- Mackenzie, Wm., *The Terms of Trade, Productivity and Income of Canadian agriculture*, Canadian Journal of Agricultural Economics, Vol. IX, No. 2, 1961.
- Mackenzie, Wm., *Regional Changes in Income, Terms of Trade and Productivity within Canadian Agriculture*, Canadian Journal of Agricultural Economics, Vol. XI, No. 2, 1963.
- McGrove, Govin, *The Economics of Subsidising Agriculture*, Allen and Unwin, 1962.
- Morgan, Theodore, *Les termes de l'échange entre les produits agricoles et les produits manufacturés en longue période*, Economic Development and Cultural Change, Chicago, Vol. 8, No. 1, 1959.
- Nash, E. F. et Attwood, E. A., *The Agriculture policies of Britain and Denmark*, Land Books, 1964.
- National Institute of Economic and Social Research, *The Demand for Food in the Industrial Countries, 1948-1960*, Economic Review, Londres, May 20, 1962, p. 40 ss.
- Nidenberg, Simone, *Les Dépenses nécessaires à la production agricole : Modes d'évaluation et méthodes de prévision*, Gestion, septembre 1963.
- Owen, W. F., *The Developmental Squeeze on Agriculture*, The American Economic Review, Vol. LVI, No. 1, March 1966.
- Palda, Kristian S., A. *Comparison of Consumer Expenditures in Quebec and Ontario*, The Canadian Journal of Economics and Political Science, February 1967, p. 16.
- Rostow, Walt W., *Agriculture's Role in Economic Development*, Foreign Agriculture, USDA, Washington, D.C. September 2, 1963.
- Rottier, G., *Projections de la consommation alimentaire des Ménages, de 1960 à 1970*, Etudes et Conjonctures, 5 mai 1966, p. 61 ss.
- Royal Commission on Agriculture and Rural Life, Province of Saskatchewan, Report 13, *Farm Income*, 1957.
- Shefrin, F. et Yankowsky, Z., *Notes sur les projections lointaines de la demande de produits agricoles*, L'économie agricole au Canada, décembre 1966, Ministère de l'Agriculture du Canada, p. 14.
- Schultz, Theodore W., *Transforming Traditional Agriculture*, Studies in Comparative Economics, New Haven and London Yale University Press, 1963.
- Schultz, T. W., *Economic Policy Research for Agriculture*, Canadian Journal of Agricultural Economics, Vol. IX, no. 2, 1961.
- Société canadienne d'économie agricole, *Rapport des cycles d'études annuels*, (années diverses).
- U.S.D.A., *The World Food Budget*, Foreign Agricultural Economic Report, No. 19, Washington, October 1964.
- U.S.D.A., *Factors Affecting Demand for Farm Products*, Demand and Price Situation, November 1966, Economic Research Service.
- Van Den Noort, P. C., *Productivity Measurement and Supply analysis in Agriculture*, Canadian Journal of Agricultural Economics, Vol. XIV, No. 2, 1966.
- Ware, D. W., *Evolution de la consommation et plus particulièrement celle des produits laitiers*, L'économie agricole au Canada, juin 1966, Ministère de l'Agriculture du Canada, p. 16.

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau</i>	<i>Page</i>
1.1 Revenu national et Produit national brut du Québec, 1946 à 1966	15
1.2 Cadre quantitatif du développement économique du Québec, 1946-1976	18
1.3 Cadre quantitatif du développement économique du Québec, Perspectives (prix de base 1965), 1971 et 1976	21
2.1 Evolution comparative des revenus moyens agricole et non-agricole, Québec, 1946 à 1965	36
3.1 Evolution et importance relative des extrants en agriculture, Québec, 1946-1976, indice 1946=100	47
3.2 Production totale d'aliments au Québec, 1953-1976	48
3.3 Consommation d'aliments par personne au Québec, 1953-1976	56
3.4 Consommation totale d'aliments au Québec, 1953-1976	60
3.5 Degré d'auto-approvisionnement en biens alimentaires au Québec, 1953-1976	63
4.1 Place de l'agro-économie dans l'économie québécoise 1961	69
4.2 Les composantes de l'agro-économie, Québec, 1961	71
4.3 Estimation des frais de commercialisation de la ferme au détail pour les denrées alimentaires produites au Canada, 1949 à 1964	72
4.4 Dépenses courantes et valeur de la production totale Québec, 1946 et 1965, (\$ courants)	75
5.1 Evolution et importance relative des intrants en agriculture, Québec, 1946-1976 indice 1946=100	85
5.2 Evolution de la valeur courante du capital agricole, (intrants fixes), Québec, 1946 et 1965	87
5.3 Indice des extrants, des intrants et de la productivité de l'agriculture du Québec, 1946 à 1965, (\$ 1949)	89

5.4	Productivité agricole et non-agricole, Québec, 1946 à 1965, (\$ 1949)	92
5.5	Indices de la productivité des intrants en agriculture, Québec, 1946 à 1965	93
6.1	Part de la main-d'oeuvre et du produit agricoles par rapport à l'économie et degré d'auto-provisionnement, différents pays, 1960	98
A-1.1	Tendances des grandes variables économiques du Québec, (différentes estimations) 1946-1976	114
A-1.2	Chiffres-indices des prix des produits agricoles (prix reçus) et des prix des denrées et des services utilisés par les cultivateurs (prix payés), 1935 à 1965	116
A-2.1	Ecart dans le secteur non-agricole entre le revenu net moyen et le P. I. B. moyen, Québec, 1946 à 1965	119
A-2.2	Comparaison entre le revenu en nature et le revenu net réalisé, Québec, 1946 à 1965, (\$ courants)	120
A-2.3	Comparaison entre le revenu en nature et la valeur de la production totale, Québec, 1946 à 1965, (\$ courants)	121
A-2.4	Main-d'oeuvre dans l'agriculture, y compris les personnes à leur propre compte: moyennes mensuelles, Canada-Québec, 1946 à 1965	122
A-2.5	Revenu agricole net des agriculteurs en provenance de l'exploitation, Québec, 1946-1965 (\$ courants)	123
A-2.6	Revenu personnel, Québec, 1958 (\$ 1949)	123
A-2.7	Evolution des revenus moyens agricole et non agricole, Québec, 1946 à 1965	124
A-3.1	Extrants de l'agriculture, Québec, 1946 à 1965 (\$ 1949)	128
A-3.2	Dépenses de consommation alimentaire et dépenses courantes totales, par personne Canada-Québec, 1947-1962	130
A-4.1	Industries en amont du secteur agricole, Québec, 1961	135
A-4.2	Industries utilisatrices de produits de l'agriculture, industries en aval, Québec, 1961	136
A-4.3	Services en amont du secteur agricole, Québec, 1961	137

A-4.4 Services en aval du secteur agricole, Québec, 1961	138
A-4.5 Agriculture et industries manufacturières, Québec, 1961 et 1964, (\$ courants)	139
A-5.1 Intrants en agriculture, Québec, 1946 à 1965, (\$ 1949)	144
A-6.1 Population et production des principaux pays	149

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique</i>	<i>Page</i>
1.1 Evolution des grands agrégats de la comptabilité économique, Québec, 1946 à 1966 (\$ courants)	16
1.2 Evolution du P.N.B., du P.I.B., et du P.A.B., Québec, 1946-1976, (\$ 1949)	19
1.3 Evolution démographique, Québec, 1946-1976	22
2.1 Ecart et fluctuations des revenus moyens agricole et non agricole, Québec, 1946 à 1965, (\$ 1949)	37
4.1 Importance relative de l'agro-économie dans l'économie totale, Québec, 1961	70
4.2 Importance relative des composantes de l'agro-économie, Québec, 1961	73
5.1 Chiffres-indices des prix des produits agricoles (Québec) et des prix des denrées et des services utilisés par les cultivateurs (est du Canada) 1935 - 1939 = 100, 1935 - 1965	86

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9

CHAPITRE I

ESQUISSE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Section 1.	Mesure de la dimension de l'économie québécoise	13
	—La croissance globale du Québec vue à travers ses comptes	13
	—Données démographiques, éléments importants du développement économique	21
	—Population	23
	—Population active	23
Section 2.	Analyse sommaire de l'évolution de l'agriculture au sein de l'économie québécoise	24
	—Modification sectorielle	24
	—Principes fondamentaux de développement économique	26
	—L'agriculture, secteur en déclin relatif	27
	—L'agro-économie se substitue à l'agriculture traditionnelle	27
	—Le revenu agricole tend à diminuer par rapport à l'ensemble des revenus de l'économie	28
Section 3.	Perspective 1976	29
	—Conclusion	31

CHAPITRE II

LA PARITÉ DES REVENUS

Section 1.	Comparaison du revenu agricole avec les autres catégories de revenu	33
	—Méthode d'évaluation des revenus	34
	—Définition de la parité	35
	—Caractéristiques générales du revenu agricole	35

Section 2. Les causes de la disparité de revenu	38
—Facteurs de disparité	38
—La disparité des pouvoirs d'achats	39
—La disparité des capacités professionnelles	41
—Conclusion	43

CHAPITRE III

L'OFFRE ET LA DEMANDE DE DENRÉES ALIMENTAIRES AU QUÉBEC

Section 1. L'offre: production agricole québécoise	45
—Caractères de l'offre des produits agricoles	45
—La production agricole du Québec	46
—Perspectives	52
Section 2. Analyse de la demande	53
—Caractères de la demande de denrées alimentaires	53
—La consommation d'aliments au Québec	55
—Demande globale	58
—Part de la dépense alimentaire dans la dépense totale	59
—Perspectives d'avenir	59
Section 3. L'équilibre de l'offre et de la demande des produits alimentaires au Québec	61
—Degré d'auto-provisionnement	61
—Evolution	61
—Conclusion	64

CHAPITRE IV

LA PLACE DE L'AGRO-ÉCONOMIE DANS L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

Section 1. Interdépendance des diverses activités économiques	67
—Quelques données globales relatives à l'agro-économie	68
Section 2. Evolution de l'agro-économie	71
—Gonflements des secteurs intermédiaires en aval et en amont aux dépens du secteur agricole	72
—Dans quelle mesure peut-on agir sur l'évolution de l'agriculture	75

—Vers une agriculture industrialisée	76
—Conclusion	78

CHAPITRE V

LA PRODUCTIVITÉ DE L'AGRICULTURE QUÉBÉCOISE

—La productivité du travail et le progrès économique	81
Section 1. Les facteurs de production	82
—Intrants variables	84
—Intrants fixes	87
—Perspectives	88
Section 2. La productivité des facteurs de production	88
—L'importance du travail dans la production agricole	89
—La productivité comparée du travail dans l'agri- culture et dans les autres secteurs au Québec	90
—Comment évolue la productivité du travail par rapport aux autres facteurs de production	92
—Inertie des facteurs de production	94
—L'investissement et la productivité du travail ...	94
—Perspectives	96

CHAPITRE VI

LA PLACE THÉORIQUE DE L'AGRICULTURE

Section 1. Main-d'oeuvre et revenu	98
Section 2. L'auto-approvisionnement	101
—Conclusion	102
<i>Résumé et conclusion générale</i>	105
—Jusqu'où peut aller l'exode rural?	109
<i>Annexes des tableaux et notes méthodologiques</i>	113
<i>Bibliographie sommaire</i>	151
—Liste des tableaux	153
—Liste des graphiques	156

